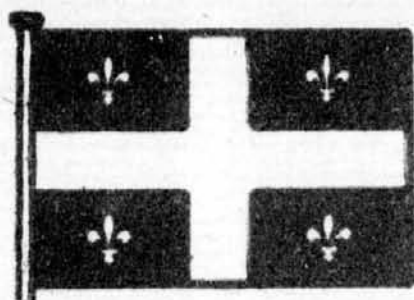




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 23, 1961

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de represse.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-0

Lettres patentes

(P.G. 13444-61)

Agence d'Assurance Chomedey Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Armand Poupart, conseil en loi de la Reine, de Mont-Royal, Armand Poupart, fils, de Montréal, tous deux avocats, et Mlle Jeanne Senay, sténographe, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Agence d'Assurance Chomedey Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 441, 88ième avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

(A.G. 13444-61)

Agence d'Assurance Chomedey Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Armand Poupart, Queen's Counsel, of Mount-Royal, Armand Poupart, son, of Montreal, both advocates, and Miss Jeanne Senay, stenographer, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Agence d'Assurance Chomedey Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 441, 88th Avenue, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12824-61)

**L'Association des Techniciennes
en Sciences Familiales
The Association of Technicians
in Home Economics**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24^e jour de mai 1961, constituant en corporation sans capital-actions: RRdes Srs Jeanne Charbonneau, a.b.c., Marie-Jeanne-de-France, s.s.a., Mlle Monique Éthier, professeur, toutes trois de Montréal, Mlle Claire Lacoste, de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, et Mlle Louise Fernet, de Berthierville, toutes techniciennes, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels, sociaux et professionnels des membres de l'association, sous le nom de « L'Association des Techniciennes en Sciences Familiales — The Association of Technicians in Home Economics ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 1185, rue St-Mathieu, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24^e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12824-61)

**L'Association des Techniciennes
en Sciences Familiales
The Association of Technicians
in Home Economics**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of May, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sisters Jeanne Charbonneau, a.b.c., Marie-Jeanne-de-France, s.s.a., Miss Monique Éthier, professor, all three of Montreal, Miss Claire Lacoste, of Sainte-Philomène, county of Châteauguay, and Miss Louise Fernet, of Berthierville, all technicians, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the material, cultural, social and professional interests of the members of the association, under the name of "L'Association des Techniciennes en Sciences Familiales — The Association of Technicians in Home Economics".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 1185, St-Mathieu Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13179-61)

**L'Association des Terrains de Jeux
de Saint Joachim de Shefford Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Beland, Armand Gagné, cultivateurs, et Aimé Demers, commerçant, tous de Saint-Joachim-de-Shefford, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « L'Association des Terrains de Jeux de Saint Joachim de Shefford Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joachim, comté de Shefford, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13179-61)

**L'Association des Terrains de Jeux
de Saint Joachim de Shefford Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Beland, Armand Gagné, farmers, and Aimé Demers, trader, all of Saint-Joachim-de-Shefford, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "L'Association des Terrains de Jeux de Saint Joachim de Shefford Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joachim, county of Shefford, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13494-61)

**L'Association des Vendeurs
de Produits Pétroliers
et Employés du Bas-St-Laurent Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20^e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Marmen, Gilbert Marmen, tous deux agents-distributeurs, Roger Roy, commis, Maurice Plourde, livreur, Ludovic Couture, Willie Cutnam, tous deux garagistes, tous six de Rivière-du-Loup, et Rosaire

(A.G. 13494-61)

**L'Association des Vendeurs
de Produits Pétroliers
et Employés du Bas-St-Laurent Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Marmen, Gilbert Marmen, both distributing-agents, Roger Roy, clerk, Maurice Plourde, delivery-man, Ludovic Couture, Willie Cutnam, both garage-keepers, all six of Rivière-du-Loup, and Rosaire Lapointe,

Lapointe, restaurateur et vendeur, de Saint-Alexandre, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la vente en gros et au détail de produits pétroliers (propriétaires et employés) dans la région de la province de Québec située à l'est de la cité de Québec, sous le nom de « L'Association des Vendeurs de Produits Pétroliers et Employés du Bas-St-Laurent Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13408-61)

**Association du Béton Préparé du Québec
Quebec Ready-Mixed Concrete Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Beaudoin, gérant, de St-Lambert, Marc-Aurèle Beaulieu, président, de L'Abord-à-Plouffe, Réginald-C. D'Alton, vice-président, Léo Laporte, président, tous deux de Mont-Royal, Victor DeVito, propriétaire, de Lachine, Fred Ernst, gérant général, de la ville d'Anjou, Alphonse Trudeau, secrétaire-trésorier, de Ste-Anne-de-Bellevue, Lionel Lefebvre, comptable, de Montréal, et Mlle Pierrette Laplante, secrétaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui s'occupent de la fabrication, de la livraison ou de la vente de béton préparé ou dont l'industrie est directement liée à la fabrication ou à la vente de béton préparé ou dont l'industrie est directement affectée par la fabrication ou la vente de ce produit, sous le nom de « Association du Béton Préparé du Québec — Quebec Ready-Mixed Concrete Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50 000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12203-61)

**L'Association Les Fusiliers Mont-Royal
(1961)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18 mai 1961, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) », la corporation « L'Association de l'Arsenal du 65ème Régiment C.M.R. », déjà constituée le 7 mai 1909, en vertu des dispositions de la loi 9 Édouard VII (1909), chapitre 146, et que les objets de la nouvelle corporation sont:

Posséder un arsenal régimentaire dans la cité de Montréal; maintenir et développer une asso-

restaurateur and salesman, of Saint-Alexandre, for the following purposes:

To group into an association people who deal in wholesale and retail selling of mineral oil products (owners and employees) in the region of the Province of Quebec situated on the east of the city of Quebec, under the name of "L'Association des Vendeurs de Produits Pétroliers et Employés du Bas-St-Laurent Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13408-61)

**Association du Béton Préparé du Québec
Quebec Ready-Mixed Concrete Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Beaudoin, manager, of St-Lambert, Marc-Aurèle Beaulieu, president, of L'Abord-à-Plouffe, Réginald-C. D'Alton, vice-president, Léo Laporte, president, both of Mount Royal, Victor DeVito, proprietor, of Lachine, Fred Ernst, general manager, of the town of Anjou, Alphonse Trudeau, secretary-treasurer, of Ste-Anne-de-Bellevue, Lionel Lefebvre, accountant, of Montreal, and Miss Pierrette Laplante, secretary, of Outremont, for the following purposes:

To group together into an association the persons dealing in the making, the delivery or the sale of ready-mixed concrete, or those whose industry is directly linked with the making or the sale of ready-mixed concrete or whose industry is directly affected by the making or the sale of this product, under the name of "Association du Béton Préparé du Québec — Quebec Ready-Mixed Concrete Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be in the city of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12203-61)

**L'Association Les Fusiliers Mont-Royal
(1961)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of May, 1961, to incorporate as a corporation without share capital under the name of "L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)", the corporation "L'Association de l'Arsenal du 65ème Régiment C.M.R.", already incorporated on May 7, 1909, under the provisions of act 9 Edward VII (1909), chapter 146, and that the purposes of the new corporation are:

To own a regimental arsenal in the city of Montreal; to maintain and develop an associa-

ciation dans le but d'aider, venir en aide et encourager le 65^{ème} régiment, sous le nom de « L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) ».

Le siège social de la nouvelle corporation est situé en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la nouvelle corporation peut posséder, est de \$1,500,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12887-61)

Benosem Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Benosem Inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 8,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13572-61)

Norman Bonin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, c.r., avocat, d'Outremont, Jacques Bellemare, avocat, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Norman Bonin Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 201A, rue Royale, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12895-61)

British Blue Print Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Barbara Hopkins,

for the purpose of helping and coming to the aid and encouraging the 65th Regiment, under the name of "L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)".

The head office of the new corporation is situated in the city and judicial district of Montreal.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,500,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12887-61)

Benosem Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Benosem Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and 8,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13572-61)

Norman Bonin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of July, 1961, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, of Outremont, Jacques Bellemare, advocate, and Lucille Roy, secretary, spinster, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Norman Bonin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 201A Royale Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12895-61)

British Blue Print Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Barbara Hopkins, secretary, wife separate as to

secrétaire, épouse séparée de biens de David C. Hopkins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Dorval, et Violet Langdon, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papeterie, fournitures et outillage d'architecte, fournitures et outillage d'ingénieur et fournitures et outillage d'artiste; rendre service en copiant des matériaux de toutes sortes, sous le nom de « British Blue Print Co. Ltd. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

property of David C. Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of Dorval, and Violet Langdon, secretary, fille majeure et usant de ses droits, of Montreal, for the following purposes:

To deal in stationery, architects' supplies and equipment, engineering supplies and equipment and artists' supplies and equipment; to render service by copying material of all kinds, under the name of "British Blue Print Co. Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12734-61)

C. B. Import Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: André Bourdon, avocat, de Longueuil, Pierre Gravel, notaire, et J.-Marcel Liboiron, comptable agréé, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloyé, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « C. B. Import Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13677-61)

C.K.R.T.-T.V. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Luc Simard, radio-technicien, Gérard Simon, courtier en assurances, et Henri Chassé, avocat, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un poste de télévision, sous le nom de « C.K.R.T.-T.V. Ltée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 600 actions communes de \$100 chacune et en 2,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pelletier-Station, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12734-61)

C. B. Import Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: André Bourdon, advocate, of Longueuil, Pierre Gravel, notary, and J.-Marcel Liboiron, chartered accountant, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in products, articles and merchandise made in whole or in part of leather: rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products, drygoods, edible products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the land, sea and forest, beauty products, toilet and perfume articles, under the name of "C. B. Import Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13677-61)

C.K.R.T.-T.V. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Luc Simard, radio technician, Gérard Simon, insurance broker, and Henri Chassé, advocate, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To own and manage a television station, under the name of "C.K.R.T.-T.V. Ltée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 2,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pelletier-Station, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13673-61)

Le Chocolat du Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jeannine Beaudoin, Liette Riopel, toutes deux secrétaires, célibataires majeures usant de leurs droits, et Sylvio Riopel, vendeur, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de bonbons, gâteaux, cocoas, chocolat, extraits, huiles essentielles, ainsi que de tous autres articles ou matières employés dans un tel commerce, sous le nom de « Le Chocolat du Québec Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

* Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13673-61)

Le Chocolat du Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Jeannine Beaudoin, Liette Riopel, both secretaries, spinsters in use of their rights, and Sylvio Riopel, salesman, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of bonbons, cakes, cocoa, chocolate, extracts, essential oils, as well as in all other articles or materials used in such a business, under the name of "Le Chocolat du Québec Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12762-61)

Club Colombien de Cowansville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1961, constituant en corporation: Ernest Dion, marchand, Roland Thibault, comptable, et Robert A. Meunier, agent d'assurances, tous de Cowansville, pour les objets suivants:

Acheter ou construire une maison devant servir de club pour l'usage des Chevaliers de Colomb du Conseil No 2821 de Cowansville; maintenir et conduire tel club et promouvoir les relations amicales et sociales entre membres et, généralement, faire tout ce qui peut promouvoir les intérêts des Chevaliers de Colomb, sous le nom de « Club Colombien de Cowansville Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5 actions communes de \$1,000 chacune et en 1,800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12762-61)

Club Colombien de Cowansville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of June, 1961, incorporating: Ernest Dion, merchant, Roland Thibault, accountant, and Robert A. Meunier, insurance agent, all of Cowansville, for the following purposes:

To purchase or build a house to serve as a club for the use of the Knights of Columbus of the Council No. 2821 of Cowansville; to maintain and conduct such a club and to promote friendly and social relations among members and, generally, to do all possible in order to promote the interests of the Knights of Columbus, under the name of "Club Colombien de Cowansville Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5 common shares of \$1,000 each and into 1,800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13663-61)

**Le Club de Curling Jacques-Cartier
The Jacques-Cartier Curling Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Pierre Gréco, de Sainte-Foy, Gabriel Boivin, de Sillery, tous deux industriels, et Charles-E. Marquis, ingénieur professionnel, de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager les sports en général, sous le nom de « Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$400,000.

(A.G. 13663-61)

**Le Club de Curling Jacques-Cartier
The Jacques-Cartier Curling Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Pierre Gréco, of Sainte-Foy, Gabriel Boivin, of Sillery, both industrialists, and Charles-E. Marquis, professional engineer, of Quebec, for the following purposes:

To promote and support sports in general, under the name of "Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$400,000.

Le siège social de la corporation sera 1015, rue St-Cyrille, ouest, Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the corporation will be at 1015, St-Cyrille street west, Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12231-61)

Le Club Social des Elks de Kénogami Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Mustaikis, John Vatcher, tous deux employés de machine à papier, et John Lechanshy, commis, tous de Kénogami, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et poursuivre des buts de charité et d'aide morale, sous le nom de « Le Club Social des Elks de Kénogami Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 17, rue Cabot, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12231-61)

Le Club Social des Elks de Kénogami Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Edward Mustaikis, John Vatcher, both paper-machine employees, and John Lechanshy, clerk, all of Kénogami, for the following purposes:

To establish and direct a social club and to carry through with its aims of charity and moral aid, under the name of "Le Club Social des Elks de Kénogami Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 17 Cabot St., Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13356-61)

**Consumers Credit Inc.
Crédit du Consommateur Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, avocat, de Sillery, Jules Bernatchez, avocat, et Madeleine Bilodeau, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de finance, sous le nom de « Consumers Credit Inc. — Crédit du Consommateur Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13356-61)

**Consumers Credit Inc.
Crédit du Consommateur Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Sydney Lazarovitz, advocate, of Sillery, Jules Bernatchez, advocate, and Madeleine Bilodeau, secretary, fille majeure, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To act as a financial company, under the name of "Consumers Credit Inc. — Crédit du Consommateur Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12846-61)

**Convent of the Sacred Heart
Pensionnat du Sacré Cœur**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Révérendes Mères Eleanor Whitehead, vicaire supérieure (Mère provinciale), Margaret Power, directrice, et Margery Lanigan, trésorière, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un pensionnat et un externat fournissant l'éducation et l'instruction des

(A.G. 12846-61)

**Convent of the Sacred Heart
Pensionnat du Sacré Cœur**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Mothers Eleanor Whitehead, superior vicar (Mother provincial), Margaret Power, principal, and Margery Lanigan, treasurer, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and carry on a residential and day school providing the education and instruction of

filles et/ou des garçons, sous le nom de « Convent of the Sacred Heart — Pensionnat du Sacré Cœur ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$10,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12780-61)

Lionel L. Dion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1961, constituant en corporation: Mlles Yolande Roy, Doris Pelletier, secrétaires, et Jacques O'Bready, avocat, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gaz propane et de ses sous-produits, sous le nom de « Lionel L. Dion Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12699-61)

Dorado Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en loi de la Reine, Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, Jack B. Bobrove, avocat, tous trois de Montréal, et Earl Kruger, notaire, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Dorado Investment Corp. », avec un capital total de \$4,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13174-61)

Downing Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louis-Philippe Chamberland, Paul Morin, comptables agréés, et Jean-Louis Simoneau, comptable, tous de la cité de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Downing Invest-

girls and/or boys, under the name of "Convent of the Sacred Heart — Pensionnat du Sacré Cœur".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$10,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12780-61)

Lionel L. Dion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: Misses Yolande Roy, Doris Pelletier, secretaries, and Jacques O'Bready, advocate, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business dealing in propane gas and its by-products, under the name of "Lionel L. Dion Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12699-61)

Dorado Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, Beverley Gold, secretary, spinster of the full age of majority, Jack B. Bobrove, advocate, all three of Montreal, and Earl Kruger, notary, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Dorado Investment Corp.", with a total capital stock of \$4,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13174-61)

Downing Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of July, 1961, incorporating: Louis-Philippe Chamberland, Paul Morin, chartered accountants, and Jean-Louis Simoneau, accountant, all of the city of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Downing Investment

ment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12637-61)

L'Échange de Ste-Thérèse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, Paule Lamontagne, secrétaire, veuve de François Gobeil, tous deux de Montréal, et Joseph-Bernard Carisse, avocat, de la ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, bottes, souliers, articles de modes, vêtements d'enfants, vêtements de base, bijouterie, vêtements de laine, sous-vêtements, drap et soies, habits, paletots, articles de cuir, rideaux, draperies, tapis, porcelaine, articles de fantaisie, articles de toilette de toutes sortes et tous articles, choses, marchandises requis par les clients de magasins généraux, sous le nom de « L'Échange de Ste-Thérèse Inc. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 114 rue Turgeon, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12841-61)

Engine Rebuilders Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Abraham Esar, marchand, Benjamin L. Louis, avocat, tous deux de Westmount, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de réparation et de remontage d'engins, moteurs et machinerie de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Engine Rebuilders Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6389-91, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13440-61)

Les Entreprises du Lac des Sables Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12637-61)

L'Échange de Ste-Thérèse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Rosaire Beaulé, attorney, Paule Lamontagne, secretary, widow of François Gobeil, both of Montreal, and Joseph-Bernard Carisse, attorney, of the town of Anjou, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, foundation garments, jewellery, woolen wear, underwear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, drapes, carpets, chinaware, fancy goods, toilet articles of all kinds of all articles, things, wares required by the customers of general stores, under the name of "L'Échange de Ste-Thérèse Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 114 Turgeon Street, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12841-61)

Engine Rebuilders Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Abraham Esar, merchant, Benjamin L. Louis, advocate, both of Westmount, and Martha Bent, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of repairing and rebuilding engines, motors and machinery of all kinds and descriptions, under the name of "Engine Rebuilders Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6389-91 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13440-61)

Les Entreprises du Lac des Sables Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Joseph-Bernard Carisse, avocat, de la ville d'Anjou, Yvan Guérin, vérificateur, de Saint-Vincent-de-Paul, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve de François Gobeil, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Les Entreprises du Lac des Sables Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11719-61)

Les Entreprises Dunn Incorporées

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: O'Neil Dunn, épiciier, de la cité de Saint-Laurent, Ralph Dunn, épiciier, et Jeannine Deschênes, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Entreprises Dunn Incorporées », avec un capital total de \$126,500, divisé en 1,500 actions communes de \$1 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2545, rue Workman, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13672-61)

Ferme Québécoise Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Paul Reeves, de Longueuil, Pierre Massé et Jean Duchesne, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Posséder et administrer des fermes et autres établissements nécessaires ou utiles pour l'élevage de tous genres d'animaux et pour produire et vendre tous genres de produits utilisés dans l'élevage des animaux et dans l'opération des voitures à traction animale, sous le nom de « Ferme Québécoise Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13590-61)

Fortier Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of July, 1961, incorporating: Joseph-Bernard Carisse, advocate, of the town of Anjou, Yvan Guérin, verifier, of Saint-Vincent-de-Paul, and Paule Lamontagne, secretary, widow of François Gobeil, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Les Entreprises du Lac des Sables Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11719-61)

Les Entreprises Dunn Incorporées

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: O'Neil Dunn, grocer, of the city of Saint-Laurent, Ralph Dunn, grocer, and Jeannine Deschênes, secretary, spinster, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Dunn Incorporées", with a total capital stock of \$126,500, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2545 Workman St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13672-61)

Ferme Québécoise Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Paul Reeves, of Longueuil, Pierre Massé and Jean Duchesne, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To own and administrate farms and other establishments necessary or useful for the breeding of all kinds of animals and to produce and sell all kinds of products used in the breeding of animals and in the operation of animal-drawn carriages, under the name of "Ferme Québécoise Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13590-61)

Fortier Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Antoine Croteau, entrepreneur, de Saint-Henri, comté de Lévis, Jean-Paul Gagnon et Luc Jolicoeur, comptables, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fortier Construction Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13525-61)

Paul Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat, Jean Racette, ajusteur d'assurances, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de glace en gros et au détail, sous le nom de « Paul Gagnon Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13529-61)

**Les Grues Mobiles Inc.
Mobile Cranes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Léopold Drolet, président, Rosaire Drolet, commerçant, tous deux de Ste-Foy, et Laurent Drolet, commis de bureau, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie lourde, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Les Grues Mobiles Inc.— Mobile Cranes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12826-61)

Hardy Tire Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Antoine Croteau, contractor, of Saint-Henri, county of Lévis, Jean-Paul Gagnon and Luc Jolicoeur, accountants, of Quebec, for the following purposes:

To operate a business as builders and building contractors, under the name of "Fortier Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13525-61)

Paul Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Marcel Belleville, advocate, Jean Racette, insurance adjuster, and Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in ice, under the name of "Paul Gagnon Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13529-61)

**Les Grues Mobiles Inc.
Mobile Cranes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Léopold Drolet, president, Rosaire Drolet, trader, both of Ste-Foy, and Laurent Drolet, office clerk, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in heavy machinery, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Les Grues Mobiles Inc.— Mobile Cranes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12826-61)

Hardy Tire Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1961, constituant en corporation: Alfred Hardy, fils, marchand, Mme Jacqueline Roy Hardy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfred Hardy fils, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Québec, et Jean Côté, négociant, de Giffard, pour les objets suivants:

Commerce, réparation et vulcanisation de pneus, sous le nom de « Hardy Tire Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58730-o

(P.G. 13452-61)

Imprimerie Orléans Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Roland Joncas, comptable, d'Orsainville, Alfred St-Hilaire, industriel, de Sainte-Foy, et Guy Pouliot, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Orléans Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3, rue Courcellette, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58730-o

(P.G. 13161-61)

L'Institut Classique de Victoriaville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Dubois, Ernest Côté, tous deux gérants, de Victoriaville, et Georges Mailhot, boucher, de Norbertville, pour les objets suivants:

Établir et diriger une école pour l'éducation des enfants en Belles Lettres et/ou Rhétorique en la ville de Victoriaville, sous le nom de « L'Institut Classique de Victoriaville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58730-o

(P.G. 13205-61)

Laboratoires Allemands Réunis Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1961, incorporating: Alfred Hardy, son, merchant, Mrs. Jacqueline Roy Hardy, housewife, wife separate as to property of the said Alfred Hardy, son, and duly authorized by him for these purposes, both of Quebec, and Jean Côté, tradesman, of Giffard, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the repairing and vulcanization of tires, under the name of "Hardy Tire Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58730

(A.G. 13452-61)

Imprimerie Orléans Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Roland Joncas, accountant, of Orsainville, Alfred St-Hilaire, industrialist, of Sainte-Foy, and Guy Pouliot, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To operate a business as editors, printers, engravers, binders and other similar businesses under the name of "Imprimerie Orléans Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3, Courcellette Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58730

(A.G. 13161-61)

L'Institut Classique de Victoriaville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Dubois, Ernest Côté, both managers, of Victoriaville, and Georges Mailhot, butcher, of Norbertville, for the following purposes:

To establish and direct a school for the education of children in "Belles Lettres" and/or "Rhétorique" in the town of Victoriaville, under the name of "L'Institut Classique de Victoriaville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58730

(A.G. 13205-61)

Laboratoires Allemands Réunis Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Pierre Beaulieu, assureur-vie, Mlle Christine Beaulieu, secrétaire, fille majeure tous deux de Chicoutimi, et Mlle Réjeanne St-Onge, secrétaire, fille majeure, d'Arvida, pour les objets suivants:

Commerce de produits chimiques, pharmaceutiques et médicaux, sous le nom de « Laboratoires Allemands Réunis Canada Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions classe « A » sans valeur au pair, 12,500 actions classe « B » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$47,500.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13314-61)

Les Loisirs St-Alphonse de Ville Brossard

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17^e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Petitclerc, employé civil, Jean-Paul Thibault, machiniste, et Gérard Lacroix, voyageur, tous de Brossard, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs dans la paroisse de St-Alphonse de Ville Brossard, sous le nom de « Les Loisirs St-Alphonse de Ville Brossard ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12811-61)

Madelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Sam Smiley, détaillant, Moses Hyman Myerson et Max Isidore Sigler, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Madelle Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13423-61)

Mannequin Shoe Shoppe Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Pierre Beaulieu, life-insurer, Miss Christine Beaulieu, secretary, fille majeure, both of Chicoutimi, and Miss Réjeanne St-Onge, secretary, fille majeure, of Arvida, for the following purposes:

To deal in chemical, pharmaceutical and medicinal products, under the name of "Laboratoires Allemands Réunis Canada Inc.", with a capital stock divided into 5,000 class "A" shares of no par value, 12,500 class "B" shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least \$47,500.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13314-61)

Les Loisirs St-Alphonse de Ville Brossard

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Petitclerc, civil employee, Jean-Paul Thibault, machinist, and Gérard Lacroix, traveller, all of Brossard for the following purposes:

To organize recreations in the parish of St-Alphonse de Ville Brossard, under the name of "Les Loisirs St-Alphonse de Ville Brossard".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be in the town of Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12811-61)

Madelle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Sam Smiley, retailer, Moses Hyman Myerson and Max Isidore Sigler, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' wearing apparel, under the name of "Madelle Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13423-61)

Mannequin Shoe Shoppe Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Harold Gossack, Nathan Solomon, tous deux avocats, et Joyce Stanigar, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et articles de cuir de toutes sortes, sous le nom de « Mannequin Shoe Shoppe Incorporated », avec un capital total de \$19,000, divisé en 190 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12760-61)

Manufacture J. & L., Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1961, constituant en corporation: Charles Jobidon, industriel, Thérèse Gosselin Jobidon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles Jobidon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Georges LaRue, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de plomberie, de chauffage et d'électricité, de meubles, d'objets mobiliers, d'appareils électriques et d'accessoires s'y rapportant, sous le nom de « Manufacture J. & L., Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 259, 9^{ème} rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1^{er} jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13632-61)

Metropolitain « Ready Mix » Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Gauthier, de Chicoutimi, Arthur Choquette, de Pont-Viau, tous deux industriels, et Jacques Drolet, comptable, de Montmorency, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres cuits et autres, simili-pierres, et autres produits semblables, sous le nom de « Metropolitain « Ready Mix » Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, incorporating: Harold Gossack, Nathan Solomon, both advocates, and Joyce Stanigar, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, under the name of « Mannequin Shoe Shoppe Incorporated », with a total capital stock of \$19,000, divided into 190 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12760-61)

Manufacture J. & L., Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: Charles Jobidon, industrialist, Thérèse Gosselin Jobidon, housewife, wife separate as to property of the said Charles Jobidon, and duly authorized by him for these purposes, and Georges LaRue, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in plumbing, heating and electrical materials, in furniture, mobile objects, electrical apparatus and accessories pertaining thereto, under the name of « Manufacture J. & L., Ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 259, 9th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13632-61)

Metropolitain « Ready Mix » Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Marcel Gauthier, of Chicoutimi, Arthur Choquette, of Pont-Viau, both industrialists, and Jacques Drolet, accountant, of Montmorency, for the following purposes:

To carry on a business dealing in cement and its by-products, cement blocks, tiles, lime, limestone, stoneware, plaster of Paris and other plasters, artificial stones and other similar products, under the name of « Metropolitain « Ready Mix » Inc. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13503-61)

Metropolitan Masonry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louis-Philippe Ouellet, courtier en immeubles, Émile Bélanger, technicien diplômé, et Guy Poirier, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Metropolitan Masonry Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3768, rue Adam, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13533-61)

André Michaud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: André Michaud, industriel, Louis-Marc Tanguay et Lucien Dion, comptables agréés, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de substances plastiques, de fibre de verre et d'articles faits en tout ou en partie de ces substances ou autres semblables, sous le nom de « André Michaud Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12759-61)

Mobile Steam Cleaner Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1961, constituant en corporation: Jacques Lalonde, Jean Goulet, avocats, Lise Parant et Claudette Comeau, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Réparer et nettoyer à la vapeur, au gaz, à l'air comprimé ou par tout autre moyen mécanique, tous moteurs, machines, équipements, leurs parties et accessoires et tous autres instruments et appareils, sous le nom de « Mobile Steam Cleaner Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-0 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13503-61)

Metropolitan Masonry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Louis-Philippe Ouellet, real estate broker, Émile Bélanger, graduate technician, and Guy Poirier, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Metropolitan Masonry Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 3768 Adam Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13533-61)

André Michaud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: André Michaud, industrialist, Louis-Marc Tremblay, and Lucien Dion, chartered accountants, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in plastic substances, fibre-glass and articles made, in whole or in part, of these or similar substances, under the name of "André Michaud Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12759-61)

Mobile Steam Cleaner Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: Jacques Lalonde, Jean Goulet, advocates, Lise Parant and Claudette Comeau, stenographers, spinsters of the full age of majority in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To repair and clean by steam, gas, compressed air, or by all other mechanical means, all motors, machines, equipment, their parts and accessories and all other instruments and apparatus, under the name of "Mobile Steam Cleaner Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13361-61)

Mortgage Consultants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: André-J. Clermont, de Préville, William Tetley, de Mont-Royal, et John H. Gomery, de la ville de Saint-Pierre, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers, d'agents de finance et de placements, de financiers et de promoteurs, et diriger le commerce général d'une corporation de portefeuille, de placements, de promotion et de courtage, et d'une agence d'immobiliers, sous le nom de « Mortgage Consultants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12563-61)

New Star Fur Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Angela Yeo-West, commis, célibataire, de Montréal, Reuben Resin, de Côte-Saint-Luc, et Samuel Godinsky, de Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de « New Star Fur Co. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13658-61)

Peg's Dining Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires d'hôtels, motels, auberges, tavernes, bars, brasseries et/ou de restaurants, ou de toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Peg's Dining Room Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13361-61)

Mortgage Consultants Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: André-J. Clermont, of Préville, William Tetley, of Mount Royal, and John H. Gomery, of the town of Saint-Pierre, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as consultants, financial and investment agents, financiers and promoters, and to conduct the general business of a holding, investment, promoting and brokerage corporation and real estate agency, under the name of "Mortgage Consultants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12563-61)

New Star Fur Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Angela Yeo-West, clerk, spinster, of Montreal, Reuben Resin, of Côte-Saint-Luc, and Samuel Godinsky, of Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To do business as furriers, under the name of "New Star Fur Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13658-61)

Peg's Dining Room Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, Shirlee Simon, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Jack Shayne, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as owners of hotels, motels, inns, taverns, bars, public houses and/or restaurants, or any combination thereof, under the name of "Peg's Dining Room Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13484-61)

Les Pétroles Azurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Alexandre Tremblay, gérant, Gaston Larue, secrétaire, et Jacques Delorme, avocat, tous de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles, sous le nom de « Les Pétroles Azurs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13484-61)

Les Pétroles Azurs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of July, 1961, incorporating: Alexandre Tremblay, manager, Gaston Larue, secretary, and Jacques Delorme, advocate, all of Saint-Félicien, for the following purposes:

To deal in fuels, under the name of "Les Pétroles Azurs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12209-61)

Pickfair Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Max S. Kaufman, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de prêts, finance et placements, sous le nom de « Pickfair Investment Corp. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12209-61)

Pickfair Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Max S. Kaufman, Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of a loan, finance and investment company, under the name of "Pickfair Investment Corp.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12106-61)

La Piste Rodéo de Batiscan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gaëtan Dessureault, Blaise St-Arnaud, tous deux industriels, de Ste-Geneviève-de-Batiscan, et Paul Despains, cultivateur, de Batiscan, pour les objets suivants:

Exploiter une piste de courses de tacots ou « stock cars », sous le nom de « La Piste Rodéo de Batiscan Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12106-61)

La Piste Rodéo de Batiscan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Gaëtan Dessureault, Blaise St-Arnaud, both industrialists, of Ste-Geneviève-de-Batiscan, and Paul Despains, farmer, of Batiscan, for the following purposes:

To manage a race-track for motor cars or stock cars, under the name of "La Piste Rodéo de Batiscan Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Geneviève-de-Batiscan, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13523-61)

Les Placements Martinique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13523-61)

Les Placements Martinique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat et conseil en loi de la Reine, Morton Bessner, avocat, Ethel Lomon, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, et George Whelan, avocat, de Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certains immeubles déterminés, sous le nom de « Les Placements Martinique Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2155 rue Guy, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13283-61)

Porter Brothers Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, de St-André-Est, Évariste Lavoie, comptable, de Montréal, et Simonne Atman, secrétaire, de LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Porter Brothers Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-André-Est, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13419-61)

Regal Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jason V. Ruby, Marc Beaudoin, tous deux de Montréal, et Louis Orenstein, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ustensiles de cuisine, batteries de cuisine, ustensiles de cuisson, mercerie, menus articles, nouveautés, tissus textiles, accessoires de maison, ornements, bijouterie, montres, horloges, quincaillerie, verre, faïence, appareils et dispositifs électriques, jouets, cadeaux, produits domestiques, marchandises, accessoires et autres produits de semblable et même nature, sous le nom de « Regal Industries Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate and Queen's Counsel, Morton Bessner, advocate, Ethel Lomon, secretary, spinster, all three of Montreal, and George Whelan, advocate, of Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in certain specific real estate, under the name of "Les Placements Martinique Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2155 Guy Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13283-61)

Porter Brothers Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Antoine Paré, lawyer, of St. Andrews East, Évariste Lavoie, accountant, of Montreal, and Simonne Atman, secretary, of LaSalle, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Porter Brothers Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Andrews East, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13419-61)

Regal Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, incorporating: Jason V. Ruby, Marc Beaudoin, both of Montreal, and Louis Orenstein, Queen's Counsel, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To deal in kitchen utensils, kitchen-ware, cook-ware, cutlery, small wares, notions, novelties, fabric textiles, household accessories, ornaments, jewelry, watches, clocks, hardware, glass, crockery, electrical appliances and fixtures, toys, giftware products, houseware products, commodities, accessories and other products of the same and similar nature, under the name of "Regal Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12252-61)

Reine Marie Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jean-Paul LePailleur, homme d'affaires, de St-Bruno, Bernard Robillard, industriel, et Marcel-M. Thérien, « consultant immobilier », ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Reine Marie Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12693-61)

**Le Restaurant Eskimau Inc.
Eskimo Restaurant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, de Boucherville, Denise Sauvageau et Hélène Lampron, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Restaurant Eskimau Inc.—Eskimo Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13338-61)

Rogers Housewares Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Alexandre Shaar, Roméo Mallette, tous deux industriels, de Montréal, et Roger Gagné, vendeur, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Rogers Housewares Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8815, Park Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12252-61)

Reine Marie Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Jean-Paul LePailleur, businessman, of St-Bruno, Bernard Robillard, industrialist, and Marcel-M. Thérien, real estate consultant, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Reine Marie Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12693-61)

**Le Restaurant Eskimau Inc.
Eskimo Restaurant Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, of Boucherville, Denise Sauvageau and Hélène Lampron, secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant owners, under the name of "Le Restaurant Eskimau Inc.—Eskimo Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13338-61)

Rogers Housewares Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Alexandre Shaar, Roméo Mallette, both industrialists, of Montreal, and Roger Gagné, salesman, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers under the name of "Rogers Housewares Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8815 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12840-61)

Roy & Plante Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Denis Roy, constable, Paul Plante et Jean-Marc Plante, tous deux commis de bureau, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Roy & Plante Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12840-61)

Roy & Plante Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Denis Roy, constable, Paul Plante and Jean-Marc Plante, both office clerks, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Roy & Plante Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13508-61)

Sabam, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Sabin Tessier, commerçant, Gérard La Rochelle, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Québec, et Philippe Amyot, comptable, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs et teinturiers, sous le nom de « Sabam, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13508-61)

Sabam, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Sabin Tessier, tradesman, Gérard La Rochelle, advocate, and Queen's Counsel, both of Québec, and Philippe Amyot, accountant, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on a business as cleaners, pressers and dyers under the name of "Sabam, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12427-61)

St. Francis Rod & Gun Club and Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Douglas Wilson Montgomery, avocat, Marcel Quesnel, comptable agréé, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, et Ross H. Wilson, homme d'affaires, de Port Lewis, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels et autres habitations et organiser un club de pêche, de chasse ou de yacht, sous le nom de « St. Francis Rod & Gun Club and Motel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port Lewis, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12427-61)

St. Francis Rod & Gun Club and Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: Douglas Wilson Montgomery, advocate, Marcel Quesnel, chartered accountant, both of Salaberry-de-Valleyfield, and Ross H. Wilson, businessman, of Port Lewis, for the following purposes:

To operate hotels, motels and other dwellings and to organize a fishing, hunting or yacht club, under the name of "St. Francis Rod & Gun Club and Motel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each and 20,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Port Lewis, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13425-61)

Salle d'Accueil Domrémy de La Tuque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13425-61)

Salle d'Accueil Domrémy de La Tuque Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Gilles Poisson, vicaire de la paroisse de Marie-Médiatrice, Ferdina Paquet, Rosaire McDonald, tous deux journaliers, Léo Boutet, commis, Francis Filion, contremaître, Raoul Allard, peintre, et Raymond Veillette, chauffeur de camion, tous de La Tuque, pour les objets suivants:

Établir et administrer une ou plusieurs maisons d'entraide ou salles d'accueil, sous le nom de « Salle d'Accueil Domrémy de La Tuque Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 770, rue Réal, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12803-61)

Shaghit Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1961, constituant en corporation: Eva Mathies, dactylographe, épouse séparée de biens d'Arthur Mathies, Cicely Nielsen et Lorna Richmond, secrétaires, filles majeures, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Shaghit Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12813-61)

La Société Jacques Labrecque Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1961, constituant en corporation: Alan B. Gold, conseil en loi de la Reine, de Côte-Saint-Luc, Murray Lapin, de Westmount, et Harold Dermer, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Produire, diriger et présenter des pièces de théâtre, opéras, pantomimes, revues, concerts-promenades et autres concerts, selections musicales, ballets et autres divertissements, sous le nom de « La Société Jacques Labrecque Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3823 avenue Melrose, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Gilles Poisson, vicar of the parish of Marie-Médiatrice, Ferdina Paquet, Rosaire McDonald, both laborers, Léo Boutet, clerk, Francis Filion, foreman, Raoul Allard, painter, and Raymond Veillette, truck chauffeur, all of La Tuque, for the following purposes:

To establish and administer one or more houses for mutual help or reception halls under the name of « Salle d'Accueil Domrémy de La Tuque Inc. ».

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 770 Réal Street, Trois-Rivières judicial, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12803-61)

Shaghit Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1961, incorporating: Eva Mathies, typist, wife separate as to property of Arthur Mathies, Cicely Nielsen and Lorna Richmond, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of « Shaghit Ltd. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12813-61)

La Société Jacques Labrecque Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Alan B. Gold, Queen's Counsel, of Côte-Saint-Luc, Murray Lapin, of Westmount, and Harold Dermer, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To produce, direct and present plays, operas, pantomimes, revues, promenade and other concerts, musical selections, ballets and other entertainment, under the name of « La Société Jacques Labrecque Limitée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3823 Melrose Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11601-61)

**Softwood Lumber & Builders
Supplies Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1961, constituant en corporation: J.-Alfred Deschamps, vendeur, Robert Tellier, pharmacien, tous deux de Montréal, et Pierre Langlois, comptable, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Softwood Lumber & Builders Supplies Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7665, 18ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de mars 1961.

58730-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11601-61)

**Softwood Lumber & Builders
Supplies Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of March, 1961, incorporating: J.-Alfred Deschamps, salesman, Robert Tellier, pharmacist, both of Montreal, and Pierre Langlois, accountant, of Mount-Royal, for the following purposes:

An industry and business dealing in lumber, under the name of "Softwood Lumber & Builders Supplies Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 7665, 18th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1961.

58730 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13157-61)

Stelmer Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Myer Gameroff, avocat et conseil en loi de la Reine, Anne Goldenblatt, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Abraham Theodore Seidman, comptable, de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire des placements de toutes sortes, sous le nom de « Stelmer Investments Corp. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 27,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

58730 *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13157-61)

Stelmer Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Myer Gameroff, advocate and Queen's Counsel, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, both of Montreal, and Abraham Theodore Seidman, accountant, of Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "Stelmer Investments Corp.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 27,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

58730-o *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12720-61)

Teinturerie Cartier Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Georges-Albert Leclerc, Lauréat Leclerc, teinturiers, et Adrienne Vallières Leclerc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges-Albert Leclerc, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de buandiers, nettoyeurs, blanchisseurs, teinturiers, sous le nom de « Teinturerie Cartier Incorporée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

58730-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12720-61)

Teinturerie Cartier Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Georges-Albert Leclerc, Lauréat Leclerc, dyers, and Adrienne Vallières Leclerc, housewife, wife separate as to property of the said Georges-Albert Leclerc, all of Quebec, for the following purposes:

To operate in all its specialties an industry as launderers, cleaners, bleachers, dyers, under the name of "Teinturerie Cartier Incorporée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

58730 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13277-61)

Techn-O-Vel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jacques Béique, avocat, de LaSalle, Cécilien Pelchat, avocat, et Mlle Jacqueline Lapierre, secrétaire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, sous le nom de « Techn-O-Vel Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5530, rue Bocage, Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-6

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13277-61)

Techn-O-Vel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Jacques Béique, advocate, of LaSalle, Cécilien Pelchat, advocate, and Miss Jacqueline Lapierre, secretary, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing with furniture under the name of "Techn-O-Vel Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5530 Bocage Street, Cartierville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12812-61)

Toyvilla Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1961, constituant en corporation: Alexander Valantin, marchand, de Chomedey, Henry B. Nevard, de Westmount, et Jack Greenstein, de Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets pour enfants, vêtements, quincaillerie, marchandises sèches, articles de cuir, mobilier de maison, porcelaine et verrerie, faïence et autres accessoires et ustensiles de maison, ornements, bric-à-brac, menus articles et articles de fantaisie, sous le nom de « Toyvilla Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12812-61)

Toyvilla Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Alexander Valantin, merchant, of Chomedey, Henry B. Nevard, of Westmount, and Jack Greenstein, of Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in children's toys, wearing apparel, hardware, dry goods, leather goods, household furniture, china and glassware, crockery and other household fittings and utensils, ornaments, bric-a-brac, notions and fancy goods, under the name of "Toyvilla Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 1,800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-6

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12726-61)

Trans-Continental Beverages Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Mlles Laura Frishling et Honoria Sharpe, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises faits, en entier ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses et breuvages, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de terre, mer et forêt, produits de beauté, cosmétiques, article de toilette et parfums, sous le nom de « Trans-Continental Beverages Ltd. »,

(A.G. 12726-61)

Trans-Continental Beverages Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Boris Garmaise, advocate, Misses Laura Frishling and Honoria Sharpe, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks and beverages, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Trans-Continental Beverages Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250

avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12801-61)

Vactrix (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1961, constituant en corporation: W. LeM. Owen Carter, Jules Frémont, tous deux avocats, de Sillery, et Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de feu Robert H. T. Gordon, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, sous le nom de « Vactrix (Quebec) Limited », avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 105 Côte-de-la-Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12234-61)

La Cie Fourrures de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1961, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, tous deux de Montréal, et Sydney Sederoff, de Côte-Saint-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de « La Cie Fourrures de Québec Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 290 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Îles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730 RAYMOND DOUVILLE.

common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12801-61)

Vactrix (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1961, incorporating: W. LeM. Owen Carter, Jules Frémont, both advocates, of Sillery, and Agnes J. Gordon, secretary, widow of the late Robert H. T. Gordon, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To deal in electrical appliances, under the name of "Vactrix (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$500, divided into 50 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 105 Côte-de-la-Montagne, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12234-61)

La Cie Fourrures de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of May, 1961, incorporating: Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, both of Montreal, and Sydney Sederoff, of Côte-Saint-Luc, all advocates, for the following purposes:

To do business as furriers, under the name of "La Cie Fourrures de Québec Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 290 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Seven Islands, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o Assistant Secretary of the Province.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 13859-61)

Claude Beaudet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet 1961, à la compagnie « Vulcanisation Côte-Nord Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 novembre 1953, changeant son nom en celui de « Claude Beaudet Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-o RAYMOND DOUVILLE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 13859-61)

Claude Beaudet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 26th day of July, 1961, to "Vulcanisation Côte-Nord Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November 17, 1953, changing its name to "Claude Beaudet Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730 Assistant Secretary of the Province.

Action en séparation de corps et de biens

Hotte vs Provost

Avis est par les présentes donné que Dame Jeannine Hotte résidant à 1991, rue Centre, Pointe St-Charles, du district de Montréal, épouse en communauté de biens de Gaston Provost, « checker », de la cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Cour Supérieure, district de Montréal, dans les quinze (15) jours des présentes, pour obtenir une séparation de corps et de biens de son époux, Gaston Provost.

Montréal, le 19 septembre 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,

58805-0

STIKEMAN & ELLIOTT.

Action for separation as to bed and board

Hotte vs Provost

Notice is hereby given that Dame Jeannine Hotte residing at 1991 Centre Street, Pointe St. Charles, in the district of Montreal, wife common as to property of Gaston Provost, "checker", of the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Superior Court, district of Montreal, within the fifteen (15) days of the present notice, to obtain separation as to bed and board from her husband, Gaston Provost.

Montreal, September 19, 1961.

STIKEMAN & ELLIOTT,

Attorneys for Plaintiff.

58805-0

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1488

Erratum

CONCERNANT les primes de défrichement, d'essouchement et de labour à être payées aux colons.

Dans la réglementation de l'arrêté en conseil précité publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 septembre 1961, à la page 3904, veuillez lire à la première ligne de l'article 16, version anglaise; "The premium for clearing shall be paid only if" au lieu de; "The premium for clearing shall be only if".

58732-0

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1881

Québec, le 7 septembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de l'Office du crédit agricole du Québec (Service de l'habitation familiale) en marge de la « Loi pour améliorer les conditions de l'habitation », (12, George VI, chapitre 6 et amendements).

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE soient adoptés les règlements ci-annexés, conformément à la « Loi pour améliorer les conditions de l'habitation » (12, George VI, chapitre 6 et amendements), administrée par l'Office du crédit agricole du Québec (Service de l'habitation familiale).

C. LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE
DU QUÉBEC

(Service de l'habitation familiale)

Section I — Application

1. Les présents règlements s'appliquent à l'administration de la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation et ses amendements en ce qui concerne les habitations nouvelles dont la construction a été commencée après le septième jour de septembre 1961.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1488

Erratum

CONCERNING premiums for clearing, grubbing and ploughing to be paid to settlers.

In the regulating of the aforementioned Order in Council published in the *Quebec Official Gazette* on September 9, 1961, on page 3904, kindly read in the first line of section 16, English version; "The premium for clearing shall be paid only if", instead of; "The premium for clearing shall be only if".

58732

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1881

Quebec, September 7, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations of the Quebec Farm Credit Bureau (Family Housing Division) in accordance with the "Act to Improve Housing Conditions" (12, George VI, chapter 6 and amendments).

IT IS AGREED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulations hereto annexed be adopted pursuant to the "Act to Improve Housing Conditions" (12 George VI, chapter 6 and amendments) administered by the Quebec Farm Credit Bureau (Family Housing Division).

C. LARICHELIERE,

Deputy Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS OF THE QUEBEC FARM
CREDIT BUREAU

(Family Housing Division)

Section I — Application

1. The present regulations apply to the administration of the Act to Improve Housing Conditions, and its amendments, with respect to new dwellings, the construction of which started after the seventh day of September, 1961.

Section II — Définitions

2. Dans les présents règlements:

a) « *caisse populaire* » désigne tout syndicat coopératif de crédit et toute société de crédit similaire, toute fédération de tels syndicats ou sociétés et tout groupement de telles fédérations;

b) l'expression « *habitation nouvelle* » ne s'applique qu'à une maison d'habitation unifamiliale isolée, jumelée ou contigue dont la construction a été commencée après le septième jour de septembre 1961;

c) « *le principal* » signifie le montant du prêt, déduction faite de toute prime payable à la Société Centrale d'hypothèques et de logement par rapport à ce prêt;

d) « *Loi* » signifie la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation, (12, George VI, chapitre 6 et ses amendements);

e) « *Office* » désigne l'Office du crédit agricole du Québec;

f) « *prêteur autorisé* » signifie une caisse populaire ou une société de prêts qui a signé la convention avec l'Office prévue à l'article 18 de ces règlements, ou qui a déjà signé une convention avec l'Office en vertu de règlements antérieurs;

g) « *société de prêts* » signifie une corporation ou une compagnie autorisée à faire des affaires de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance, ayant son siège social ou une place d'affaires dans la province et autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à faire des prêts de construction pour les fins de la Loi;

h) « *revenu annuel* » signifie la somme des revenus bruts reçus de toutes sources pendant l'année civile qui précède la fourniture de la formule prévue à l'article 11.

Section III — Concernant les personnes qui peuvent bénéficier des avantages de la Loi

3. Peut bénéficier des avantages de la Loi toute personne:

a) qui originairement construit, fait construire ou acquiert une habitation nouvelle pour son usage permanent et celui de son conjoint ou des personnes à sa charge, et qui en devient le premier occupant;

b) qui est mariée ou a à sa charge une personne envers laquelle elle a des obligations légales, soit à titre de père ou mère vis-à-vis ses enfants, soit à titre d'enfant vis-à-vis son père ou sa mère;

c) dont le revenu annuel et celui de son conjoint n'excèdent pas \$ 4,400.00. Si cependant elle a à sa charge plus de trois enfants de moins de dix-huit ans (18), ce maximum de revenu est augmenté de \$300.00 par enfant au delà de trois;

4. Ni le requérant ni son conjoint ne doit être propriétaire d'aucune autre habitation permanente ni d'édifice dont il perçoit des revenus.

Ni le requérant ni son conjoint ne doit avoir déjà bénéficié des avantages de la Loi, sauf si une première et unique vente qu'il a faite a reçu l'approbation de l'Office avec transfert des bénéfices au nouvel acquéreur.

5. Le requérant ne peut avoir droit aux avantages de la Loi:

a) si le principal des obligations garanties par hypothèques sur l'habitation nouvelle dépasse quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des premiers douze mille dollars (\$12,000.00) de la valeur réelle de cette habitation, y compris le terrain, et soixante-dix pour cent (70%) de l'excédent, telle que déterminée par la caisse populaire ou la société de prêts qui a fait le prêt, ou si le principal de ces obligations excède \$12,000.00, ou

Section II — Definitions

2. In these regulations:

a) "caisse populaire" shall mean any co-operative credit syndicate, any similar credit society, any federation of such syndicates or societies and any group of such federations;

b) The term "new dwelling" shall apply only to a single family, detached, semi-detached or terraced house, construction of which started after the seventh day of September, 1961;

c) "principal" shall mean the amount of the loan, after deduction of any premium payable to Central Mortgage and Housing Corporation in respect of such loan;

d) "Act" shall mean the "Act to Improve Housing Conditions" (12 George VI, chapter 6, and its amendments);

e) "Bureau" shall mean the Quebec Farm Credit Bureau;

f) "authorized lender" shall mean a caisse populaire or a loan society which has signed the agreement with the Bureau provide for in section 18 of the present regulations or which has already signed an agreement with the bureau in accordance with previous regulations;

g) "loan society" shall mean a corporation or a company authorized to do business as a trust, insurance, loan, building or finance company, having its head office or a place of business in the Province and authorized by the Lieutenant-Governor in Council to make building loans for the purpose of the Act;

h) "annual income" shall mean the total amount of gross income derived from any source during the calendar year preceding the production of the application form mentioned in section 11.

Section III — Concerning persons who may benefit from the advantages of the act

3. The advantages of the Act shall be available to any person:

a) who originally builds, causes to be built, or acquires a new dwelling for the permanent use of himself and his consort or of his dependents, and who becomes its first occupant;

b) who is married or has legal obligations toward a dependent, either as a father or mother towards his or her children, or as a child towards his or her father or mother;

c) whose annual income and that of his consort do not exceed \$5,400.00. If, however, such person has dependent upon him more than three children under eighteen (18) years of age, such maximum income shall be increased by \$300.00 for each additional child.

4. Neither the applicant nor his consort may be the owner of any other permanent dwelling or building from which he derives income.

Neither the applicant nor his consort may have previously benefitted from the advantages of the Act, except if a first and only sale which he has made was approved by the bureau with transfer of the benefits to the new purchaser.

5. The applicant shall not be entitled to the advantages of the Act:

a) if the principal of the obligations guaranteed by hypothec on the new dwelling exceeds ninety-five per cent (95%) of the first twelve thousand dollars (\$12,000.00) of the real value of such dwelling, including the land, and seventy per cent (70%) of the surplus, as determined by the caisse populaire or the loan society which made the loan, or if the principal of such obligations exceeds \$12,000.00; or

b) si son revenu annuel et celui de son conjoint excèdent le maximum fixé par l'article 3 de ces règlements.

b) if his annual income and that of his consort exceed the maximum fixed by section 3 of these regulations.

Section IV — Dispositions concernant le prêt

6. Seul un prêt consenti par un prêteur autorisé peut servir de base à la contribution du gouvernement.

Le terme du prêt ne peut pas dépasser trente (30) ans.

Le prêt doit être remboursable par versement mensuels, trimestriels ou semestriels.

7° Le taux d'intérêt ne doit pas excéder six et trois quarts (6¾%) pour cent, et l'intérêt doit être payable en même temps que les versements de principal.

Section IV — Provisions concerning the loan

6. Only a loan granted by an authorized lender may be the basis for the contribution by the Government.

The term of the loan must not exceed thirty (30) years.

The loan must be reimbursed by monthly, quarterly or half-yearly instalments.

7. The rate of interest must not exceed six and three-quarters per cent (6¾%) and the interest must be payable at the same time as the payment of principal.

Section V — Dispositions concernant les habitations nouvelles

8° Toute habitation nouvelle doit:

a) mesurer au moins six cents (600) pieds de superficie utile;

b) être construite avec des matériaux de bonne qualité;

c) contenir un seul logis avec ou sans dépendances;

d) contenir, en outre de la chambre de bain, cinq pièces habitables, dont trois fermées, situées au dessus du niveau du sol.

Les pièces situés au sous-sol sont acceptées si la moitié au moins de la hauteur du sous-sol se trouve au dessus du niveau moyen du sol extérieur.

9° Toute habitation nouvelle doit être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène, des plans et devis approuvés par la corporation municipale dans le territoire de laquelle elle est située, et des règlements municipaux de construction.

10° Le terrain sur lequel une maison simple est construite doit avoir une largeur moyenne d'au moins 40 pieds et une superficie d'au moins 4,000 pieds carrés.

Le terrain sur lequel une maison jumelée est construite doit avoir une largeur moyenne d'au moins 40 pieds et une superficie d'au moins 3,000 pieds carrés.

Tout projet de construction de maisons contigües doit être préalablement soumis à l'Office pour approbation.

Sections V — Provisions concerning new dwellings

8. Every new dwelling must:

a) have at least six hundred (600) feet of usable area;

b) be built of materials of good quality;

c) contain a single dwelling with or without dependencies;

d) contain, in addition to the bathroom, five habitable rooms located above ground level, of which three must be enclosed.

Rooms situate in the basement shall be accepted if at least half of the height of the basement is above the average level of the ground outside.

9. Every new dwelling must be built in conformity with the health laws and by-laws, with the plans and specifications approved by the municipal corporation whose territory it is situate, and with the municipal building by-laws.

10. The land upon which a detached dwelling is built must have an average width of at least 40 feet and an area of at least 4,000 square feet.

The land on which a semi-detached dwelling is built must have an average width of at least 40 feet and an area of at least 3,000 square feet.

Any building project of terraced houses must be previously submitted to the Bureau for approval.

Section VI — Dispositions concernant la demande que doit faire le requérant pour bénéficier des avantages de la loi

11° Pour bénéficier des avantages de la Loi, le requérant doit fournir à l'Office, par l'entremise du prêteur autorisé, une formule portant la signature et l'assermentation du requérant, et donnant:

a) le nom, l'adresse et l'occupation du requérant, le nom de son conjoint et de ses enfants ou des personnes à sa charge;

b) l'adresse postale de la maison;

c) la largeur moyenne, la superficie et une description sommaire du terrain avec son numéro de cadastre et une indication de l'existence ou de l'absence de services d'aqueduc et d'égout;

d) la superficie de la nouvelle habitation, ses dimensions et le nombre de ses pièces;

e) l'assurance qu'il habitera la maison en permanence, avec son conjoint ou des personnes à charge, et la date à laquelle il a occupé la maison pour la première fois ou la date à laquelle il doit l'occuper;

Section VI — Provisions concerning the application which the applicant must make in order to benefit from the advantages of the Act

11. In order to benefit from the advantages of the Act, the applicant must submit to the Bureau, through the authorized lender, a form under the signature and oath of the applicant giving:

a) the name, address and occupation of the applicant, the name of his consort and of his children or dependents;

b) the postal address of the dwelling;

c) the average width, the area and a summary description of the land, with its cadastral number and an indication of the existence or the lack of water and sewage facilities;

d) the area of the new dwelling, its dimensions and the number of rooms;

e) the assurance that he will occupy the house permanently, with his consort or dependents, and the date on which he occupied the house for the first time or the date on which he intends to occupy it;

f) une attestation solennelle à l'effet que ni lui ni son conjoint ne possède une autre habitation permanente ou édifice à revenu,

g) pour chaque obligation garantie par hypothèque sur l'immeuble le montant en principal, le terme, le taux d'intérêt et le montant et la date d'échéance des versements en principal et intérêts;

h) la date des actes de prêts et acquisition, le nom du notaire et le numéro d'enregistrement.

i) le coût ou le prix de la construction et du terrain;

j) son revenu et celui de son conjoint;

k) le nom et l'adresse de son employeur;

l) l'engagement qu'il demandera l'approbation de l'Office de toute vente affectant l'immeuble hypothéqué;

12° Le prêteur autorisé doit fournir en même temps que la formule mentionnée à l'article précédent une déclaration par deux de ses officiers attestant:

a) le montant en principal du prêt et le montant de toute prime payable par rapport à ce prêt à la Société Centrale d'Hypothèques et de logement;

b) l'évaluation qu'il a faite de la construction et du terrain;

c) la date à laquelle la construction a été commencée et la date à laquelle elle s'est terminée.

13° Après avoir reçu la formule assermentée prévue à l'article 11 et la déclaration exigée par l'article 12 et les avoir approuvées, l'Office avise le prêteur autorisé et le requérant de cette approbation, et le requérant devient alors bénéficiaire des avantages de la Loi.

La demande pour les bénéfices de la Loi doit être soumise à l'Office dans les douze (12) mois qui suivent l'occupation de la nouvelle habitation.

14° Au cas où le principal du prêt est de sept mille dollars (\$7,000.00) ou moins, la contribution du gouvernement est de trois pour cent (3%) par année sur le principal moins l'amortissement.

Au cas où le principal du prêt est de plus de sept mille dollars (\$7,000.00) la contribution du gouvernement est de trois pour cent (3%) par année sur une somme de sept mille dollars (\$7,000.00) amortie proportionnellement au prêt total.

Cette contribution est payable pendant le terme du prêt par versements égaux et mensuels, trimestriels ou semestriels, selon convention entre l'Office et le prêteur, et le montant de chaque versement est déterminé par l'Office en divisant le total de la contribution par le nombre de versements payables pendant le terme du prêt.

15° L'intérêt de trois pour cent (3%) mentionné à l'article précédent est calculé à compter de la date de l'acte de prêt ou de la date de l'acquisition de l'immeuble par le bénéficiaire, si cette acquisition est postérieure au prêt.

Cependant, si au cours d'une période n'excédant pas douze (12) mois plusieurs prêts sur le même immeuble ont été consentis au bénéficiaire par un prêteur autorisé et que le produit a servi exclusivement à payer le coût de construction de la nouvelle habitation, ledit intérêt de trois pour cent (3%) est calculé à compter des dates respectives des actes de prêt.

Lorsque le bénéficiaire fait construire la nouvelle habitation par la coopérative d'habitation dont il fait partie, l'intérêt de 3% est calculé à compter de la date du commencement des tra-

f) a solemn statement that neither he nor his consort owns any other permanent dwelling, or building from which he derives an income;

g) for each obligation secured by hypothec on the immovable, the amount of principal, the term, the rate of interest, and the amount and maturity date of the instalments of principal and interest;

h) the date of the deeds of loan and purchase, the name of the notary and the registration number;

i) the cost of construction or the purchase price of the building and of the land;

j) his income and that of his consort;

k) the name and address of his employer;

l) his undertaking that he will seek the approval of the Bureau of any sale affecting the immovable hypothecated.

12. The authorized lender shall furnish, at the same time as the form mentioned in the preceding section, a declaration by two of its officers setting forth:

a) the amount of the principal of the loan, and the amount of any premium payable with respect to such loan to Central Mortgage and Housing Corporation;

b) the valuation it has made of the building and of the land;

c) the date on which the building was started and the date on which it was finished.

13. After having received the form under oath provided for in section 11 and the declaration required by section 12 and having approved them, the Bureau shall notify the authorized lender and the applicant of such approval, and the applicant thereupon shall become a beneficiary of the advantages of the Act.

The application for the benefits of the Act must be submitted to the Bureau within the twelve (12) months which follow the occupation of the new dwelling.

14. When the principal of the loan is seven thousand dollars (\$7,000.00) or less, the contribution of the government shall be three per cent (3%) per annum on the principal less the amortization.

When the principal of the loan is more than seven thousand dollars (\$7,000.00), the contribution of the government shall be three per cent (3%) per annum on the amount of seven thousand dollars (\$7,000.00), amortized proportionately to the total loan.

Such contribution shall be payable during the term of the loan by equal monthly, quarterly or semi-annual instalments, according to an agreement between the Bureau and the lender, and the amount of each instalment shall be determined by the Bureau by dividing the total contribution by the number of instalments payable during the term of the loan.

15. The interest of three per cent (3%) mentioned in the preceding section shall be calculated from the date of the deed of loan or from the date of the purchase of the immovable by the beneficiary, if such purchase is made subsequent to the loan.

However, if during a period not exceeding twelve (12) months several loans on the same immovable have been granted to the beneficiary by an authorized lender and if the proceeds have been used exclusively to pay the cost of construction of the new dwelling, the said interest of three per cent (3%) shall be calculated from the respective dates of the deeds of loan.

When the beneficiary has a new dwelling built by the housing cooperative of which he is a member, the interest at three per cent (3%) shall be calculated from the date on which con-

vaux de construction, pourvu que la période qui s'écoule entre cette date et celle de l'acte de prêt n'excède pas six (6) mois.

16. Un bénéficiaire ne peut sans l'autorisation de l'Office aliéner ou louer hors de sa famille l'immeuble qui lui permet de profiter des avantages de la Loi, sous peine de perdre ces avantages *ipso facto*.

Cependant, ces avantages peuvent, avec l'autorisation de l'Office, être transférés à un acquéreur subséquent de l'immeuble, dans le cas du décès du bénéficiaire ou de son conjoint, ou dans le cas de sa permutation par son employeur à un endroit situé à vingt-cinq (25) milles ou plus de l'endroit de son emploi précédent, pourvu que la vente soit faite dans les douze (12) mois du décès ou de la permutation.

Il est aussi loisible à l'Office de permettre le transfert de ces avantages à un acquéreur subséquent, au cas où l'Office est convaincu que l'invalidité du bénéficiaire ou de son conjoint rend nécessaire la vente de l'immeuble.

17. Si, avant la fin de la période durant laquelle l'Office doit payer la contribution du gouvernement conformément à l'article 14, le bénéficiaire rembourse le prêt à même le produit d'un nouveau prêt provenant du même prêteur ou d'un autre prêteur autorisé, ou si le créancier transporte sa créance à un autre prêteur autorisé, l'Office continue à lui payer les versements prévus à l'article 14 jusqu'à la fin de ladite période.

Section VIII — Dispositions concernant les prêteurs

18. Chaque caisse populaire et chaque société de prêts qui désire que ses emprunteurs bénéficient de la contribution du gouvernement et qui n'a pas déjà signé une convention avec l'Office en vertu des règlements antérieurs, doit:

a) faire la demande d'autorisation par écrit à l'Office;

b) signer une convention avec l'Office, tel que prévu à l'article suivant.

19. L'Office est autorisé à signer avec toute caisse populaire et toute société de prêts toute convention conforme aux règlements et dont les termes et conditions auront été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

20. Chaque prêteur autorisé peut:

a) déterminer la valeur réelle de la construction et du terrain qui font l'objet de l'hypothèque à lui être consentie;

b) déterminer, conformément à l'article 3 de la Loi, la proportion de chaque prêt par rapport à la valeur réelle de la construction et du terrain;

c) établir le mode de remboursement, par annuités ou autrement;

d) arrêter les conditions de l'acte de prêt, sous réserve des prescriptions du paragraphe suivant de ces règlements;

e) employer ses propres formules d'acte de prêt, à condition:

que l'emprunteur et tout acquéreur subséquent ait le droit, en vertu de l'acte ou autrement, de rembourser par anticipation après un an de la date de la fin des travaux, moyennant ou non une indemnité égale à 90 jours d'intérêt sur le principal alors dû et,

que, si l'acte comporte une clause de dation en paiement, le délai pour sa mise en exécution ne soit pas moins de quatre-vingt-dix jours.

struction started, provided that the period which elapses between that date and that of the deed of loan shall not exceed six (6) months.

16. A beneficiary may not, without the authorization of the bureau, alienate or lease to anyone outside of his own family the immovable which permits him to benefit from the advantages of the Act, under pain of losing such advantages *ipso facto*.

However, such advantages may, with the authorization of the bureau, be transferred to a subsequent acquirer of the immovable in case of the death of the beneficiary or his consort, or in case of his being transferred by his employer to a place situate twenty-five (25) miles or more from the place of his previous employment, provided that the sale is made within twelve (12) months of such death or transfer.

It shall also be permissible for the bureau to allow the transfer of such advantages to a subsequent acquirer, if the bureau is convinced that the disability of the beneficiary or of his consort makes the sale of the immovable necessary.

17. If, before the end of the period during which the bureau must pay the contribution of the government pursuant to section 14, the beneficiary reimburses the loan from the proceeds of a new loan from the same lender or from another authorized lender, or if the creditor transfers his claim to another authorized lender, the bureau shall continue to pay to the beneficiary the instalments provided for in section 14, until the end of the said period.

Section VIII — Provisions concerning the lenders

18. Every caisse populaire and every loan society which wishes to have its borrowers benefit from the contribution of the government and which has not already signed an agreement with the bureau under previous regulations, must,

a) submit to the bureau in writing a request for authorization;

b) sign an agreement with the bureau as provided in the following section.

19. The bureau is authorized to sign with any caisse populaire and any loan society any agreement which is in accordance with the regulations and of which the terms and conditions have been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

20. Every authorized lender may:

a) determine the real value of the building and of the land which are to be hypothecated in its favour;

b) determine, in accordance with section 3 of the Act, the proportion of each loan in relation to the real value of the building and of the land;

c) establish the mode of repayment, by annuities or otherwise;

d) determine the conditions of the deed of loan, subject to the reservations of the following paragraph of these regulations;

e) use its own forms of deed of loan, provided:

that the borrower and any subsequent purchaser shall have the right, under the deed or otherwise, to repay in anticipation, after one year from the date on which the work was terminated, with or without an indemnity equal to 90 days' interest on the principal then owing, and

that, if the deed contains a clause of giving in payment (dation en paiement), the delay for putting it into effect shall not be less than ninety days.

21. Chaque prêteur autorisé doit:

- a) fournir à l'Office son évaluation de l'habitation nouvelle et du terrain;
- b) fournir à demande, sur formule prescrite par l'Office, tous renseignements demandés par celui-ci concernant tout prêt qui a fait l'objet d'une demande conformément à l'article 11 de ces règlements.

*Section IX — Dispositions
concernant le défaut de bénéficiaire*

22. Tout bénéficiaire qui pendant une période de plus de 90 jours, ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'acte de prêt perd durant cette période les avantages de la Loi.

Dans ce cas, l'Office en avise avec diligence le bénéficiaire et le prêteur autorisé à leur dernière adresse connue à l'Office.

23. Tout bénéficiaire qui a ainsi perdu les avantages de la Loi peut devenir rééligible s'il se conforme à la satisfaction de l'Office, aux conditions de l'acte de prêt.

24. L'Office peut déterminer dans chaque cas, après vérification par écrit ou par ses inspecteurs, si le bénéficiaire a rempli et continue à remplir les conditions de l'acte de prêt.

25. Le gouvernement conserve contre le bénéficiaire tout recours légal en remboursement de toute somme reçue sous de fausses représentations ou autrement sans droit.

Section X — Entrée en vigueur

26. Ces règlements entreront en vigueur le septième jour de septembre 1961.

58794-o

21. Every authorized lender shall:

- a) supply to the bureau its valuation of the new dwelling and of the land;
- b) supply upon demand, on a form prescribed by the bureau, all information requested by the latter concerning any loan for which an application has been made pursuant to section II of these regulations.

*Section IX — Provisions
Concerning default by the beneficiary*

22. Any beneficiary who, during a period of more than ninety days, shall not fulfil any of the conditions of the deed of loan shall lose the advantages of the Act during such period.

In such a case, the bureau shall immediately notify the beneficiary and the authorized lender at their last address known to the bureau.

23. Any beneficiary, who has thus lost the advantages of the Act, may again become eligible if he conforms to the satisfaction of the bureau to the conditions of the deed of loan.

24. The bureau may determine in each case, after verification in writing or through its inspectors, whether the beneficiary has fulfilled and continues to fulfil the conditions of the deed of loan.

25. The government shall retain against the beneficiary all legal recourses to obtain reimbursement of any sum received under false representations or otherwise without right.

Section X — Coming in force

26. These regulations shall come in to force on the seventh day of September, 1961.

58794

Avis divers

Ville de St-Eustache

Avis est par les présentes donné que la « Ville de St-Eustache » demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, suivant le paragraphe deux de l'article deux de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233), l'émission en sa faveur de lettres patentes à l'effet de modifier sa charte en remplaçant l'article cinq du chapitre 106 de la loi 2-3 Elizabeth II, par l'article 143 de la Loi des cités et villes.

Le Procureur de la Ville de St-Eustache,
58696-37-2 RICHARD LA CHARITÉ.

La Ville de St-Eustache-sur-le-Lac

Avis est, par les présentes, donné que « La Ville de St-Eustache-sur-le-Lac » s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, par requête, aux fins d'obtenir des lettres patentes pour remplacer les articles 9, 16, 18 et 23 de la Loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 110, par les articles 427, paragraphe 33^a, 426, paragraphe 1a, 426, paragraphe 8 et 522 de la Loi des cités et villes (chapitre 233, Statuts refondus de Québec, 1941), afin que lesdits articles 427, (paragraphe 33^a), 426, (paragraphe 1^a), 426, (paragraphe 8^o) et 522 de la Loi des cités et villes puissent s'appliquer à la Ville de St-Eustache-sur-le-Lac.

Donné sous mon seing dans la Ville de St-Eustache-sur-le-Lac, ce 20ème jour du mois de septembre mil neuf cent soixante et un (1961).

*Le Greffier de la Ville
de St-Eustache-sur-le-Lac,*
58811-o H. BRABANT.

Miscellaneous Notices

Town of St-Eustache

Notice is hereby given that the "Town of St-Eustache" will ask the Lieutenant-Governor in Council, according to paragraph two of article two of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 233) the issuing in its favor of letters patent to the effect of amending its charter by replacing article five of chapter 106 of the act 2-3 Elizabeth II, by article 143 of the Cities and Towns Act.

RICHARD LA CHARITÉ,
58696-37-2-o *Attorney for the Town of St-Eustache.*

The Town of St-Eustache-sur-le-Lac

Notice is hereby given that "The Town of St. Eustache-sur-le-Lac" will apply to the Lieutenant-Governor in Council, by petition, in order to obtain letters patent, to replace articles 9, 16, 18 and 23 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 110, by articles 427, paragraph 33a, 426, paragraph 1a, 426, paragraph 8 and 522 of the Cities and Towns Act (chapter 233, Revised Statutes of Quebec, 1941), in order that the said articles 427, (paragraph 33a), 426, (paragraph 1a), 426, (paragraph 8) and 522 of the Cities and Towns Act can apply to the Town of St. Eustache-sur-le-Lac.

Given under my seal in the Town of St. Eustache-sur-le-Lac, this 20th day of September, one thousand nine hundred and sixty-one (1961).

H. BRABANT,
*Clerk of the Town
of St. Eustache-sur-le-Lac.*

**Corporation du Village de Ste-Anne
de la Pocatière**

Résolution

CONSIDÉRANT que le conseil a décrété en principe la constitution du village de Ste-Anne de la Pocatière en ville;

CONSIDÉRANT que le recensement de la municipalité a révélé que la population qui y vit est présentement d'au moins 3,135 âmes;

CONSIDÉRANT que les électeurs propriétaires de la municipalité se sont prononcés favorablement sur ce projet le 24 août 1961;

CONSIDÉRANT qu'avant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la constitution du village en ville, un avis de cette requête doit être inséré pendant deux semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*;

PAR CES MOTIFS, il est proposé par Monsieur le conseiller Raoul Pelletier et résolu à l'unanimité des membres du conseil:

1° Que le secrétaire-trésorier de la corporation transmette sans délai à l'Imprimeur de la Reine l'avis ci-après pour être inséré durant deux semaines consécutives, dans la *Gazette officielle de Québec*, assez tôt pour que la requête au lieutenant-gouverneur en conseil soit présentée avant le 24 octobre 1961:

*Projet de constitution en ville
du village de Sainte-Anne de la Pocatière*

Avis est par la présente donné qu'à la suite de la présente insertion durant deux semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec* une requête sera présentée de la part du conseil du village de Ste-Anne de la Pocatière au lieutenant-gouverneur en conseil pour constituer en ville le village de Ste-Anne de la Pocatière.

Avis est également donné:

a) que le nom de la municipalité projetée sera: La ville de La Pocatière;

b) que les limites du territoire à être constitué en ville sont celles du territoire actuel du village de Ste-Anne de la Pocatière, savoir:

« Un territoire borné vers le nord-ouest par le fleuve St-Laurent vers le nord-est, le sud-est et le sud-ouest par la municipalité de la paroisse de Ste-Anne de la Pocatière, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne de la Pocatière, division d'enregistrement de Kamouraska, les lots ou partie de lots, et leurs subdivisions présentes et futures, les grèves, battures, quais ou constructions qui sont ou pourront être érigées dans l'avenir situées dans le fleuve St-Laurent, en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du milieu de l'embouchure de la rivière Saint-Jean sur la rive droite du fleuve Saint-Laurent; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes; l'axe de la rivière Saint-Jean jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 77-2; ledit prolongement et ladite ligne prolongée à travers la route 2; la ligne nord-est des lots 78-3 et 78-2; cette dernière prolongée à travers la route 2A; la ligne nord-est des lots 79, 81-1 et 82; la ligne séparative des rangs I et II en allant vers le sud-ouest prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Saint-Jean; ledit axe de la rivière Saint-Jean jusqu'au coin nord-ouest du lot 125-1; la ligne séparative des rangs I et II jusqu'au coin nord du lot 146-A; la ligne nord-est du lot 146-A prolongée jusqu'à l'axe d'un

**Corporation of the Village of Ste-Anne
de la Pocatière**

Resolution

CONSIDERING that the council has decreed, as a rule, the incorporation of the village of Ste-Anne de la Pocatière into a town;

CONSIDERING that the census of the municipality has revealed that the population is presently at least 3,135 souls;

CONSIDERING that the electors-owners of the municipality have pronounced favourably for this project, on August 24, 1961;

CONSIDERING that before the presentation of a request to the Lieutenant-Governor in Council to obtain the incorporation of the village into a town, a notice of this request must be inserted, for two consecutive weeks, in the *Quebec Official Gazette*;

THEREFORE, it has been proposed by the Councillor Raoul Pelletier, and unanimously resolved by the members of the council:

1. That the secretary-treasurer of the corporation transmit, without delay, to the Queen's Printer, the notice below to be inserted, for two consecutive weeks, in the *Quebec Official Gazette* in time for the request to the Lieutenant-Governor in Council to be presented before October 24, 1961:

*Project for the incorporation into a town
of the village of Sainte-Anne de la Pocatière*

Notice is hereby given that following the present insertion, for two consecutive weeks, in the *Quebec Official Gazette*, a request will be presented, on behalf of the council of the village of Ste-Anne de la Pocatière, to the Lieutenant-Governor in Council, to incorporate into a town the village of Ste-Anne de la Pocatière.

Notice is also given:

a) that the name of the proposed municipality will be: The town of La Pocatière;

b) that the boundaries of the territory to be incorporated into a town are those of the present territory of the village of Ste-Anne de la Pocatière, to wit:

"A territory bounded on the northwest by the St. Lawrence River, on the northeast, the southeast and the southwest by the municipality of the parish of Ste-Anne de la Pocatière, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Ste-Anne de la Pocatière, registry division of Kamouraska, the lots or parts of lots, and their present and future subdivisions, the beaches, shores, wharves or constructions which are or may be erected in the future, situated on the St. Lawrence River, entirely or partly facing the latter, as well as the roads, streets, lanes, railroad rights-of-way, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the center of the mouth of the Saint John's River on the right shore of the St. Lawrence River; thence, successively, the following lines and demarcations; the center-line of the Saint John's River as far as the extension of the northeast line of lot 77-2; the said extension and the said line, extended across route 2; the northeast line of lots 78-3 and 78-2; the latter extended across route 2A; the northeast line of lots 79, 81-1 and 82; the line separating ranges I and II going towards the southwest extended as far as the center-line of the Saint John's River; the said center-line of Saint John's River as far as the northwest corner of lot 125-1; the line separating ranges I and II as far as the north corner of lot 146-A; the northeast line of lot

chemin public; ledit axe dudit chemin public en allant vers le sud-ouest jusqu'à l'axe de la première rue; ledit axe de la première rue jusqu'à l'axe du chemin de front entre les rangs I et II; ledit axe du chemin de front entre lesdits rangs jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 294-5; ledit prolongement et ladite ligne prolongée à travers le lot 856 (emprise du chemin de fer Canadien National); la ligne sud-ouest du lot 294-4; une ligne traversant la route 2A jusqu'à l'extrémité sud-est de la ligne sud-ouest du lot 294-1; cette dernière ligne et la ligne sud-ouest des lots 293, 292, 290-4, la dernière prolongée à travers la route No 2; la ligne sud-ouest des lots 290-1, 290-6 jusqu'à la rive droite du fleuve Saint-Laurent et enfin ladite rive droite du fleuve Saint-Laurent en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ; lequel territoire à être érigé en une municipalité de ville sous le nom de « Municipalité de la ville de La Pocatière », dans le comté municipal de Kamouraska. »

c) que le chiffre de la population actuelle du village de Ste-Anne de la Pocatière, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil, est de 3,135 âmes;

d) que la requête au lieutenant-gouverneur en conseil demandera que le village de Ste-Anne de la Pocatière soit constitué en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes;

Adoptée à la séance spéciale du quatorze septembre 1961.

Copie conforme au procès-verbal.

L'Assistant secrétaire-trésorier,

58791-38-2-o

J.-LUCIEN OUELLET.

Ville de Hampstead

Avis est par les présentes donné par la « Ville de Hampstead », suivant le Bill privé No 167, dûment adopté à la deuxième session de la vingt-sixième législature de la province de Québec, 9 Elizabeth II, 1961, comme suit:

« L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 1^o, le suivant:

1^a. Pour décréter que les rues et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville et indiqués comme tels aux plan et livre de renvoi officiel du bureau d'enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la ville avant le premier janvier 1961 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues et chemins publics et la propriété de la ville sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par une action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi dont le présent article sera publié pendant dix jours dans l'année, à intervalle de six mois, en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, également à intervalle de six mois. »

Montréal, le 13 septembre 1961.

Les Procureurs de la Ville
de Hampstead,

LACROIX, VIAU, HÉBERT

& THIVIERGE.

58793-38-2-o

146A extended as far as the center-line of the public road; the said center-line of said public road going towards the southwest as far as the center-line of first street; the said center-line of first street as far as the center-line of the road in front between ranges I and II; the said center-line of the road in front between said ranges as far as the extension of the southwest line of lot 294-5; the said extension and the said line extended across lot 856 (Canadian National Railroad right-of-way); the southwest line of lot 294-4; a line crossing route 2A as far as the southeast extremity of the southwest line of lot 294-1; the latter line and the southwest line of lots 293, 292, 290-4, the latter extended across route No. 2; the southwest line of lots 290-1, 290-6, as far as the right shore of the Saint Lawrence River, and, finally, the said right shore of the Saint Lawrence River, going towards the northeast as far as the starting point; which territory is to be erected into a town municipality under the name of "Municipality of the town of La Pocatière", in the municipal county of Kamouraska."

c) that the number of the present population of the village of Ste-Anne de la Pocatière, as recorded in the census ordered by the council, is 3,135 souls;

d) that the request to the Lieutenant-Governor in Council will ask that the village of Ste-Anne de la Pocatière be incorporated into a town under the authority of the Cities and Towns Act;

Adopted at a special meeting on September fourteenth, 1961.

True copy of the minutes.

J.-LUCIEN OUELLET,

58791-38-2

Assistant Secretary-Treasurer.

Town of Hampstead

Notice is hereby given by the "Town of Hampstead", according Private Bill No. 167, duly adopted at the Second Session of the twenty-six Legislature of the Province of Quebec, 9 Elizabeth II, 1961, as follows:

"Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following:

1a. The streets and public roads now open for the use of the public within the limites of the town and shown as such on the official plan and book of reference of the registry office of Montreal and on the valuation roll of the town prior to the first of January 1961 and which have not been taxed for at least three years before the sanction of this act, are deemed to be streets and public roads and the property of the town for their whole extent and any claim and right of action for ownership of the ground or site is absolutely extinguished and prescribed, if it has not been exercised by action instituted before a competent court of justice within one year from the sanction of this act, this section of which shall be published during ten days in the year at intervals of six months, in French in a French daily newspaper and in English in an English daily newspaper of the district of Montreal, as well as twice in the *Quebec Official Gazette* also at intervals of six months.

Montreal, September 13, 1961.

LACROIX, VIAU, HÉBERT
& THIVIERGE,

Attorneys for the Town
of Hampstead.

58793-38-2-o

Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Avis est donné que les soussignés: Rév. Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de St. Georges » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.

Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin.

Le Procureur des requérants,

B. N. HOLTHAM, C.R.

58808

Église Baptiste Évangélique de Compton

Avis est donné que les soussignés: Rév. Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de Compton » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.

Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir.

Le Procureur des requérants,

B. N. HOLTHAM, C.R.

58808-o

Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin; will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de St. Georges" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que., August 25, 1961.

Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin.

B. N. HOLTHAM, Q.C.

Attorney for Petitioners.

58808-o

Église Baptiste Évangélique de Compton

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir; will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de Compton" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que. Aug. 25, 1961.

Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir.

B. N. HOLTHAM, Q.C.,

Attorney for Petitioners.

58808

Chartes — Abandon de**I. Liverman Inc.**

Avis est donné que « I. Liverman Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Verdun, district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 19^e jour de septembre dix-neuf cent soixante et un.

Le Procureur de « I. Liverman Inc. »,

LEONARD LIVERMAN.

1450 rue City Councillors,

Suite 950 — Vi-4-8876,

Montréal, Québec.

58785

E. & A. Leduc Limitée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « E. & A. Leduc Limitée » demandera au Procureur général la permission l'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, 14 septembre 1961.

Le Président,

HENRI N. GUILBAULT.

58806-o

Mazlo Investment Co.

Avis est donné que la compagnie « Mazlo Investment Co. » s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 20 avril 1961.

Les Procureurs de

« Mazlo Investment Co. »,

MARCUS & FEINER.

58807

Charters — Surrender of**I. Liverman Inc.**

Notice is hereby given that the "I. Liverman Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Verdun, district of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of September, nineteen hundred and sixty-one.

LEONARD LIVERMAN,

Attorney for "I. Liverman Inc."

1450 City Councillors Street,

Suite 950 — Vi-4-8876,

Montreal, Quebec.

58785-o

E. & A. Leduc Limitée

Notice is hereby given that "E. & A. Leduc Limitée" will apply to the Attorney-General for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 14, 1961.

HENRI N. GUILBAULT,

President.

58806-o

Mazlo Investment Co.

Take notice that the company "Mazlo Investment Co.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, April 20, 1961.

MARCUS & FEINER,

Attorneys for

"Mazlo Investment Co."

58807-o

Divers Compagnies

(P.G. 3713-51)

J. G. Ferland Ltée

Règlement No V

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme règlement No V de « J. G. Ferland Ltée », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs:

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à ceux-ci sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Je soussigné certifie que le règlement No V ci-haut de la compagnie « J. G. Ferland Ltée » a été adopté par les directeurs à une assemblée du 24 juin 1961 et approuvé par le vote unanime des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin le 24 juin 1961.

Le Secrétaire,

LUCIEN LÉTOURNEAU.

58734-o

(P.G. 13663-61)

Le Club de Curling Jacques-Cartier The Jacques-Cartier Curling Club

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 11 septembre 1961, approuvé le règlement No 1 (règlements généraux) et les règlements Nos 2 et 3 de « Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58735-o

(P.G. 4518-39)

Dalmys Limited

Extrait du procès verbal d'une assemblée du conseil d'administration de « Dalmys Limited » tenue au bureau de la compagnie, le 13e jour de juin 1961.

« Le président fit remarquer qu'il était dans l'intérêt de la compagnie de diminuer le nombre de ses directeurs de quatre à trois.

« Après une discussion judiciaire le règlement suivant fut adopté à l'unanimité aux fins d'atteindre le but suivant.

Règlement No XVIII

« Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Dalmys Limited », ici nommée la compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois directeurs, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles

Miscellaneous Companies

(A.G. 3713-51)

J. G. Ferland Ltée

By-law No. V

That it be and it is, by these presents, enacted as by-law No. V of « J. G. Ferland Ltée », the following:

1. That the number of directors of the company be and it is, by these presents, increased from three (3) to four (4), so that the board of directors of the company be hereafter composed of four (4) directors:

2. All by-laws, resolutions and previous procedures of the company, incompatible to this latter by-law are by these presents, amended, modified and revised so as to give effect to this by-law.

I, the undersigned, certify that the by-law No. V above of the company « J. G. Ferland Ltée » has been adopted by the directors at a meeting of June 24, 1961 and approved by unanimous vote of the shareholders present at a special general meeting convened for this purpose on June 24, 1961.

LUCIEN LÉTOURNEAU,

Secretary.

58734

(A.G. 13663-61)

Le Club de Curling Jacques-Cartier The Jacques-Cartier Curling Club

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, by-law No. 1 (general by-laws) and by-laws Nos. 2 and 3 of « Le Club de Curling Jacques-Cartier — The Jacques-Cartier Curling Club », were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 11, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58735

(A.G. 4518-39)

Dalmys Limited

Extract of minutes of meeting of the board of directors of « Dalmys Limited » held at the office of the company on June 13, 1961.

«The chairman pointed out that it was in the interest of the company to decrease the number of its directors from four to three directors.

«After careful discussion the following by-law was unanimously adopted to effect the foregoing purpose.

By-law No. XVIII

«Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of « Dalmys Limited », herein called the company, as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three directors so that the board of directors shall hereafter be composed of three directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are

à icelui, sont par les présentes, amendés, approuvés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Passé à l'unanimité.

Certifié extrait authentique.

(Sceau)
58767

Le Secrétaire,
ERNIE PERLMAN.

(P.G. 14504-60)

Montreal Natural Gas Heating Ltd.

Règlement No 63

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre;

2° Que tous les règlements de la compagnie affectés par ladite augmentation du nombre des directeurs de la compagnie soient et ils sont, par les présentes amendés pour se conformer à ceux mutatis mutandis. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, 4 août 1961.

58768

Le Secrétaire,
G. BOGLER.

(P.G. 10780-61)

Beaudet & Frères Inc.

Règlement No 4

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété, comme règlement No 4 de « Beaudet & Frères Inc. » (ci-après appelée la « compagnie »), ce qui suit:

Que le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes transporté du numéro 7465, 1ère Avenue, Charlesbourg, au numéro 6630, 1ère Avenue, Charlesbourg;

Que le président et le secrétaire de la compagnie soient et ils sont par les présentes autorisés à faire les démarches et à signer les documents nécessaires concernant le changement du siège social de la compagnie.

Certifié vraie copie.

Québec, le 6 septembre 1961.

58769-o

Le Secrétaire,
JACQUES DELISLE.

(P.G. 14003-60)

Namur Équipement Ltée
Namur Equipment Ltd.

Règlement No XXVIII

(Extrait)

« Que le nombre des administrateurs de la compagnie soit porté de trois (3) à cinq (5); »

Extrait conforme du règlement No XXVIII approuvé à l'unanimité par les administrateurs de la compagnie le 19 août 1961 et à l'unanimité par les actionnaires réunis en une assemblée générale spéciale des actionnaires le 19 août 1961, représentant la totalité des actions émises par la compagnie.

58770-o

La Secrétaire,
ROLANDE RECH.

(Sec. P. 1773-50)

Crowther Limited

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration, en date du 19 avril 1961, dont une copie a été transmise au Secrétaire de la province, M. Joseph Francis Cunliffe, de 3080 Kirkfield

hereby amended, approved and revised in order to give effect to this by-law."

Unanimously carried.

Certified a true extract.

(Seal)
58767-o

ERNIE PERLMAN,
Secretary.

(A.G. 14504-60)

Montreal Natural Gas Heating Ltd.

By-law No. 63

"1. That the number of directors of the company be increased from three to four;

2. That all of the by-laws of the company affected by the said increase in the number of the directors of the company be and they are hereby amended in accordance therewith mutatis mutandis."

Certified true copy.

Montreal, August 4, 1961.

58768-o

G. BOGLER,
Secretary.

(A.G. 10780-61)

Beaudet & Frères Inc.

By-law No. 4

Be it decreed, and it is hereby decreed that what follows is by-law No. 4 of "Beaudet & Frères Inc." (hereinafter called the "company"):

That the head office of the company be and it is hereby moved from number 7465, 1st Avenue, Charlesbourg, to number 6630, 1st Avenue, Charlesbourg;

That the president and the Secretary of the company be and they are hereby authorized to take the necessary steps and sign the necessary documents concerning the changing of the company's head office.

Certified true copy.

Quebec, September 6, 1961.

58769

JACQUES DELISLE,
Secretary.

(A.G. 14003-60)

Namur Équipement Ltée
Namur Equipment Ltd.

By-law No. XXVIII

(Extrait)

"That the number of directors of the company be increased from three (3) to five (5);"

True extract of by-law No. XXVIII, unanimously approved by the company's directors on August 19, 1961, and by the shareholders reunited at a special general meeting of the shareholders on August 19, 1961, representing the totality of the shares issued by the company.

58770

ROLANDE RECH,
Secretary.

(P. Sec. 1773-50)

Crowther Limited

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new power of attorney, date April 19, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Joseph Francis Cunliffe, of 3080 Kirkfield

Avenue, en la cité de Montréal, a été nommé agent principal dans cette province, de « Crowther Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, ci-dessus mentionnée.

Le bureau principal de ladite compagnie « Crowther Limited » dans la province reste établie à 212/214 avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donnée au bureau du Secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58779

(P.G. 11449-56)

Lemoine Chibougamau Mining Corporation
(No Personal Liability)

Règlement No 6

Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant un règlement de la compagnie « Lemoine Chibougamau Mining Corporation » (No Personal Liability) ici nommée la compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est diminué de treize à cinq de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Montréal, ce 8e jour de septembre 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
HAROLD FINKELSTEIN.

58786

The Shawinigan Water and Power Company

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie « The Shawinigan Water and Power Company », de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire un aménagement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, au Rapide des Cœurs, à environ 2-1/2 milles en amont de l'embouchure de la rivière Windigo dans le canton de Rhéaume, comté de Champlain, district électoral de Laviolette, province de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit aménagement et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre, mil neuf cent soixante et un.

The Shawinigan Water and Power Company.

Le Secrétaire,
RUSSELL MERIFIELD.

58792-38-2-o

Mazlo Investment Co.

Sommaire du règlement No 21-A se rapportant à la distribution des biens de la compagnie entre ses actionnaires.

Avenue, in the city of Montreal, has been appointed chief agent, in this Province, of « Crowther Limited », an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the said « Crowther Limited » in the Province remains established at 212/214 Victoria Avenue, Westmount, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58779-o

(A.G. 11449-56)

Lemoine Chibougamau Mining Corporation
(No Personal Liability)

By-law No. 6

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of « Lemoine Chibougamau Mining Corporation » (No Personal Liability) herein called the Company, as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from thirteen to five so that the board of directors of the company shall, hereafter, be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Montreal, this 8th day of September, 1961.

Certified true copy.

HAROLD FINKELSTEIN,
Secretary.

58786-o

The Shawinigan Water and Power Company

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that « The Shawinigan Water and Power Company », of the city of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River, at Rapide des Cœurs, located approximately 2-1/2 miles upstream from the mouth of the Rivière Windigo, in the township of Rhéaume, county of Champlain, electoral district of Laviolette, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing-up of the water has been forwarded to the Minister of Natural Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal, this eighth day of September, one thousand nine hundred and sixty-one.

The Shawinigan Water and Power Company.

RUSSELL MERIFIELD,
Secretary.

58792-38-2-o

Mazlo Investment Co.

Summary of By-law No. 21-A pertaining to the distribution of the company's property among the shareholders.

Les biens de la compagnie seront distribués entre les actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Montréal, 20 avril 1961.

Les Procureurs de « Mazlo Investment Co. »,
58807 MARCUS & FEINER.

Adson Realities Inc.

Règlement No XXIII

Règlement relatif à la distribution de l'actif de la compagnie « Adson Realty Inc. ».

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de liquider ses affaires;
2° Attendu que la compagnie n'a ni dettes ni obligations;

3° En conséquence qu'il soit décrété comme étant un règlement de la compagnie « Adson Realty Inc. », que:

1) Que la compagnie soit et elle est autorisée à disposer de sa propriété, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et subsequmment à procéder à la dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

2) Les directeurs et officiers sont autorisés et chargés de faire, signer et exécuter toutes choses, titres et documents nécessaires ou désirables pour l'exécution en règle du précédent.

Decrété ce 4e jour d'août 1961.

(Sceau) Le Secrétaire,
58795 M. DE HAYDU.

(P.G. 10884-61)

Les Chevaliers de Colomb du Conseil Hochelaga «4116»

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 18 septembre 1961, approuvé les règlements généraux de « Les Chevaliers de Colomb du Conseil Hochelaga «4116» », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58796-0 RAYMOND DOUVILLE.

The company's property will be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares which they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, April 20, 1961.

MARCUS & FEINER,
58807-o Attorneys for «Mazlo Investment Co.»

Adson Realities Inc.

By-Law No. XXIII

Being a By-law respecting the distribution of the assets of «Adson Realty Inc.».

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs;

2. Whereas the Company has no debts or obligations;

3. Therefore be it enacted as a By-law of «Adson Realty Inc.», that:

1) The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

2) The Directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 4th day of August, 1961.

(Seal) M. DE HAYDU,
58795-0 Secretary.

(A.G. 10884-61)

Les Chevaliers de Colomb du Conseil Hochelaga «4116»

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 18, 1961, approved the general by-laws of «Les Chevaliers de Colomb du Conseil Hochelaga «4116» », and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58796 Assistant Secretary of the Province.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 21-61)

Associated Mining Construction Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Associated Mining Construction Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la Province de Saskatchewan, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 65 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Renaud St. Laurent, de l'adresse ci-haut mentionnée.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58730 RAYMOND DOUVILLE.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 21-61)

Associated Mining Construction Ltd.

Notice is hereby given that «Associated Mining Construction Ltd.», an extra-provincial company incorporated in virtue of the Companies Act of the Province of Saskatchewan, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 65 St. Anne Street, in the City and judicial district of Quebec.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Renaud St. Laurent, of the above-given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58730-o Assistant Secretary of the Province.

(Sec. P. 27-61)

Automatic Totalisators (U.S.A.) Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Automatic Totalisators (U.S.A.) Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation dans l'état de la Nouvelle-Galles du Sud, Australie, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 65 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Roger Létourneau, de ladite cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730

RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 27-61)

Automatic Totalisators (U.S.A.) Limited

Notice is hereby given that "Automatic Totalisators (U.S.A.) Limited", an extra-provincial company incorporated in the State of New South Wales, Australia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 65 St. Anne Street, in the city and judicial district of Quebec.

The chief agent for the purpose of receiving in proceedings against the said company is Mr. Roger Létourneau, of the said city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730-o

Assistant Secretary of the Province.

Lettres patentes

Collège Saint Bernard

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation le « Collège Saint Bernard ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Sorel.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58741-o

RAYMOND DOUVILLE.

Colline Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation l'organisme dit « Colline Notre-Dame ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Saint-Damien de Buckland.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58742-o

RAYMOND DOUVILLE.

L'École Secondaire de Beauport (S.S.C.M.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8 juin 1961, constituant en corporation « L'École Secondaire de Beauport (S.S.C.M.) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Beauport.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58743-o

RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

Collège Saint Bernard

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating "Collège Saint Bernard".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Sorel.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58741

Assistant Secretary of the Province.

Colline Notre-Dame

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating the organism called "Colline Notre-Dame".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Saint-Damien de Buckland.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58742

Assistant Secretary of the Province.

L'École Secondaire de Beauport (S.S.C.M.)

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 8, 1961, incorporating "L'École Secondaire de Beauport (S.S.C.M.)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Beauport.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58743

Assistant Secretary of the Province.

Juvénat Notre-Dame-de-Grâces

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juillet 1961, constituant en corporation le « Juvénat Notre-Dame-de-Grâces ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Sainte-Luce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58744-o RAYMOND DOUVILLE.

Maison Nazareth

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation la « Maison Nazareth ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Black Lake.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58745-o RAYMOND DOUVILLE.

Patronage Saint-Joseph Artisan

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation le « Patronage Saint-Joseph Artisan ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville d'Amos.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58746-o RAYMOND DOUVILLE.

Pensionnat Saint-François Xavier

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24 mai 1961, constituant en corporation le « Pensionnat Saint-François Xavier ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village de Saint-François-du-Lac, comté d'Yamaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58747-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Union Pontificale Missionnaire du Clergé (Conseil de Québec)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation « L'Union Pontificale Missionnaire du Clergé (Conseil de Québec) ».

Juvénat Notre-Dame-de-Grâces

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 7, 1961, incorporating "Juvénat Notre-Dame-de-Grâces".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Sainte-Luce.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58744 Assistant Secretary of the Province.

Maison Nazareth

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating "Maison Nazareth".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Black Lake.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58745 Assistant Secretary of the Province.

Patronage Saint-Joseph Artisan

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating the "Patronage Saint-Joseph Artisan".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Amos.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58746 Assistant Secretary of the Province.

Pensionnat Saint-François Xavier

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date May 24, 1961, incorporating the "Pensionnat Saint-François Xavier".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the village of Saint-François-du-Lac, county of Yamaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58747 Assistant Secretary of the Province.

L'Union Pontificale Missionnaire du Clergé (Conseil de Québec)

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating "L'Union Pontificale Missionnaire du Clergé (Conseil de Québec)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58748-o RAYMOND DOUVILLE.

Pensionnat Notre-Dame-des-Neiges

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Pensionnat Notre-Dame-des-Neiges ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Stanhope, comté de Stanstead.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58749-o RAYMOND DOUVILLE.

Institut Notre-Dame du Sourire

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation l'« Institut Notre-Dame du Sourire ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Rouyn.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58750-o RAYMOND DOUVILLE.

Pensionnat Saint-Paul (S.P.D.C.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Pensionnat Saint-Paul (S.P.D.C.) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Sainte-Anne-des-Monts.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58751-o RAYMOND DOUVILLE.

Juvénat Manoir Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Juvénat Manoir Notre-Dame ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Saint-Henri de Mascouche.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58752-o RAYMOND DOUVILLE.

Juvénat Sacré-Cœur des Frères Maristes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques ro-

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58748 Assistant Secretary of the Province.

Pensionnat Notre-Dame-des-Neiges

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Pensionnat Notre-Dame-des-Neiges".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Stanhope, county of Stanstead.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58749 Assistant Secretary of the Province.

Institut Notre-Dame du Sourire

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Institut Notre-Dame-du Sourire".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Rouyn.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58750 Assistant Secretary of the Province.

Pensionnat Saint-Paul (S.P.D.C.)

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Pensionnat Saint-Paul (S.P.D.C.)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Sainte-Anne-des-Monts.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58751 Assistant Secretary of the Province.

Juvénat Manoir Notre-Dame

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Juvénat Manoir Notre-Dame".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Saint-Henri de Mascouche.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58752 Assistant Secretary of the Province.

Juvénat Sacré-Cœur des Frères Maristes

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops

main (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juin 1961, constituant en corporation le « Juvénat Sacré-Coeur des Frères Maristes ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Beauceville-Ouest.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58753-o

RAYMOND DOUVILLE.

Couvent Jésus-Marie de Lauzon

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Couvent Jésus-Marie de Lauzon ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Lauzon.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58754-o

RAYMOND DOUVILLE.

École Secondaire Sainte-Marie-des-Roses

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation l'« École Secondaire Sainte-Marie-des-Roses ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58755-o

RAYMOND DOUVILLE.

Hôpital Notre-Dame-du-Détour

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 159, intitulée « Loi constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la Loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus », il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation l'« Hôpital Notre-Dame-du-Détour ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58756-o

RAYMOND DOUVILLE.

École Normale de la Providence de Ste-Ursule

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapitre 176), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juin 1961, constituant en corporation

Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 7, 1961, incorporating the « Juvénat Sacré-Coeur des Frères Maristes ».

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Beauceville-West.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58753

Assistant Secretary of the Province.

Couvent Jésus-Marie de Lauzon

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the « Couvent Jésus-Marie de Lauzon ».

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Lauzon.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58754

Assistant Secretary of the Province.

École Secondaire Sainte-Marie-des-Roses

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the « École Secondaire Sainte-Marie-des-Roses ».

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58755

Assistant Secretary of the Province.

Hôpital Notre-Dame-du-Détour

Notice is hereby given that under the provisions of section 24 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 159, titled « An Act to incorporate Les Filles de Jésus (Trois-Rivières) and to repeal the Act to incorporate La Congrégation des Filles de Jésus », letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date June 23, 1961, incorporating the « Hôpital Notre-Dame-du-Détour ».

The head office of the above-mentioned corporation is situated at Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58756

Assistant Secretary of the Province.

École Normale de la Providence de Ste-Ursule

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 14 of the Act to amend the charter of La Communauté des Soeurs de la Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapter 176), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 15, 1961, incorporating

l'École Normale de la Providence de Ste-Ursule ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la municipalité de Ste-Ursule, district de Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58757-o

**Juvénat Saint-Joseph
des Frères de St-Gabriel**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Juvénat Saint-Joseph des Frères de St-Gabriel ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village de Ville-Marie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58758-o

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Saint-Hilaire**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11 juillet 1961, constituant en corporation le « Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Hilaire ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village de Saint-Hilaire.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58759-o

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Belœil**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11 juillet 1961, constituant en corporation le « Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Belœil ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Belœil.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58760-o

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Verchères**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juillet 1961, constituant en corporation le « Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Verchères ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village de Verchères.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58761-o

the "École Normale de la Providence de Ste-Ursule".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the municipality of Ste-Ursule, district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 12, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58757

**Juvénat Saint-Joseph
des Frères de St-Gabriel**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Juvénat Saint-Joseph des Frères de St-Gabriel".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the village of Ville-Marie.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58758

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Saint-Hilaire**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 11, 1961, incorporating the "Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Hilaire".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the village of Saint-Hilaire.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58759

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Belœil**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 11, 1961, incorporating the "Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Belœil".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Belœil.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58760

**Pensionnat des Saints Noms de Jésus
et de Marie de Verchères**

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 7, 1961, incorporating the "Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Verchères".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the village of Verchères.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58761

Pensionnat Notre-Dame-de-la-Merci

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Pensionnat Notre-Dame-de-la-Merci ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville d'Aylmer-Est.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58762-o RAYMOND DOUVILLE.

Pensionnat de Drummondville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Pensionnat de Drummondville ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Drummondville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58763-o RAYMOND DOUVILLE.

Juvénat Saint-Gabriel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1961, constituant en corporation le « Juvénat Saint-Gabriel ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58764-o RAYMOND DOUVILLE.

Collège Louis Querbes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juillet 1961, constituant en corporation le « Collège Louis Querbes ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Berthierville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58765-o RAYMOND DOUVILLE.

École Normale Saint-Joseph de Hull

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juillet 1961, constituant en corporation l'« École Normale Saint-Joseph de Hull ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58766-o RAYMOND DOUVILLE.

Pensionnat Notre-Dame-de-la-Merci

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Pensionnat Notre-Dame-de-la-Merci".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Aylmer-East.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58762 Assistant Secretary of the Province.

Pensionnat de Drummondville

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Pensionnat de Drummondville".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Drummondville.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58763 Assistant Secretary of the Province.

Juvénat Saint-Gabriel

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date June 23, 1961, incorporating the "Juvénat Saint-Gabriel".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Saint-Bruno-de-Montarville.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58764 Assistant Secretary of the Province.

Collège Louis Querbes

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 7, 1961, incorporating the "Collège Louis Querbes".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Berthierville.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 13, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58765 Assistant Secretary of the Province.

École Normale Saint-Joseph de Hull

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date July 7, 1961, incorporating the "École Normale Saint-Joseph de Hull".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58766 Assistant Secretary of the Province.

Sièges sociaux

L'Association des Terrains de Jeux de Saint-Joachim de Shefford Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « L'Association des Terrains de Jeux de Saint-Joachim de Shefford Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1961, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la municipalité de Saint-Joachim, comté de Shefford, a établi son bureau sur la rue Principale de cette dite municipalité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Saint-Joachim, P.Q., ce 23e jour d'août 1961.

Le Vice-président,
AIMÉ DEMERS.

58736-o

École Normale du Sacré-Coeur de St-André Avellin

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « École Normale du Sacré-Coeur de St-André Avellin », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 juin 1961, a établi son bureau et siège social à St-André Avellin, comté de Papineau, district de Hull, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à St-André Avellin, ce 1er août 1961.

École Normale du Sacré-Coeur
de St-André Avellin,
Par la Supérieure.

58737-o SOEUR PIERRE-ERNEST, F.C.S.P.

(P.G. 14170-57)

Millco Inc. Règlement un

(Concernant un changement dans la situation du siège social de Ste-Marguerite Station, comté de Terrebonne, à la ville de Mont-Royal).

Article 2. Situation des bureaux. Le siège social de la compagnie sera à 5420 rue Paré, ville de Mont-Royal, Québec.

Vraie copie certifiée de l'article 2 du règlement un de la compagnie « Millco Inc. », tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires d'icelle le 13 juillet 1961.

Le Secrétaire,
O. F. CARTER.

58738

La Piste Rodéo de Batiscan Inc.

Avis est par les présentes donné que « La Piste Rodéo de Batiscan Inc. », constituée en corporation sous la 1ère partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 7 juillet 1961, et dont le siège social est à Ste-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain, a établi son bureau en ladite municipalité de Ste-Geneviève-de-Batiscan.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Ste-Geneviève-de-Batiscan, ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire,
GAÉTAN DESSUREAULT.

58739-o

Head Offices

L'Association des Terrains de Jeux de Saint-Joachim de Shefford Inc.

Notice is hereby given that "L'Association des Terrains de Jeux de Saint-Joachim de Shefford Inc.", incorporated by letters patent dated July 7, 1961, under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, and having its head office in the municipality of Saint-Joachim, county of Shefford, has established its head office on the Main Street, of this municipality.

From and after the date of this notice, the said office, shall be considered by the company as being its head office.

Dated at St-Joachim, P.Q., this 23rd day of August, 1961.

AIMÉ DEMERS,
Vice-president.

58736-o

École Normale du Sacré-Coeur de St-André Avellin

Notice is hereby given that "École Normale du Sacré-Coeur de St-André Avellin", company incorporated by letters patent bearing the date of June 15, 1961, has established its office at St-André Avellin, county of Papineau, district of Hull, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at St-André Avellin, this 1st of August, 1961.

École Normale du Sacré-Coeur
de St-André Avellin,

Per: SOEUR PIERRE-ERNEST, F.C.S.P.,
58737-o *Superior.*

(A.G. 14170-57)

Millco Inc. By-law one

(Concerning a change in the location of the head office from Ste-Marguerite Station, county of Terrebonne, to the town of Mount Royal).

Article 2. Situation of offices. The head office of the company shall be at 5420 Paré Street, town of Mount Royal, Quebec.

Certified true copy of article 2 of by-law one of "Millco Inc.", as adopted by the directors and approved by the shareholders thereof on July 13, 1961.

O. F. CARTER,
58738-o *Secretary.*

La Piste Rodéo de Batiscan Inc.

Notice is hereby given that "La Piste Rodéo de Batiscan Inc.", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, Part I, by letters patent on the 7th day of July, 1961, and having its head office in Ste-Geneviève-de-Batiscan, county of Champlain, has established its office in the said municipality of Ste-Geneviève-de-Batiscan.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Ste-Geneviève-de-Batiscan, this 29th day of September, 1961.

GAÉTAN DESSUREAULT,
Secretary.

58739-o

Claude Beaudet Inc.

Avis est par les présentes donné que « Claude Beaudet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1953, et ayant son siège social à Québec, P.Q., a transporté son bureau principal du numéro 1952, 18^{ème} Avenue, Charlesbourg, au numéro 60, rue Dorchester, Québec.

À compter de la date du présent avis, le bureau principal de la Compagnie sera à cette dernière adresse.

Donné à Québec, ce 23^e jour d'août 1961.

Le Secrétaire,
JACQUES DELISLE.
58778-o

La Prévoyance, Compagnie d'Assurances

Avis est par les présentes donné que « La Prévoyance, Compagnie d'Assurances — The Provident Assurance Company », a changé l'adresse de son siège social du numéro 59 ouest, rue St-Jacques, au numéro 507, place d'Armes (Édifice de La Prévoyance), Montréal 1, en conformité d'une résolution adoptée par les actionnaires, lors d'une assemblée générale spéciale de la compagnie, tenue le 27 mai 1960.

Donné à Montréal, ce 25^e jour du mois d'août 1961.

La Secrétaire de la Compagnie,
M^{lle} JACQUELINE BOURDEAU.
58780-o

Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.

Avis est donné que la compagnie « Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 13 décembre, 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1420 ouest, de la rue Sherbrooke, l'a transporté au numéro 760 Carré Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16^{ème} jour du mois d'août, 1961.

Le Secrétaire,
ADRIANO AURELI.
58782-o

Sogesan Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sogesan Construction Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 12 décembre 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1420 ouest, de la rue Sherbrooke, l'a transporté au numéro 760 Carré Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16^{ème} jour du mois d'août, 1961.

Le Secrétaire,
ADRIANO AURELI.
58783-o

St. Lambert Automobile Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « St. Lambert Automobile Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies du Québec et ayant son siège social dans la cité de

Claude Beaudet Inc.

Notice is hereby given that "Claude Beaudet Inc.", incorporated by letters patent bearing date November 17, 1953, and having its head office in Quebec, P.Q., has moved its head office from number 1952, 18th Avenue, Charlesbourg, to number 60 Dorchester St., Quebec.

From and after the date of the present notice, the head office of the company will be at the latter address.

Given at Quebec, this 23rd day of Augst, 1961.
JACQUES DELISLE,
Secretary.
58778

The Provident Assurance Company

Notice is hereby given that "The Provident Assurance Company — La Prévoyance, Compagnie d'Assurances", has changed its address from 59 St. James Street West to 507 Place d'Armes (Édifice de La Prévoyance), Montreal 1, pursuant to a resolution adopted by the shareholders at a special general meeting of the Company on the 27th of May 1960.

Given at Montreal, this 25th day of August, 1961.

MISS JACQUELINE BOURDEAU,
Secretary of the Company.
58780-o

Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.

Notice is given that "Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act, on December 13, 1960, and having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until today at number 1420 Sherbrooke St. west, has moved it to 760 Victoria Square.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of the month of August, 1961.

ADRIANO AURELI,
Secretary.
58782

Sogesan Construction Ltd.

Notice is given that "Sogesan Construction Ltd.", incorporated under the Quebec Companies Act, on December 12, 1960, and having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until today at number 1420 Sherbrooke St. west, has moved it to 760 Victoria Square.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of the month of August, 1961.

ADRIANO AURELI,
Secretary.
58783

St. Lambert Automobile Inc.

Notice is hereby given that "St. Lambert Automobile Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of St. Lambert, will apply

St. Lambert, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies du Québec.

Daté à St. Lambert, ce 14e jour de septembre 1961.

58784-o *Le Procureur,*
PAUL GALT MICHAUD.

(P.G. 12234-61)

La Cie Fourrures de Québec Inc.

Règlement N° 1

(concernant le changement de la situation du siège social de Sept-Iles à Montréal)

« 1. Siège social.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal en la province de Québec. La compagnie pourra établir des succursales aux endroits que le conseil d'administration pourra de temps à autres juger opportuns. »

Vraie copie certifiée du règlement No 1 de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires d'icelle le 1er juin 1961.

58797 *Le Secrétaire,*
EVA KLEIN.

to the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at St. Lambert, this 14th day of September 1961.

58784-o *PAUL GALT MICHAUD,*
Attorney.

(A.G. 12234-61)

La Cie Fourrures de Québec Inc.

By-law No. 1

(concerning the change in the location of the head office from Seven Islands to Montreal)

“1. Head office.

The head office of the company shall be in the city of Montreal in the Province of Quebec. The company may establish branch offices at such places as the board of directors may from time to time see fit.”

Certified true copy of by-law No. 1 of the above-named company, as adopted by the directors and approved by the shareholders thereof on June 1, 1961.

58797-o *EVA KLEIN,*
Secretary.

Curatelle publique

Joseph Guillaume (*alias* William) Perreault

Succession vacante de Joseph Guillaume (*alias* William) Perreault, en son vivant de Joliette.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 16 mars 1961 par un juge de la cour supérieure siégeant à Joliette dans le district de Joliette que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18. 58781-o

Public Curatorship

Joseph Guillaume (*alias* William) Perreault

Vacant estate of Joseph Guillaume (*alias* William) Perreault, in his lifetime of Joliette.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on March 16, 1961, by a judge of the Superior Court sitting at Joliette, in the district of Joliette, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

680 Sainte-Catherine St. (West),
Montreal 18. 58781

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau de Bedford — Bar of Bedford

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Meunier.....	Jacques.....	22	Cowansville, Qué.

Sweetsburg, ce 14 septembre 1961. — Sweetsburg, September 14, 1961.

58809-o

Le Secrétaire du Barreau de Bedford.

JEAN MARQUIS, *
Secretary for the Bar of Bedford.

**Département de
l'Instruction publique**

**Department of
Education**

No 1322-61.

Pierrefonds

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pierrefonds, dans le comté de

No. 1322-61.

Pierrefonds

Application is made to detach from the school municipality of Pierrefonds, in the county of

Jacques-Cartier, le lot No 47 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 6 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58681-37-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 697-56.

Village de Mont-Joli Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 110, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli, dans le comté de Matane.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58682-37-3-o O.-J. DESAULNIERS.

Louiseville Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 110, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité de Louiseville, dans le comté de Maskinongé.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58683-37-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1413-61.

Village de St-Cyrille

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de St-Cyrille, dans le comté de Drummond, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Wendover & Simpson, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots 12 à 15 inclusivement du rang II; 24 à 28 inclusivement du rang III, tous du cadastre officiel du canton Wendover.

Les lots 1-A à 19 inclusivement du rang III; 1-G à 11-B aussi inclusivement du rang II, tous du canton Simpson.

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58787-38-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1412-61.

Pont-Rouge

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, les lots 130 à 139 inclusivement du cadastre officiel de St-Basile, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Basile, dans le même comté.

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58788-38-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1414-61.

Frampton

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Frampton, dans le comté de Dorchester, les lots 1078 à 1096 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie

Jacques-Cartier, lot No. 47 in the official cadaster of the parish of Ste-Geneviève, in order to annex it, for Catholic tax-payers only, to the Catholic school municipality of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, September 6, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58681-37-2 Superintendent of Education.

No. 697-56.

Village of Mont-Joli Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 110, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of the village Mont-Joli, in the county of Matane.

Quebec, September 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58682-37-3 Superintendent of Education.

Louiseville Diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 110, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Louiseville, in the county of Maskinongé.

Quebec, September 7, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58683-37-2 Superintendent of Education.

No. 1413-61.

Village of St-Cyrille

Application is made to detach from the school municipality of the village of St-Cyrille, in the county of Drummond, the territory hereinafter described, in order to annex it to the school municipality of Wendover & Simpson, in the same county.

The territory in question comprises lots 12 to 15 inclusively on range II; 24 to 28 inclusively on range III, all in the official cadaster of the township of Wendover.

Lots 1-A to 19 inclusively on range III; 1-G to 11-B also inclusively on range II, all in the township of Simpson.

Quebec, September 14, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58787-38-2 Superintendent of Education.

No. 1412-61.

Pont-Rouge

Application is made to detach from the school municipality of Pont-Rouge, in the county of Portneuf, lots 130 to 139 inclusively in the official cadaster of St-Basile, in order to annex the to the school municipality of the village of St-Basile, in the same county.

Quebec, September 14, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58788-38-2 Superintendent of Education.

No. 1414-61.

Frampton

Application is made to detach from the school municipality of Frampton, in the county of Dorchester, lots 1078 to 1096 inclusively in the official cadaster of the parish of Ste-Marie, and

et les lots 1213 à 1216 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph, pour les annexer à la municipalité scolaire des Sts-Anges, dans le comté de Beauce.

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58789-38-2 O.-J. DESAULNIERS.

lots 1213 to 1216 inclusively in the official cadaster of the parish of St-Joseph, in order to annex them to the school municipality of Sts-Anges, in the county of Beauce.

Quebec, September 14, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58789-38-2 Superintendent of Education.

No 963-61.

Paroisse de Notre-Dame-de-Granby (Cath.)

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Notre-Dame-de-Granby, paroisse, dans le comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la cité de Granby, dans le même comté.

Ce territoire comprend:

a) Au cadastre du canton Granby:

1° Les lots numéros 215 à 236 inclusivement dans le troisième rang de l'arpentage primitif;

2° Les lots numéros 297, 299 à 320 inclusivement dans le quatrième rang de l'arpentage primitif;

3° Les lots numéros 380, 382 à 408 inclusivement, 410 à 413 inclusivement du cinquième rang de l'arpentage primitif;

4° Les lots numéros 472 à 483 inclusivement, 485 à 492 inclusivement et les lots 494 et 495 du sixième rang de l'arpentage primitif;

5° Les numéros 590 à 596 inclusivement du septième rang de l'arpentage primitif;

6° Le lot numéro 697 du huitième rang de l'arpentage primitif;

b) Au cadastre du canton Shefford:

1° Les lots numéros 449 A, 450, 450 A et 451 à 491 inclusivement du sixième rang de l'arpentage primitif;

2° Les lots numéros 362 à 383 inclusivement du septième rang de l'arpentage primitif;

3° Les lots numéros 352, 354 et la partie des lots numéros P. 355, P. 356, P. 357, P. 359 et P. 361, comprise entre la ligne de division des septième et huitième rangs et le centre de la Rivière Yamaska (branche nord).

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58790-38-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 963-61.

Parish of Notre-Dame-de-Granby (Cath.)

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Notre-Dame-de-Granby, parish, in the county of Shefford, the territory hereinafter described, in order to annex it, for Catholic tax-payers only, to the Catholic school municipality of the city of Granby, in the same county.

This territory comprises:

a) In the cadaster of the township of Granby:

1. Lots number 215 to 236 inclusively on the third range in the first surveying;

2. Lots number 297, 299 to 320 inclusively on the fourth range in the first surveying;

3. Lots number 380, 382 to 408 inclusively, 410 to 413 inclusively on the fifth range in the first surveying;

4. Lots number 472 to 483 inclusively, 485 to 492 inclusively and lots 494 and 495 on the sixth range in the first surveying;

5. Lots number 590 to 596 inclusively on the seventh range in the first surveying;

6. Lot number 697 on the eighth range in the first surveying;

b) In the cadaster of the township of Shefford:

1. Lots number 449A, 450, 450A and 451 to 491 inclusively on the sixth range in the first surveying;

2. Lots number 362 to 383 inclusively on the seventh range in the first surveying;

3. Lots number 352, 354 and the part of lots number P. 355, P. 356, P. 357, P. 359 and P. 361, comprised between the line dividing the seventh and eighth ranges and the center of Yamaska River (north branche).

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58790-38-2 Superintendent of Education.

No 973-61.

Ste-Angèle-de-Monnoir

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, les lots 41 à 48 inclusivement et le lot 57 du cadastre officiel de Ste-Angèle-de-Monnoir, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Césaire, dans le même comté.

Québec, le 15 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58798-38-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 973-61.

Ste-Angèle-de-Monnoir

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Angèle-de-Monnoir, in the county of Rouville, lots 41 to 48 inclusively and lot 57 in the official cadaster of Ste-Angèle-de-Monnoir, in order to annex them to the school municipality of St-Césaire, in the same county.

Quebec, September 15, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58798-38-2 Superintendent of Education.

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Department of Lands and Forests Cadastre

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1117-5 et 1117-8 et 1120-1 à 1120-9, et le lot 1117-4 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58733-o

Paroisse de St-Colomb de Sillery

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery, municipalité de Cité de Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 383-64 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58733-o

Notice is hereby given that lots 1117-5 and 1117-8 and 1120-1 to 1120-9 and lot 1117-4 are cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 8, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58733-o

Parish of St-Colomb de Sillery

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery, municipality of City of Sillery, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 383-64 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 7, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58733-o

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Automobile du Comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1874 du 7 septembre 1961, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivants la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1961 au 30 septembre 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$54.60 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou

Department of Labour

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County formed under decree number 102 of January 31, 1957, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1874 of September 7, 1961, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from October 1, 1961 to September 30, 1962, this levy shall be established as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$54.60 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or

avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et de ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1961 et le 30 septembre 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Siège social: Drummondville, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1961 et le 30 septembre 1962.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,700.00
Artisans.....	1,100.00
Salariés.....	3,700.00
Honoraires d'exams.....	200.00
	\$8,700.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 500.00
Inspecteur.....	3,120.00
Frais de déplacements:	
Inspecteur.....	1,820.00
Administration.....	1,200.00
Loyer de bureau.....	240.00
Frais légaux.....	500.00
Papeterie, timbres, téléphone.....	200.00
Vérification des livres.....	120.00
Assurances et frais de cautionnement	220.00
Jetons de présence aux membres du	
Comité.....	360.00
Bureau d'examineurs.....	420.00
	\$8,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1961. 58731-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 122 du 29 février 1956, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par

before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the particulars required, he will be given five (5) days' notice the fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, for the period between October 1, 1961 and September 30, 1962.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF DRUMMOND COUNTY

Head office: Drummondville, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1, 1961 to September 30, 1962.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,700.00
Artisans.....	1,100.00
Employees.....	3,700.00
Examination fees.....	200.00
	\$8,700.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 500.00
Inspector.....	3,120.00
Travelling expenses:	
Inspector.....	1,820.00
Administration.....	1,200.00
Office rent.....	240.00
Legal charges.....	500.00
Stationery, stamps, telephone.....	200.00
Audition.....	120.00
Insurance and fidelity bond.....	220.00
Committee members attendance fees	360.00
Board of examiners.....	420.00
	\$8,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1961. 58731-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District formed, under decree number 122, of February 29, 1956, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in

l'arrêté en conseil numéro 1874 du 7 septembre 1961, section « C », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1961 au 30 septembre 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans le métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 122 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le 5 de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er octobre 1961 et le 30 septembre 1962.

Council number 1874 of September 7, 1961, section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from October 1, 1961, to September 30, 1962; it is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for a journeyman employee of their trade.

c) The employees governed by the said decree number 122, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned: the name and address of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall have the reports made out and sent to the Parity Committee no later than the 5th of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable on the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month, and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, at the office of the Parity Committee, without notice from the Committee.

The professional employer shall collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted are payable, without notice from the Committee, at the office of the Parity Committee, no later than the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, according to the preceding paragraph.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between October 1, 1961 and September 30, 1962.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT
DES CANTONS DE L'EST

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
OF THE EASTERN TOWNSHIPS
DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 1er octobre 1961
et le 30 septembre 1962.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between October 1, 1961 and
September 30, 1962.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 48,200.00
Salariés	49,500.00
Artisans	1,500.00
Location de bureau	1,200.00
Bureau d'examineurs	2,700.00
Recettes diverses	1,300.00
	\$104,400.00

Déboursés:

Salaires	\$ 47,000.00
Frais de déplacement	10,000.00
Remboursement sur emprunt	2,250.00
Intérêt sur emprunt	750.00
Jetons de présence	1,500.00
Poste et téléphone	1,200.00
Frais légaux	1,500.00
Vérification	150.00
Abonnement et publicité	200.00
Échange de banque	1,200.00
Impressions et papeterie	1,500.00
Ameublement	400.00
Frais de déplacement (délégués)	1,000.00
Assurances générales	400.00
Bureaux d'examineurs	5,000.00
Assurance chômage	400.00
Entretien des machines	5,500.00
Centre Consultatif	400.00
Chauffage, électricité, assurances, taxes, etc.	3,000.00
Assurance groupe et maladie	2,000.00
Plan de pension	1,800.00
Commission du Salaire minimum	750.00
Subvention à la Commission d'Ap- prentissage	15,000.00
Divers	1,500.00
	\$104,400.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 48,200.00
Employees	49,500.00
Artisans	1,500.00
Rental	1,200.00
Board of examiners	2,700.00
Various receipts	1,300.00
	\$104,400.00

Disbursements:

Salaries	\$ 47,000.00
Travelling expenses	10,000.00
Loan reimbursement	2,250.00
Interest on loan	750.00
Meeting expenses	1,500.00
Postage and telephone	1,200.00
Legal fees	1,500.00
Audition	150.00
Subscription and Publicity	200.00
Bank exchange	1,200.00
Printing and stationery	1,500.00
Equipment	400.00
Travelling expenses (delegates)	1,000.00
General Insurances	400.00
Board of examiners	5,000.00
Unemployment insurance	400.00
Machines upkeep	5,500.00
Information service	400.00
Heating, electricity, insurance, taxes, etc.	3,000.00
Group and sickness insurance	2,000.00
Pension plan	1,800.00
Minimum Wage Commission	750.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	15,000.00
Miscellaneous	1,500.00
	\$104,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 septembre 1961. 58731-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 23, 1961. 58731-o

Nominations

Appointments

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1520, en date du 6 juillet 1961, MM. A. Maxwell Boulton, 507, Place d'Armes, Guillaume Geoffron, 1200, rue St-Alexandre, John G. Kirpatrick, 360, rue St-Jacques, ouest, Gerald E. LeDain, 10, rue St-Jacques, ouest, Henri-Paul Lemay, 132, rue St-Jacques, ouest, Lawrence G. McDougall, 505, rue Dorchester, ouest, tous six de Montréal, René Bédard, 34, rue Gamble, est, Rouyn, Roger Kronstrom, 11, avenue Bégin, Lévis, et Albert Leblanc, 44, rue Ste-Cécile, Valleyfield, tous neuf avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 1520, dated July 6, 1961, to appoint Messrs A. Maxwell Boulton, 507 Place d'Armes, Guillaume Geoffron, 1200 St-Alexandre St., John G. Kirpatrick, 360 St. James St. west, Gerald E. LeDain, 10 St. James St. west, Henri-Paul Lemay, 132 St. James St. west, Lawrence G. McDougall, 505 Dorchester St. west, all six of Montreal, René Bédard, 34 Gamble St. east, Rouyn, Roger Kronstrom, 11 Bégin Avenue, Lévis, and Albert Leblanc, 44 Ste-Cécile St., Valleyfield, all nine advocates and members of the Bar of the Province, Queen's Counsel.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commission under the Great Seal of the province, to make the following appointments:

Québec, le 30 juin 1961.

M. Esdras Laforest, de Saint-Jean: shérif du district d'Iberville et commissaire *per dedimus potestatem*, à compter du 16 juillet 1961.

Québec, le 13 juillet 1961.

M. Alan B. Gold, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Montréal: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15), à compter du 1er août 1961, juge de district avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2, Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la cité de Montréal ou dans les environs, ledit M. Alan B. Gold, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme juge de district, étant aussi autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, à compter du 1er août 1961, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Québec, le 11 août 1961.

M. Nelson Pierce, employé de Tapatco Limited, d'Ayer's Cliff: commissaire pour tenir, avec MM. Alfred Longpré et William Thompson, la Cour des commissaires du village d'Ayer's Cliff, dans le district électoral de Stanstead.

Québec, le 18 août 1961.

M. Blaise Fournier, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Rivière-du-Loup: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15), à compter du 1er septembre 1961, juge de district avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Kamouraska, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la cité de Rivière-du-Loup ou dans les environs, ledit M. Blaise Fournier, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme juge de district, étant aussi autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, à compter du 1er septembre 1961, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

53730-0

RAYMOND DOUVILLE.

Quebec, June 30, 1961.

Mr. Esdras Laforest, of Saint John's: sheriff of the district of Iberville, and commissioner *per dedimus potestatem*, from and after July 16, 1961.

Quebec, July 13, 1961.

Mr. Alan B. Gold, advocate and Queen's Counsel, of the city of Montreal: appointed, pursuant to section 267 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15), from and after August 1, 1961, district judge with jurisdiction over the entire province, but particularly, and without restriction, in the judicial district of Montreal, and to act, in the province, according to section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate in such matters as concern the jurisdictions conferred by the acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or the surrounding district, the said Mr. Alan B. Gold, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council, as district judge, also being authorized to exercise, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, from and after August 1, 1961, jurisdiction as a magistrate under part XVI of this Criminal Code.

Quebec, August 11, 1961.

Mr. Nelson Pierce, employee of "Tepatco Limited", of Ayer's Cliff: commissioner, to hold, with Messrs Alfred Longpré and William Thompson, commissioners' Court in the village of Ayer's Cliff, in the electoral district of Stanstead.

Quebec, August 18, 1961.

Mr. Blaise Fournier, advocate and Queen's Counsel, of the city of Rivière-du-Loup: appointed, pursuant to section 267 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15), from and after September 1, 1961, district judge with jurisdiction in the entire province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Kamouraska, and to act, in the province, according to section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate with respect to the jurisdictions conferred by the Acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Rivière-du-Loup or the surrounding district, the said Mr. Blaise Fournier, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council, as district judge, also being authorized to exercise, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, from and after September 1, 1961, jurisdiction as a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

53730

Assistant Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur
général,
C.-E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit

de la municipalité du village de Lafontaine, dans le comté municipal de Terrebonne, et de l'annexer à la municipalité de Lesage, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 9 août 1961, portant le numéro 1707, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité du village de Lafontaine, comprenant une partie des lots 279 et 280 et leurs subdivisions présentes et futures, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, et dont le périmètre se décrit comme suit, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-ouest du lot 280; de là, en référence au susdit cadastre officiel, successivement, les lignes suivantes: la ligne séparative des lots 280 et 283 en allant vers l'est sur une longueur de 2309' pieds; une ligne traversant le lot 280 jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 279 et 280, à 2440' pieds du coin sud-ouest du lot 280; ladite ligne séparative des lots 279 et 280, en allant vers l'ouest, sur une distance de 516.3' pieds; une ligne traversant le lot 279 jusqu'à un point de la ligne sud du lot 279, à 2043' pieds du coin sud-ouest dudit lot; la ligne sud du lot 279, en allant vers l'ouest, et enfin, la ligne séparant les lots 279 et 280 des lots 308 et 309, jusqu'au point de départ, lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du village de Lafontaine, dans le comté municipal de Terrebonne, et sera annexé à la municipalité de Lesage, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Juge de la Cour du Banc de la Reine, Administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality

of the village of Lafontaine, in the municipal county of Terrebonne, and to annex it to the municipality of Lesage, in the same municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated August 9, 1961, bearing number 1707, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact,

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of the village of Lafontaine, including a part of lots 279 and 280 and their present and future subdivisions, in the official cadaster of the parish of Saint-Jérôme, and the perimeter of which is described as follows: starting from the summit of the northwest angle of lot 280; thence, with reference to the above-mentioned official cadaster, successively, the following lines: the line separating lots 280 and 283 going towards the east along a length of 2309' feet; a line crossing lot 280 as far as a point on the line separating lots 279 and 280 at a distance of 2440' feet from the southwest corner of lot 280; the said line separating lots 279 and 280, going towards the west, along a length of 516.3' feet; a line crossing lot 279 as far as a point on the south line of lot 279, at a distance of 2043' feet from the southwest corner of said lot; the south line of lot 279, going towards the west and finally, the line separating lots 279 and 280 from lots 308 and 309, as far as the starting point, which territory will be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* detached from the municipality of the village of Lafontaine, in the municipal county of Terrebonne, and will be annexed to the municipality of Lesage, in the same municipal county.

THAT this proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved The Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench, administrator of the government of the Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this

Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
58730-o RAYMOND DOUVILLE.

thirtieth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
58730 Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Village de Beaulac Comté de Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Donat Dubois, secrétaire-trésorier, Garthby Station, comté de Wolfe, jusqu'à 8.30 heures du soir, jeudi, le 12 octobre 1961, pour l'achat de \$52,500 d'obligations du village de Beaulac, comté de Wolfe, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 103 — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$52,500 — 10 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	\$4,500
1er novembre 1963.....	4,500
1er novembre 1964.....	5,000
1er novembre 1965.....	5,000
1er novembre 1966.....	5,000
1er novembre 1967.....	5,500
1er novembre 1968.....	5,500
1er novembre 1969.....	5,500
1er novembre 1970.....	6,000
1er novembre 1971.....	6,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à dix ans seulement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Garthby, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 12 octobre 1961, à 8.30 heures du soir, dans la salle de l'école, Garthby, comté de Wolfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Garthby, (Comté de Wolfe), ce 15 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-DONAT DUBOIS.

Adresse postale: C.P. 64,
Garthby-Station, (Wolfe), P.Q.

Téléphone: 18 sonnez 2.

58771-o

Tenders

Village of Beaulac County of Wolfe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Donat Dubois, secretary-treasurer, Garthby Station, county of Wolfe, until 8:30 o'clock p.m. Thursday, October 12, 1961, for the purchase of an issue of \$52,500 of bonds for the village of Beaulac, county of Wolfe, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1, and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 103 — Loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$52,500 — 10 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	\$4,500
November 1, 1963.....	4,500
November 1, 1964.....	5,000
November 1, 1965.....	5,000
November 1, 1966.....	5,000
November 1, 1967.....	5,500
November 1, 1968.....	5,500
November 1, 1969.....	5,500
November 1, 1970.....	6,000
November 1, 1971.....	6,000

Please note that tenders are called for ten years only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Garthby, county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, October 12, 1961, at 8:30 o'clock p.m., in the School hall, Garthby, county of Wolfe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Garthby, (County of Wolfe), September 15, 1961.

J.-DONAT DUBOIS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 64,
Garthby-Station, (Wolfe), P.Q.

Telephone: 18 R 2.

58771

Ville de Chibougamau
Comté d'Abitibi-Est

Town of Chibougamau
County of Abitibi-East

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Germain-M. Julien, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 10 octobre 1961, à Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, pour l'achat de \$540,000 d'obligations de la ville de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 63, tel que modifié — travaux de pavage, travaux d'égouts, travaux de voirie, travaux d'électricité, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$540,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962	\$15,000
1er novembre 1963	16,000
1er novembre 1964	16,000
1er novembre 1965	17,000
1er novembre 1966	19,000
1er novembre 1967	20,000
1er novembre 1968	21,000
1er novembre 1969	22,000
1er novembre 1970	23,000
1er novembre 1971	25,000
1er novembre 1972	26,000
1er novembre 1973	28,000
1er novembre 1974	30,000
1er novembre 1975	31,000
1er novembre 1976	33,000
1er novembre 1977	35,000
1er novembre 1978	37,000
1er novembre 1979	40,000
1er novembre 1980	42,000
1er novembre 1981	44,000

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Germain-M. Julien, secretary-treasurer, Town Hall, until 7:30 o'clock p.m. on Tuesday, October 10, 1961, at Chibougamau, county of Abitibi-East, for the purchase of an issue of \$540,000 of bonds for the town of Chibougamau, county of Abitibi-East, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 63, as modified — works of paving, work on sewers, roadwork, electrical works, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$540,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962	\$15,000
November 1, 1963	16,000
November 1, 1964	16,000
November 1, 1965	17,000
November 1, 1966	19,000
November 1, 1967	20,000
November 1, 1968	21,000
November 1, 1969	22,000
November 1, 1970	23,000
November 1, 1971	25,000
November 1, 1972	26,000
November 1, 1973	28,000
November 1, 1974	30,000
November 1, 1975	31,000
November 1, 1976	33,000
November 1, 1977	35,000
November 1, 1978	37,000
November 1, 1979	40,000
November 1, 1980	42,000
November 1, 1981	44,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chibougamau, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 octobre 1961 à 7.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, Chibougamau, comté d'Abitibi-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chibougamau, county of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, October 10, 1961, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, Chibougamau, county of Abitibi-East.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chibougamau, (Comté d'Abitibi-Est), ce 14 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GERMAIN-M. JULIEN.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, B.P. 876,

Chibougamau, (Abitibi-Est), P.Q.

Téléphone: 2828.

58772-0

Cité de Dorval

Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand DeTorchio, greffier, Hôtel de Ville, 40 avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 10 octobre 1961, pour l'achat de \$1,750,000 d'obligations de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 497 — \$110,000, consolidation de dépenses additionnelles encourues dans l'exécution de travaux publics; 499 — \$116,000, achat d'équipement; 500 — \$51,500, travaux d'améliorations locales; 501 — \$281,000, travaux d'égouts et stations de pompage; 502 — \$20,500, dépenses additionnelles dans l'exécution de travaux d'améliorations locales; 508 — \$4,800, installation de clôtures et travaux de drainage; 511 — \$850,000, agrandissement de l'usine de filtration; 515 — \$88,200, travaux d'améliorations locales; 516 — \$8,000, travaux d'améliorations locales; 517 — \$77,000, travaux d'améliorations locales; 518 — \$6,500, travaux d'améliorations locales; et 519 — \$136,500, travaux d'améliorations locales.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,750,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962	\$29,000
1er novembre 1963	32,000
1er novembre 1964	33,000
1er novembre 1965	36,000
1er novembre 1966	37,000
1er novembre 1967	39,000
1er novembre 1968	42,000
1er novembre 1969	45,000
1er novembre 1970	48,000
1er novembre 1971	50,000
1er novembre 1972	54,000
1er novembre 1973	56,000
1er novembre 1974	61,000
1er novembre 1975	64,000
1er novembre 1976	68,000
1er novembre 1977	72,000
1er novembre 1978	77,000
1er novembre 1979	81,000
1er novembre 1980	86,000
1er novembre 1981	740,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

Chibougamau, (County of Abitibi-East), September 14, 1961.

GERMAIN-M. JULIEN,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

Town Hall, P.O.B. 876,

Chibougamau, (Abitibi-East), P.Q.

Telephone: 2828.

58772

City of Dorval

County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand DeTorchio, city-clerk, Town Hall, 40 Martin avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, October 10, 1961, for the purchase of an issue of \$1,750,000 of bonds for the city of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962, to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 497 — \$110,000, consolidation of additional expenditures incurred in the execution of public works; 499 — \$116,000, purchase of equipment; 500 — \$51,500, local improvement works; 501 — \$281,000, works on sewers and pumping stations; 502 — \$20,500, additional expenditures in the execution of local improvement works; 508 — \$4,800, erection of fences and drainage works; 511 — \$850,000, extension of the filtration plant; 515 — \$88,200, local improvement works; 516 — \$8,000, local improvement works; 517 — \$77,000, local improvement works; 518 — \$6,500, local improvement works; and 519 — \$136,500, local improvement works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,750,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962	\$29,000
November 1, 1963	32,000
November 1, 1964	33,000
November 1, 1965	36,000
November 1, 1966	37,000
November 1, 1967	39,000
November 1, 1968	42,000
November 1, 1969	45,000
November 1, 1970	48,000
November 1, 1971	50,000
November 1, 1972	54,000
November 1, 1973	56,000
November 1, 1974	61,000
November 1, 1975	64,000
November 1, 1976	68,000
November 1, 1977	72,000
November 1, 1978	77,000
November 1, 1979	81,000
November 1, 1980	86,000
November 1, 1981	740,000

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by

chèque visé, payable au pair à Dorval, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 octobre 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de ville, 40 avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, (Comté de Jacques-Cartier), ce 15 septembre 1961.

Le Greffier,

ARMAND DELTORCHIO,

Hôtel de Ville, 40 avenue Martin,

Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: MELrose 1-1857.

58773-0

Canton de Dunham

Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Bourassa, secrétaire-trésorier, canton de Dunham, comté de Missisquoi, jusqu'à 2.30 heures p.m., jeudi, le 12 octobre 1961, pour l'achat de \$129,500 d'obligations du canton de Dunham, comté de Missisquoi, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 68, tel que modifié — Émission de renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$129,500 — 9 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	\$12,500
1er novembre 1963.....	13,000
1er novembre 1964.....	13,500
1er novembre 1965.....	14,000
1er novembre 1966.....	14,500
1er novembre 1967.....	15,000
1er novembre 1968.....	16,000
1er novembre 1969.....	16,500
1er novembre 1970.....	14,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dunham, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

certified cheque payable at par at Dorval, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 10, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 40 Martin avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval, (County of Jacques-Cartier), September 15, 1961.

ARMAND DELTORCHIO,

City-Clerk.

Town Hall, 40 Martin avenue,

Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: MELrose 1-1857.

58773

Township of Dunham

County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Bourassa, secretary-treasurer, township of Dunham, county of Missisquoi, until 2:30 o'clock p.m., on Thursday, October 12, 1961, for the purchase of an issue of \$129,500 of bonds for the township of Dunham, county of Missisquoi, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 68, as amended — Issue of loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$129,500 — 9 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	\$12,500
November 1, 1963.....	13,000
November 1, 1964.....	13,500
November 1, 1965.....	14,000
November 1, 1966.....	14,500
November 1, 1967.....	15,000
November 1, 1968.....	16,000
November 1, 1969.....	16,500
November 1, 1970.....	14,500

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dunham, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu jeudi, le 12 octobre 1961, à 2.30 heures p.m., à l'Hôtel de ville, canton de Dunham, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dunham, (Comté de Missisquoi), ce 15 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN BOURASSA.

Hôtel de ville,

Canton de Dunham, (Missisquoi), P.Q.

Téléphone: 295-2418. 58774-0

Les commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Hudson Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, B. S. Mowatt, secrétaire-trésorier, « Hudson High School », Hudson, comté de Vaudreuil-Soulanges, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, 11 octobre 1961, pour l'achat de \$117,000 d'obligations des commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Hudson, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 31 mai 1961, telle qu'amendée — une annexe au « High School » et réfection de celui-ci.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$117,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962.....	x \$16,000
1er octobre 1963.....	x 16,500
1er octobre 1964.....	x 17,500
1er octobre 1965.....	x 18,500
1er octobre 1966.....	2,000
1er octobre 1967.....	2,000
1er octobre 1968.....	2,000
1er octobre 1969.....	2,000
1er octobre 1970.....	2,500
1er octobre 1971.....	2,500
1er octobre 1972.....	2,500
1er octobre 1973.....	3,000
1er octobre 1974.....	3,000
1er octobre 1975.....	3,000
1er octobre 1976.....	3,500
1er octobre 1977.....	3,500
1er octobre 1978.....	4,000
1er octobre 1979.....	4,000
1er octobre 1980.....	4,500
1er octobre 1981.....	4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$71,960.80 accordé par le Gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$17,990.20 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, October 12, 1961, at 2:30 o'clock p.m., at the City Hall, township of Dunham, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dunham, (County of Missisquoi), September 15, 1961.

JEAN BOURASSA,
Secretary-Treasurer.

City Hall,

Township of Dunham, (Missisquoi), P.Q.

Telephone: 295-2418. 58774-0

The (protestant) school commissioners for the municipality of Hudson County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, B. S. Mowatt, secretary-treasurer, Hudson High School, Hudson, county of Vaudreuil-Soulanges, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, October 11, 1961, for the purchase of an issue of \$117,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of Hudson, county of Vaudreuil-Soulanges, dated October 1, 1961 and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not inferior to 5% nor exceeding 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 31, 1961, as amended — an extension to and remodelling of the High School.

For adjudication purpose only, interest shall be calculated from as October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$117,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962.....	x \$16,000
October 1, 1963.....	x 16,500
October 1, 1964.....	x 17,500
October 1, 1965.....	x 18,500
October 1, 1966.....	2,000
October 1, 1967.....	2,000
October 1, 1968.....	2,000
October 1, 1969.....	2,000
October 1, 1970.....	2,500
October 1, 1971.....	2,500
October 1, 1972.....	2,500
October 1, 1973.....	3,000
October 1, 1974.....	3,000
October 1, 1975.....	3,000
October 1, 1976.....	3,500
October 1, 1977.....	3,500
October 1, 1978.....	4,000
October 1, 1979.....	4,000
October 1, 1980.....	4,500
October 1, 1981.....	4,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$71,960.80 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$17,990.20 each, from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hudson, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, 11 octobre 1961, à 8 heures p.m., au « Hudson High School », Hudson, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hudson, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 14 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
B. S. MOWATT.

Adresse postale: B.P. 208,

Hudson, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.

Téléphone: BELmont-6-5729. 58775-0

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de Shipshaw
Comté de Jonquière-Kénogami**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Rosaire Villeneuve, secrétaire-trésorier, Shipshaw, comté de Jonquière-Kénogami, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 9 octobre 1961, pour l'achat de \$135,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shipshaw, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 19 juin 1961, telle que modifiée — construction d'une école de 8 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:
Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	x \$20,000
1er novembre 1963.....	x 21,000
1er novembre 1964.....	x 22,000
1er novembre 1965.....	x 23,500
1er novembre 1966.....	2,000
1er novembre 1967.....	2,000
1er novembre 1968.....	2,000
1er novembre 1969.....	2,000
1er novembre 1970.....	2,500
1er novembre 1971.....	2,500
1er novembre 1972.....	2,500
1er novembre 1973.....	3,000
1er novembre 1974.....	3,000
1er novembre 1975.....	3,000

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Hudson, county of Vaudreuil-Soulanges.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 11, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at Hudson High School, Hudson, county of Vaudreuil-Soulanges.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hudson, (County of Vaudreuil-Soulanges), September 14, 1961.

B. S. MOWATT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 208,

Hudson, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.

Téléphone: BELmont-6-5729. 58775

**The school commissioners for the
municipality of Shipshaw
County of Jonquière-Kénogami**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosaire Villeneuve, secretary-treasurer, Shipshaw, county of Jonquière-Kénogami, until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 9, 1961, for the purchase of an issue of \$135,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Shipshaw, county of Jonquière-Kénogami, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maritimes.

Resolution dated June 19, 1961, as amended — construction of a 8 class school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:
Table of redemption — \$135,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	x \$20,000
November 1, 1963.....	x 21,000
November 1, 1964.....	x 22,000
November 1, 1965.....	x 23,500
November 1, 1966.....	2,000
November 1, 1967.....	2,000
November 1, 1968.....	2,000
November 1, 1969.....	2,000
November 1, 1970.....	2,500
November 1, 1971.....	2,500
November 1, 1972.....	2,500
November 1, 1973.....	3,000
November 1, 1974.....	3,000
November 1, 1975.....	3,000

1er novembre 1976.....	\$ 3,500
1er novembre 1977.....	3,500
1er novembre 1978.....	4,000
1er novembre 1979.....	4,000
1er novembre 1980.....	4,500
1er novembre 1981.....	4,500

November 1, 1976.....	\$ 3,500
November 1, 1977.....	3,500
November 1, 1978.....	4,000
November 1, 1979.....	4,000
November 1, 1980.....	4,500
November 1, 1981.....	4,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$92,124.70, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements dont un de \$23,031.19 et trois de \$23,031.17 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 9 octobre 1961 à 8 heures du soir, en la salle de l'école de St-Jean-Vianney, à Shipshaw, comté de Jonquière-Kénogami.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shipshaw, (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 14 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROSAIRE VILLENEUVE.

R.R. 4, Via-Jonquière-Kénogami,
Shipshaw, P.Q.

Téléphone: 547-8965 chez
M. J. M. Coulombe.

58776-o

Cité de Ste-Foy
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Noël Perron, greffier, Hôtel de Ville, 200, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 11 octobre 1961, pour l'achat de \$1,232,000 d'obligations de la cité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: V-492, \$25,000 — travaux de pavage; V-511, \$25,000 — travaux d'aqueduc et d'égouts; V-512, \$110,000 — travaux d'aqueduc; V-516, \$38,000 — travaux de voirie, et pavage; No 526, tel que modifié, \$10,200 — travaux d'aqueduc et d'égouts; No 528, \$7,800 — travaux d'aqueduc et d'égouts; No 537, \$79,000 — pavage et chaînes de rues; No 542, \$29,000 — pavage et chaînes de rues;

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$92,124.70, granted by the Provincial Government and payable in four instalments one of which of \$23,031.19 and three of \$23,031.17 each, from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 9, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the hall of the St-Jean-Vianney school, at Shipshaw, county of Jonquière-Kénogami.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Shipshaw, (County of Jonquière-Kénogami), September 14, 1961.

ROSAIRE VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

R.R. 4, Via-Jonquière-Kénogami,
Shipshaw, P.Q.

Telephone: 547-8965 c/o
Mr. J. M. Coulombe.

58776

City of Ste-Foy
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Noël Perron, city-clerk, Town Hall, 200 de l'Église road, Ste-Foy, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, October 11, 1961, for the purchase of an issue of \$1,232,000 of bonds for the city of Ste-Foy, county of Quebec, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: V-492, \$25,000 — paving works; V-511, \$25,000 — aqueduct and sewer works; V-512, \$110,000 — aqueduct works; V-516, \$38,000 — road and paving works; No. 526, as amended, \$10,200 — aqueduct and sewer works; No. 528, \$7,800 — aqueduct and sewer works; No. 537, \$79,000 — paving and street curbs; No. 542, \$29,000 — paving and street curbs; No. 543, \$19,000 — paving and street

No 543, \$19,000 — pavage et chaînes de rues;
No 546, \$67,000 — pavage et chaînes de rues;
No 554, \$105,000 — aménagement du Chemin
Gomin et d'une partie de l'Avenue Fournier;
No 557, \$670,000 — achat de terrains pour la
construction d'un centre civique, construction
d'une piscine et aménagement de terrains de
jeux; No 562, \$47,000 — travaux de réfections
de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt
sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,232,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962	\$ 20,500
1er novembre 1963	21,500
1er novembre 1964	23,000
1er novembre 1965	24,000
1er novembre 1966	26,000
1er novembre 1967	28,000
1er novembre 1968	29,500
1er novembre 1969	31,000
1er novembre 1970	33,000
1er novembre 1971	34,500
1er novembre 1972	36,500
1er novembre 1973	39,000
1er novembre 1974	41,500
1er novembre 1975	44,000
1er novembre 1976	47,000
1er novembre 1977	49,500
1er novembre 1978	52,000
1er novembre 1979	55,500
1er novembre 1980	59,000
1er novembre 1981	537,000

On est prié de noter que les soumissions sont
demandées pour des titres à vingt ans seulement
et que les offres qui seront faites pour des titres à
courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obliga-
tions, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par
chèque visé, payable au pair à Ste-Foy, comté de
Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à
toutes les succursales dans la province de Québec,
dans la banque dont le nom est mentionné dans
la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau
principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables
par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée
d'un chèque accepté égal à 1% du montant de
l'emprunt et devra spécifier si le prix offert
comprend ou ne comprend pas les intérêts courus
sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées
à une séance du conseil qui sera tenue mercredi,
le 11 octobre 1961 à 8 heures du soir, à l'Hôtel
de Ville, Ste-Foy, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni
la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 15 septembre
1961.

Le Greffier,
Me NOËL PERRON.

Hôtel de Ville,
200, Route de l'Église,
Ste-Foy, (Québec), P.Q.
Téléphone: OL-3-5211.

58777-o

Ville de Beauport
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que
des soumissions cachetées et endossées « Sou-
missions pour obligations » seront reçues par
le soussigné Georges-E. Boutet, secrétaire-
trésorier, Hôtel de ville, 577, Avenue Royale,

curbs; No. 546, \$67,000.—paving and street
curbs; No. 554, \$105,000 — arrangement of the
Gomin road and of part of Fournier avenue;
No. 557, \$670,000 — purchase of land for the
construction of a civic center, construction of a
swimming pool and setting up of playgrounds;
No. 562, \$47,000 — works on road repairs.

For adjudication purposes only, interest shall
be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,232,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962	\$ 20,500
November 1, 1963	21,500
November 1, 1964	23,000
November 1, 1965	24,000
November 1, 1966	26,000
November 1, 1967	28,000
November 1, 1968	29,500
November 1, 1969	31,000
November 1, 1970	33,000
November 1, 1971	34,500
November 1, 1972	36,500
November 1, 1973	39,000
November 1, 1974	41,500
November 1, 1975	44,000
November 1, 1976	47,000
November 1, 1977	49,500
November 1, 1978	52,000
November 1, 1979	55,500
November 1, 1980	59,000
November 1, 1981	537,000

Please note that tenders are called for twenty
years only and that offers for short-terms bonds
shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the
bonds, principal and accrued interest, if any,
by certified cheque payable at par at Ste-Foy,
county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches
in the Province of Quebec of the bank mentioned
in the loan procedure as well as at the head office
of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by
anticipation.

Each tender must be accompanied by a cer-
tified cheque equal to 1% of the amount of the
present issue and must specify whether interest
accrued on the bonds to the date of their delivery
is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a
meeting of the council to be held on Wednesday,
October 11, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the
City Hall, Ste-Foy, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the
highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), September 15,
1961.

Me NOËL PERRON,
City-clerk.

Town Hall,
200 de l'Église road,
Ste-Foy, (Quebec), P.Q.
Téléphone: OL-3-5211.

58777

Town of Beauport
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed
tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be
received by the undersigned Georges-E. Boutet,
secretary-treasurer, Town Hall, 577 Royale
avenue, Beauport, county of Quebec, until 8:00

Beauport, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 10 octobre 1961, pour l'achat de \$325,000 d'obligations de la ville de Beauport, comté de Québec, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 288, au montant de \$90,000, tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts, travaux de voirie, achat de terrains, construction de trottoirs; 289, au montant de \$235,000, tel que modifié — aqueduc et égouts, construction de trottoirs, construction der rues et pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$325,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er novembre 1962	\$ 8,000
1er novembre 1963	8,000
1er novembre 1964	8,000
1er novembre 1965	8,000
1er novembre 1966	9,000
1er novembre 1967	10,000
1er novembre 1968	11,000
1er novembre 1969	11,000
1er novembre 1970	11,000
1er novembre 1971	13,000
1er novembre 1972	13,000
1er novembre 1973	14,000
1er novembre 1974	14,000
1er novembre 1975	15,000
1er novembre 1976	16,000
1er novembre 1977	16,000
1er novembre 1978	18,000
1er novembre 1979	19,000
1er novembre 1980	20,000
1er novembre 1981	83,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à plus courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 10 octobre, 1961, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de ville, 577, Avenue Royale, Beauport, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport, (Comté de Québec), ce 19 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. BOUTET.

Hôtel de ville, 577, Avenue Royale,
Beauport, (Québec), P.Q.

Téléphone: 663-3094.

58810-0

o'clock p.m. Tuesday, October 10, 1961, for the purchase of an issue of \$325,000 of bonds for the town of Beauport, county of Quebec, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 288, to the amount of \$90,000, as amended — aqueduct and sewer works, road works, purchase of land, construction of sidewalks; 289, to the amount of \$235,000, as modified — aqueduct and sewers, construction of sidewalks, construction of streets and paving.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$325,000 — 20 years	
Year	Capital
November 1, 1962	\$ 8,000
November 1, 1963	8,000
November 1, 1964	8,000
November 1, 1965	8,000
November 1, 1966	9,000
November 1, 1967	10,000
November 1, 1968	11,000
November 1, 1969	11,000
November 1, 1970	11,000
November 1, 1971	13,000
November 1, 1972	13,000
November 1, 1973	14,000
November 1, 1974	14,000
November 1, 1975	15,000
November 1, 1976	16,000
November 1, 1977	16,000
November 1, 1978	18,000
November 1, 1979	19,000
November 1, 1980	20,000
November 1, 1981	83,000

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short or term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 10, 1961, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 577 Royale avenue, Beauport, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauport, (County of Quebec), September 19, 1961.

GEORGES-E. BOUTET,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 577 Royale avenue,
Beauport, (Quebec), P.Q.

Téléphone: 663-3094.

58810

Syndicats professionnels

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Rimouski

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Rimouski », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 31 août 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58740-0

RAYMOND DOUVILLE.

Groupeement Régional No 4 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 19 avril 1947, autorisé le changement de nom de « Association des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée Yamaska-Richelieu », dont la constitution a été autorisée le 29 septembre 1943, avec siège social à Saint-Hyacinthe, en celui de « Groupeement Régional No 4 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

Groupeement Régional No 11 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 19 avril 1947, autorisé le changement de nom de « L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région du Nord-Ouest Québécois », dont la constitution a été autorisée le 10 novembre 1943, avec siège social à Rouyn, en celui de « Groupeement Régional No 11 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

Groupeement Régional No 15 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 19 avril 1947, autorisé le changement de nom de « L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Laurentides », dont la constitution a été autorisée le 10 décembre 1943, avec siège social à Saint-Jovite, en celui de « Groupeement Régional No 15 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 14 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58730-0

RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicates

L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Rimouski

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Rimouski", has been authorized by the Provincial Secretary on August 31, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Quebec, September 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58740

Assistant Secretary of the Province.

Groupeement Régional No 4 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 19, 1947, authorized the changing of the name of "Association des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée Yamaska-Richelieu", the incorporation of which was authorized on September 29, 1943, with head office at Saint Hyacinthe, to "Groupeement Régional No 4 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, September 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

Groupeement Régional No 11 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 19, 1947, authorized the changing of the name of "L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région du Nord-Ouest Québécois", the incorporation of which was authorized on November 10, 1943, with head office at Rouyn, to "Groupeement Régional No 11 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 141, chapter 162).

Quebec, September 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

Groupeement Régional No 15 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 19, 1947, authorized the changing of the name of "L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Laurentides", the incorporation of which was authorized on December 10, 1943, with head office at Saint-Jovite, to "Groupeement Régional No 15 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, September 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58730

Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés**Canadian Pacific Express Company**

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1960, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company » à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques, au plus haut enchérisseur, par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures de l'avant-midi, le deuxième jour de novembre 1961, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ont., le 12 septembre 1961.

Canadian Pacific Express Company,

Le Surintendant général,

58685-37-6-o

F. A. DOYLE.

Sale of Unclaimed Goods**Canadian Pacific Express Company**

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1960, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the second day of November, 1961, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ont., September 12, 1961.

Canadian Pacific Express Company,

F. A. DOYLE,

General Superintendent.

58685-37-6-o

Vente par licitation**Angers vs Leclerc**

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 112-166. Marc Angers, demandeur *es-qualité*, *vs* Agenor Leclerc, défendeur *es-qualité*.

Avis de licitation

Le SEIZE OCTOBRE 1961, à DIX heures a.m., devant le protonotaire de la Cour Supérieure, district de Québec, à son bureau au Palais de Justice, en la cité de Québec, en exécution d'un jugement rendu par ce Tribunal le 22e jour d'août 1961, dans l'instance engagée entre: Marc Angers, comptable de la cité de Québec, en sa qualité de syndic à la faillite de Agenor Leclerc, manufacturier, faisant affaires seul sous les raisons sociales de « Les Ateliers Leclerc Enrg. », et « Leclerc Truck Equipment Reg'd. », 229, 7ième Rue Est, Charlesbourg, P.Q., demandeur *es-qualité*, *vs* Agenor Leclerc, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à sa fille mineure Huguette Leclerc, défendeur *es-qualité*, cause numéro 112-166, Cour Supérieure, district de Québec, il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques, de l'immeuble ci-après:

« Partie du lot numéro six cent quatre-vingt-sept (687) maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro trente-quatre des subdivisions dudit lot originaire numéro six cent quatre-vingt-sept (687-34) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec, borné au nord-est par le lot No 687-A, au sud-est par le lot No 687-15, étant une rue connue sous le nom de 35e Rue Est, au sud-ouest par le lot No 682, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances », sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre, d'une consignation de \$200.00.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées, au plus tard le 12ème jour avant la date de la licitation, et les oppositions à fin de conserver, dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance ou forclusion.

Québec, le 30 août 1961.

Le Procureur du demandeur es-qualité,

58625-36-2-o

SIMON LAVERDIÈRE.

Sale by Licitiation**Angers vs Leclerc**

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 112-166. Marc Angers, plaintiff, *es-quality* *vs* Agenor Leclerc, defendant *es-quality*.

Notice of licitation

On OCTOBER SIXTEEN, 1961, at TEN o'clock a.m., before the Prothonotary of the Superior Court, district of Quebec, at his office in the Court House, in the city of Quebec, in the carrying out of a judgment rendered by this court on August 22, 1961, in the suit-at-law entered into between: Marc Angers, accountant of the city of Quebec, in his capacity as trustee in the bankruptcy of Agenor Leclerc, manufacturer, carrying on business alone under the firm names of "Les Ateliers Leclerc Enrg.", and "Leclerc Truck Equipment Reg'd", 229, 7th St. East, Charlesbourg, P.Q., plaintiff *es-quality*, *vs* Agenor Leclerc, of the city of Quebec, in his capacity as tutor to his minor daughter, Huguette Leclerc, defendant *es-quality*, case number 112-166, Superior Court, district of Quebec, the following immoveable will be adjudged by licitation at the public auction:

"Part of lot number six hundred and eighty-seven (687), now known and designated as being lot number thirty-four of the subdivisions of said original lot number six hundred and eighty-seven (687-34) in the official plan and book of reference of the cadaster of Charlesbourg parish, in the county of Quebec, bounded on the northeast by lot No. 687-A, on the southeast by lot No. 687-15, being a street known under the name 35th St. East, on the southwest by lot No. 682, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies", subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Court.

Every bidder must accompany his offer with a deposit of \$200.00.

All oppositions to the sale, if there are any, must be formed, at the latest, the 12th day before the date of the licitation, and oppositions for payment, in the 6 days following the adjudication, under penalty of forfeiture or foreclosure.

Québec, August 30, 1961.

SIMON LAVERDIÈRE,

58625-36-2 Attorney for the plaintiff *es-quality*.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { **EMILIEN GRENIER**,
No 8990. { commerçant, domicilié en
la cité de Magog, district de
St-François, faisant affaires sous les nom et raison sociale de N. H. Grenier, Enrg., en la cité de Magog, district de St-François, demandeur *vs* LAKE VIEW HOUSE, incorporé, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Orford Lake, district de Bedford, défenderesse, et monsieur le REGISTRATEUR, pour le comté de Brome, résidant à Sweetsburg, district de Bedford, mis-en-cause.

« Les lots ou parties des lots 1629 et 1461 du canton de Bolton, comté de Brome, situés sur le côté nord de la route Provinciale numéro 1. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Edouard d'Eastman, district de Bedford, P.Q., le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, le 25 août 1961. 58590-35-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **ST-LOUIS INVESTMENT**
No 29,774. { CORP., corps politique
et incorporé, dûment constitué en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LORENZO RONDEAU, de Notre-Dame-du-Rosaire, dans le district de Chicoutimi, province de Québec, défendeur.

Le lot numéro dix (10) du rang dix du cadastre officiel du canton Labrecque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire, le QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 25 août 1961. 58568-35-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
No 243. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { **EMILIEN GRENIER**,
No. 8990. { tradesman, domiciled in
the city of Magog, district of
St-François, carrying on business under the name and style of N.H. Grenier, Enrg., in the city of Magog, district of St-François, plaintiff *vs* LAKE VIEW HOUSE, incorporé, corporation legally incorporated having its head office at Orford Lake, district of Bedford, defendant, and the REGISTRAR, for the county of Brome, residing at Sweetsburg, district of Bedford, mis-en-cause.

“Lots and parts of lots 1629 and 1461 of the township of Bolton, county of Brome, situated on the north side of the Provincial Route number 1.”

To be sold “en bloc” at the parochial church door of St-Edouard d'Eastman, district of Bedford, P.Q., on the FOURTH day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, August 25, 1961. 58590-35-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { **ST-LOUIS INVESTMENT**
No. 29,774. { CORP., a body politic
and corporate, duly incorpor-
ated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* LORENZO RONDEAU, of Notre-Dame-du-Rosaire, in the district of Chicoutimi, province of Quebec, defendant.

Lot number ten (10) of range ten of the official cadaster of the township of Labrecque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Rosaire, the FOURTH day of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, August 25, 1961. 58568-35-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { **THE QUEBEC FARM**
No. 243. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff-peti-

deur-requérant, *vs* RENÉ ROBILLARD, cultivateur de Lytton, comté de Gatineau, défendeur-intimé.

A) Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros vingt-neuf et trente (29 et 30) du quatrième rang du canton de Lytton, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton;

B) Avec titres tels quels le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trente-A (30-A) du cinquième rang du canton de Lytton; suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton, moins toute la partie dudit lot situé à l'ouest du chemin public traversant ledit lot du nord au sud, la partie située à l'ouest de ce chemin la propriété de John Lacaille, la partie présentement hypothéquée étant donc bornée: au nord par partie du lot 31-A, rang cinq, dit canton, à l'ouest par le chemin public traversant ledit lot trente-A, à l'est par le lot trente, rang quatre, dit canton, au sud par partie du lot vingt-neuf-A, rang cinq, dit canton;

C) Avec titres tels quels toute la partie du lot connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-neuf-A (29-A, Ptie) du cinquième rang, du canton de Lytton, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton, cette partie étant bornée au nord par le lot trente-A, au sud par le lot vingt-huit-A, à l'est par le lot vingt-neuf, rang quatre, et à l'ouest par le chemin public, moins de telle partie la partie suivante: partie mesurant quatre cent seize pieds au nord et au sud et quatre cent seize pieds à l'est et à l'ouest, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée: au nord et à l'est par le résidu dudit lot vingt-neuf-A, au sud par le chemin appelé chemin Audet, (qui suit la ligne entre le lot 29 et le lot 29-A, mais est sur le lot vingt-neuf-A), à l'ouest par le chemin public;

D) Avec tous les bâtiments construits sur lesdits terrains.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église Ste-Philomène, à Montcerf, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 12 septembre, 1961. 58804-38-2-0

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { DONAT PIETTE, boucher,
No 16604. { domicilié à Berthierville,
demandeur contre THÉODORE
MAYER, domicilié à Berthier, district de
Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Tout le lot 466, borné au nord-ouest par un chemin et le No 472; au sud-est par le fleuve; au sud-ouest par les numéros 467-468; au nord par le No 465. Contenant: 93 arpents en superficie, de figure irrégulière.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Berthierville, district de Joliette, le JEUDI, VINGT-SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 12 septembre 1961. 58812-38-2-0

tionner, *vs* RENÉ ROBILLARD, farmer, of Lytton, county of Gatineau, defendant-respondent.

A) The lots of land known and designated as being lot numbers twenty-nine and thirty (29 and 30) on the fourth range in the township of Lytton, according to the official plan and book of reference of said township;

B) With deeds as they are on the lot of land known and designated as being lot number thirty-A (30-A) on the fifth range in the township of Lytton, according to the official plan and book of reference of said township, less the entire part of said lot situated west of the public road crossing said lot from north to south, the part situated west of this road is the property of John Lacaille, the part presently mortgaged therefore being bounded: on the north by part of lot 31-A, range five, said township, on the west by the public road crossing said lot thirty-A, on the east by lot thirty, range four, said township, on the south by part of lot twenty-nine-A, range five, said township;

C) With deeds as they are on the entire part of the lot known and designated as being lot number twenty-nine-A (P. 29-A), on the fifth range, in the township of Lytton, according to the official plan and book of reference of said township, this part being bounded on the north by lot thirty-A, on the south by lot twenty-eight-A, on the east by lot twenty-nine, range four, and on the west by the public road, said part less the following part: the part measuring four hundred and sixteen feet on north and south and four hundred and sixteen feet on east and west, English measure, more or less, and bounded: on the north and on the east, by the remainder of said lot twenty-nine-A, on the south by the road called "Audet road", (which follows the line between lot 29 and lot 29-A, but which is on lot twenty-nine-A), on the west by the public road;

D) With all the buildings constructed on said lots of land.

To be sold "en bloc", at the church door of Ste-Philomène, at Montcerf, on the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, September 12, 1961. 58804-38-2

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { DONAT PIETTE, butcher,
No. 16604. { residing at Berthierville,
plaintiff vs THÉODORE
MAYER, domiciled at Berthier, district of
Joliette, defendant.

As belonging to defendant:

The whole of lot 466, bounded to the north-west by a road and No. 472; to the south-east by the river; to the south-west by Nos. 467-468; to the north by No. 465. Containing 93 arpents in area, of irregular shape.

To be sold at the parochial church door of the town of Berthierville, district of Joliette, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, September 12, 1961. 58812-38-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Cour de Magistrat, { FLORENT RIOUX, de-
No 4209. { mandeur, es SIMON
ROY, défendeur.

« Un lot de terre, sis et situé dans le canton Auclair, 3e rang, numéro 27, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Lejeune, comté de Témiscouata, le VINGT-CIN-
QUIÈME (25) jour d'OCTOBRE 1961, à TROIS
heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN,
ce 15 septembre 1961. 58799-38-2-o
[Première insertion: le 23 septembre 1961]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { FLORENT RIOUX,
No. 4209. { plaintiff, es SIMON
ROY, defendant.

"A lot of land, situated in the township of Auclair, range 3, number 27, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Lejeune, county of Temiscouata, on the TWENTY-FIFTH (25) day of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, Sheriff,
September 15, 1961. 58799-38-2-o
[First insertion: September 23, 1961]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { INTERPROVIN-
No 479 306. { CIAL BUILDING
CREDITS LTD., deman-
deresse, es OLIVA BÉDARD, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent cinquante-neuf et deux cent soixante de la subdivision officielle du lot originaire No cinquante-six (56-259-260) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St. Antoine de Longueuil avec bâtisse dessus érigée, de la maison portant le numéro civique 2378 rue Bédard en la cité de Jacques-Cartier. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, le 19 septembre 1961. L.-P. CAISSE, C.R. 58813-38-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { INTERPROVIN-
No. 479 306. { CIAL BUILDING
CREDITS LTD., plaintiff
es OLIVA BÉDARD, défendeur.

"An immovable known and designated as being lots numbers two hundred and fifty-nine and two hundred and sixty of the official subdivision of original lot No. fifty-six (56-259-260) on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, with building thereon erected, the house bearing civic number 2378 Bédard Street, city of Jacques-Cartier."

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER, 1961 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE, Q.C.,
Montreal, September 19, 1961. Sheriff. 58813-38-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CAISSE POPULAIRE
No 107-629. { DE PONT-ROUGE, so-
ciété régie par la Loi des

Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social à Pont-Rouge, contre DAME ANGELA BERNIER, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de Henri Rochette du même lieu, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes et ledit Henri Rochette, mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes.

« Un terrain situé en la paroisse de Ste-Jeanne de Pont-Rouge, au premier rang du Brulé, faisant partie du lot numéro deux cent vingt-sept (P. 227) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville, avec bâtisses dessus construites, situé, ledit terrain, sur le côté nord du chemin du Brulé, mesurant ledit terrain, environ deux arpents de largeur sur la profondeur de deux arpents, et borné comme suit: au nord, à l'est et à l'ouest par des parties dudit lot deux cent vingt-sept (227) appartenant à Gaston

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LA CAISSE POPULAIRE
No. 107-629. { DE PONT-ROUGE, as-
sociation governed by the

Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office at Pont-Rouge, es DAME ANGELA BERNIER, of the city of Quebec, wife separate as to property of Henri Rochette, of the same place, duly authorized by her husband for the purpose of these presents and the said Henri Rochette, mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purpose of these presents.

"A lot of land situated in the parish of Ste-Jeanne de Pont-Rouge, in the first range of the "Brulé", forming part of lot number two hundred and twenty-seven (P. 227) of the official cadaster for the parish of Ste-Jeanne de Neuville, with buildings thereon erected, said lot situated on the north side of the "Brulé" road, said lot measuring approximately two arpents in width by the depth of two arpents, and bounded as follows: On the north, east and west by parts of said lot two hundred and twenty-seven (227)

Gaudreau, et au sud par le chemin de front du rang du Brulé; les deux arpents de largeur doivent être pris comme suit: un arpent de chaque côté du centre de la maison actuellement construite sur ledit terrain, les frais d'érection et d'entretien des clôtures dudit terrain étant aux frais personnels de l'acquéreur.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Jeanne de Neuville, comté de Portneuf, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Sherif,
Bureau du Sherif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 29 août 1961. 58591-35-2-o
[Première insertion: 2 septembre 1961.]
[Deuxième insertion: 23 septembre 1961.]

belonging to Gaston Gaudreau, and on the south by the front road of the "Brulé" range; the two arpents in width must be taken as follows: one arpent on each side of the center of the house presently erected on the said lot, the costs for the erection and maintenance of the fences on the said lot being to the personal expense of the purchaser.

To be sold at the church door of Ste-Jeanne de Neuville, county of Portneuf, the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Québec, August 29, 1961. 58591-35-2
[First insertion: September 2, 1961.]
[Second insertion: September 23, 1961.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { A LYRE DEMERS, cultivateur domicilié à St-Nicolas, P.Q., contre JOSEPH

ALCIDE DEMERS, domicilié à St-Nicolas, P.Q.

a) « Une terre située à St-Nicolas, comté de Lévis, mesurant trois arpents de front, plus ou moins, sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au nord au fleuve St-Laurent, au sud à la Rivière Chaudière (à la cime du cap), à l'ouest à M. Léonidas Demers, et à l'est à M. Charles Gingras et à Dame J.B. Morin, faisant partie du lot No treize (13 P.) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis; mais à distraire certaines parties vendues au Gouvernement Fédéral, au Ministère de la Voirie, à The Shawinigan Water & Power Company, à John Breakey, à la Corporation de St-Nicolas, et celles appartenant à Léonidas Demers et la partie de l'anse « Basile Demers » appartenant aux héritiers de Dame Isabe Demers et à Dame J.B. Morin ».

Depuis l'acquisition du terrain ci-dessus, J. Alcide Demers a consenti certain baux d'emplacements, suivant actes enregistrés sous les numéros 113, 597, 114, 168 et 116, 724, et de plus, il a vendu à Mlle Béatrice Laroche, suivant acte devant Jean Bolduc, notaire, en date du 18 janvier 1961 et enregistré sous le numéro 125,465, l'emplacement suivant:

« Un terrain ou emplacement situé à St-Nicolas, comté de Lévis, du côté nord de la Route Nationale, à prendre et à distraire du lot numéro treize (13 ptie), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis, étant borné en front, vers le sud, par la route Nationale, en arrière, vers le nord, par une autre partie dudit lot appartenant au vendeur, d'un côté vers l'est, par un emplacement appartenant à Monsieur C. Gingras, et de l'autre côté vers l'ouest, par le chemin appartenant à la Corporation de St-Nicolas, et mesurant, ledit terrain ou emplacement, toute la largeur qu'il y a entre ledit chemin appartenant à la Corporation de St-Nicolas et l'emplacement appartenant à Monsieur C. Gingras, soit environ cinquante pieds (50') de largeur, sur soixante et dix pieds (70') de profondeur, à compter de ladite Route Nationale, le tout mesure anglaise, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

b) M. Joseph Alcide Demers a acquis de Charles Gingras, une partie dudit lot No 12, suivant acte devant Charles Cantin, notaire, en

Fieri Facias

Québec, to wit: { A LYRE DEMERS, farmer, domiciled at St-Nicolas, P.Q., versus JOSEPH

ALCIDE DEMERS, domiciled at St-Nicolas, P.Q.

a) « A farm situated at St-Nicolas, county of Lévis, measuring three arpents in front, more or less, by twenty-two arpents in depth, more or less, bounded on the north by the St. Lawrence River, on the south by the Chaudière River (on the summit of the cape), on the west by the land of Mr. Léonidas Demers, and on the east by that of Mr. Charles Gingras and of Dame J.B. Morin, forming a part of lot No. thirteen (P. 13) in the official cadaster of the parish of St-Nicolas, county of Lévis; but to be withdrawn are certain parts sold to the Federal Government, to the Department of Roads, to the Shawinigan Water & Power Company, to John Breakey, to the Corporation of St-Nicolas, and those parts belonging to Léonidas Demers, and the part of "Basile Demers" cove, belonging to the heirs of Dame Isabe Demers and to Dame J.B. Morin. »

Since the acquisition of the above land, J. Alcide Demers has consented to certain leases on emplacements, according to the deeds registered under numbers 113, 597, 114, 168 and 116, 724, and, moreover, he has sold, to Miss Béatrice Laroche, according to the deed drawn up before Jean Bolduc, notary, on January 18, 1961, and registered under number 125,465, the following emplacement:

« A terrain or emplacement situated at St-Nicolas, county of Lévis, on the north side of the National Highway, to be taken and to be withdrawn from lot number thirteen (P. 13), in the official plan and book of reference of the official cadaster of the parish of St-Nicolas, county of Lévis, being bounded in front, on the south, by the National Highway, in the rear, on the north, by another part of said lot belonging to the vendor, on one side, on the east, by the emplacement belonging to Mr. C. Gingras, and on the other side, on the west, by the road belonging to the Corporation of St-Nicolas, and said terrain or emplacement measuring the entire width which there is between said road belonging to the Corporation of St-Nicolas and the emplacement belonging to Mr. C. Gingras, that is, approximately fifty feet (50') in width, by seventy feet (70') in depth, from said National Highway, the whole English measure, with the building thereon constructed, circumstances and dependencies. »

b) Mr. Joseph Alcide Demers has acquired from Charles Gingras, a part of said lot No. 12, according to the deed drawn up before Charles

date du 21 mai, 1946 et enregistré sous le No 91,666, Rég. B, et cette partie de lot est décrite comme suit à cet acte:

Ce terrain faisant partie du lot numéro douze (Pte 12) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, dans le comté de Lévis, mesurant deux cent cinquante (250') pieds, mesure anglaise, à partir de l'ancien chemin dans une direction nord-ouest, sur toute la largeur dudit lot numéro douze (12), borné vers le sud-est par l'ancien chemin, vers le nord-est par le lot numéro onze du susdit cadastre, vers le nord-ouest par la balance dudit lot restant au vendeur et vers le sud-ouest par le chemin de grève, circonstances et dépendances avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Nicolas, comté de Lévis, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 29 août 1961. 58597-35-2-o
 [Première insertion: 2 septembre 1961]
 [Deuxième insertion: 23 septembre 1961]

Fieri Facias

Québec, à savoir: J. A. LEVESQUE, agent
 No 109-331. { d'assurances, de la cité
 de Québec, contre ISIDORE
 GOSSELIN, 30 rue St-Jules, Beauport, et
 ERNEST GOSSELIN, 337 Ave Royale, St-
 Laurent, I.O., comté de Montmorency, Qué.,
 district de Québec.

« Une terre à bois, contenant un arpent et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, et connue comme étant la totalité du lot (824) huit cent vingt-quatre et la moitié est du lot (823) huit cent vingt-trois du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, le tout borné au nord et au sud au trait carré, à l'est par Dame David Plamondon et à l'ouest par Léger Beaumont.

Partie du lot numéro (24) vingt-quatre du cadastre officiel pour la paroisse de St-Laurent, I.O., avec bâtisses, côté nord du chemin royal, mesurant un arpent, deux perches de front sur le chemin, sur la profondeur depuis le chemin au sud, jusqu'au haut de la falaise; bornée au sud au chemin, au nord au lot numéro vingt-trois (23) appartenant à Jos. Vaillancourt ou représentants, à l'ouest au lot vingt-cinq (25) appartenant à Oscar Lachance ou représentants et à l'est au lot vingt-deux (22) appartenant à Gaudiose Vaillancourt, avec droit de passage pour se rendre au fleuve St-Laurent dans le chemin de Dame Jeanne Toussaint Therrien, situé au sud du chemin sur le même lot.

Les bâtisses construites sur lesdits lots comprennent une maison sise au numéro 337 Avenue Royale, St-Laurent et un entrepôt à l'est de la maison. »

Pour être vendue à la porte de l'église de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
 ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
 Québec, le 29 août 1961. 58598-35-2-o
 [Première insertion: 2 septembre 1961.]
 [Deuxième insertion: 23 septembre 1961.]

Cantin, notary, on May 21, 1946, and registered under the No. 91,666, Reg. B, and this part of the lot is described as follows in this deed:

Said terrain forms part of lot number twelve (P. 12) in the official cadaster of the parish of St-Nicolas, in the county of Lévis, and measures two hundred and fifty feet (250'), English measure, from the old road, going in a northwesterly direction, by the entire width of said lot number twelve (12), bounded on the southeast by the old road, on the northeast by lot number eleven in the above-mentioned cadaster, on the northwest by the remainder of said lot still in the possession of the vendor, and on the southwest by the beach road, circumstances and dependencies with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Nicolas, county of Lévis, on the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Québec, August 29, 1961. 58597-35-2
 [First insertion: September 2, 1961]
 [Second insertion: September 23, 1961]

Fieri Facias

Québec, to wit: J. A. LEVESQUE, insur-
 No. 109-331. { ance agent, of the city
 of Québec, versus ISIDORE
 GOSSELIN, 30 St-Jules St., Beauport and
 ERNEST GOSSELIN, 337 Royale Ave., St-
 Laurent, I.O., county of Montmorency, Que.,
 district of Québec.

« A wooded farm, measuring one and one-half arepent in width by thirty arpents in depth, and known as being the entire lot (824) eight hundred and twenty-four and the east half of lot (823) eight hundred and twenty-three in the official cadaster of the parish of Ancienne-Lorette, the whole bounded on the north and on the south by the "trait carré", on the east by the land of Dame David Plamondon, and on the west by that of Léger Beaumont.

Part of lot number (24) twenty-four in the official cadaster of the parish of St-Laurent, I.O., with buildings, on the north side of the royal road, measuring one arpent, two rods in front along the road, by the depth from the road on the south, as far as the top of the cliff; bounded on the south by the road, on the north by lot number twenty-three (23) belonging to Jos. Vaillancourt or representatives, on the west by lot twenty-five (25) belonging to Oscar Lachance or representatives, and on the east by lot twenty-two (22) belonging to Gaudiose Vaillancourt, with the right of way, to go to the St. Lawrence River, on the road belonging to Dame Jeanne Toussaint Therrien, situated south of the road on the same lot.

The buildings constructed on said lots, comprising a house situated at number 337 Royale Avenue, St-Laurent and a warehouse east of the house. »

To be sold at the church door of Ancienne-Lorette, county of Québec, on the SIXTH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

To be sold at the church door of St-Laurent, I.O., county of Montmorency, on the SIXTH day of OCTOBER next at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT F. RACETTE,
 Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
 Québec, August 29, 1961. 58598-35-2
 [First insertion: September 2, 1961.]
 [Second insertion: September 23, 1961.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **LA CAISSE POPULAIRE**
No 107-629. { **DE PONT-ROUGE,**
société régie par la Loi des
Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son
siège social à Pont-Rouge, contre **DAMÉ ANGE-**
LA BERNIER, de la cité de Québec, épouse
séparée de biens d'Henri Rochette du même
lieu, dûment autorisé par son époux aux fins des
présentes et ledit **HENRI ROCHETTE**, mis en
cause pour autoriser et assister sadite épouse aux
fins des présentes.

Avis est par le présent donné que la vente qui
devait avoir lieu le **SIXIÈME** jour d'**OCTOBRE**
1961, dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu
le **TREIZIÈME** jour d'**OCTOBRE** à **DIX** heures
de l'avant-midi au même endroit.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif, **ALBERT F. RACETTE**,
Québec, le 19 septembre 1961. 58800-38-2-0

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **LA CAISSE POPULAIRE**
No. 107-629. { **DE PONT-ROUGE,**
association governed by the
Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its
head office at Pont-Rouge, against **DAME AN-**
GELA BERNIER, of the city of Quebec, wife
separate as to property of Henri Rochette of the
same place, duly authorized by her husband for
the purpose of these presents and the said
HENRI ROCHETTE, mis-en-cause to author-
ize and assist his said wife for the purpose of
these presents.

Notice is hereby given that the sale which was
to take place the **SIXTH** day of **OCTOBER**
1961, in the above-mentioned case, will take
place the **THIRTEENTH** day of **OCTOBER**,
at **TEN** o'clock in the forenoon at the same place.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, **Deputy-Sheriff**,
Quebec, September 19, 1961. 58800-38-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **THE WESTERN SAV-**
No 4448. { **INGS AND LOAN AS-**
SOCIATION corporation

ayant son bureau-chef à Winnipeg, Manitoba,
demanderesse, *versus* **WALTER KRANCEVIC**,
hôtelier, domicilié à 9 rue Principale, cité de
Rouyn, défendeur dans l'instance en cours:

Avis est par le présent que la vente des im-
meubles saisis dans cette cause, soit:

« Un certain lopin de terre connu et désigné
comme étant le lot numéro cinq cent vingt-trois
(523), ainsi que la partie sud-est du lot cinq cent
vingt-quatre (524) du bloc quarante et un (41),
selon les plan et cadastre officiels pour le canton
de Rouyn, ladite portion sud-est étant décrite
plus précisément comme suit:

Un lopin de terre de forme pentagonale irrégulière, borné vers le nord par une ruelle (numéro 228); vers le nord-est par une autre ruelle (numéro 533); vers le sud-est par ledit lot numéro 523; vers le sud-ouest, en avant, par l'avenue Principale, (numéro 534) et vers le nord-ouest, sur une longueur de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes de pied (69.83') par le résidu du lot cinq cent vingt-quatre (524); mesurant quarante pieds (40') de largeur en avant sur l'Avenue Principale et la même largeur de quarante pieds (40') à une distance de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes (69.83') commençant à la ligne de démarcation sur ladite avenue Principale, la ligne séparative entre les parties nord-ouest et sud-est dudit lot cinq cent vingt-quatre (524) étant déterminée en vertu d'un arpentage fait le 7 novembre 1938 par J. Hector Paquin, arpenteur, dont copie est déposée avec un acte de vente passé devant le notaire Edmond Comtois, en date du 22 juillet 1944, sous les minutes numéro 3257 dudit notaire et enregistré sous le numéro 27888,

ainsi que les bâtisses y érigées, équipement, circonstances et dépendances ».

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Superior Court, { **THE WESTERN SAV-**
No. 4448. { **INGS AND LOAN AS-**
SOCIATION, a corporation

having its head office in Winnipeg, Manitoba,
plaintiff *versus* **WALTER KRANCEVIC**, hotel
keeper, residing at 9 Main Avenue, Rouyn, Que.,
defendant in continued suit:

Notice is hereby given that the sale of the
following immovables seized in this cause,
namely:

"That certain parcel of land known and designated as lot number five hundred and twenty-three (523), with the southeastern portion of lot number five hundred and twenty-four (524) of block forty-one (41) according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, the said southeastern portion being more fully described as being:

A tract of land of irregular pentagonal form being bounded towards the north by a lane (number 228); towards the northeast by another lane (number 533); towards the southeast by the aforesaid lot number 523; towards the southwest, in front, by Main Avenue (number 534) and towards the northwest for a length of sixty-nine feet eighty-three hundredths of a foot (69.83') by the residue of said lot number five hundred and twenty-four (524); measuring forty feet (40') in width, in front, on Main Avenue and the same width of forty (40') feet at a distance of sixty-nine feet and eighty-three hundredths of a foot (69.83') starting from the front boundary line on Main Avenue. The boundary line between the north-west and southeast parts of the said lot number five hundred and twenty-four (524) being established by virtue of a survey made on November 7, 1938 by J. Hector Paquin, land surveyor, a copy of which is deposited with a deed of sale passed before Edmond Comtois, notary, on July 22, 1944, under his minute number 3257, duly registered under number 27888,

both with the buildings thereon erected, together with all equipment, rights, members and appurtenances."

qui devait avoir lieu à TROIS heures de l'après-midi le DIX-SEPT JANVIER 1961, à la porte de l'église St-Joseph de Rouyn, Qué., aura lieu à TROIS heures de l'après-midi le DIX-HUIT OCTOBRE 1961 au même endroit.

Le Shérif,

Rouyn, Qué., J. H. CHARBONNEAU.
le 28 septembre 1961. 58801-38-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St. Francois

Cour Supérieure, { THOMAS HENDY, res-
No 22,806. { taurateur, domicilié à
Sherbrooke, district de St-François, demandeur, vs ADELARD PELLE-
TIER, cuisinier, domicilié à Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

« Un certain morceau de terrain connu et désigné comme étant le lot No. deux cent quatre-vingt-huit (288) de la subdivision du lot huit cent quatre-vingt-dix-neuf (899) au cadastre officiel pour le quartier est de la cité de Sherbrooke, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke ce 28 août 1961. 58569-35-2-o
[Première insertion le 2 septembre 1961.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe
District de Montréal

Cour Supérieure, { ARMAND LAMBERT,
No 466-832. { St-Valérien, comté de
Shefford, vs LÉONA TOU-
RANGEAU, épouse séparée de biens de Charles Vézina, de lieux inconnus.

« Un terrain situé au village de St-Liboire, comté de Bagot, étant le lot No deux cent soixante-quatre (264) du cadastre officiel de la paroisse de St-Liboire, comté de Bagot, avec magasin et dépendances; à distraire dudit lot, la partie vendue par Madame H. Bachand à J. O. Madon et appartenant maintenant à Hector L'Heureux. La clôture qui existe actuellement entre le terrain présentement vendu et celui dudit Hector L'Heureux est la véritable borne entre les deux terrains, telle borné ayant été établie par procès-verbal de bornage en date du 27 novembre 1928, avec toutes les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, comté de Bagot, MARDI le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ROMÉO FORBES.
Palais de Justice, St-Hyacinthe, ce 18 septembre 1961.
58802-38-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { ARMAND CROTEAU,
No 12-713. { Granby, demandeur, vs
MAURICE BERGERON,

formerly announced to take place on JANUARY SEVENTEENTH, 1961, at THREE o'clock in the afternoon at the doors of St. Joseph's parish church, will take place at THREE o'clock on the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1961 at the same place.

J. H. CHARBONNEAU,

Rouyn, Que., Sheriff.
September, 18, 1961. 58801-38-2-o

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { THOMAS HENDY, res-
No. 22,806. { taurant-keeper, domi-
ciled at Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, vs ADELARD PELLE-
TIER, cook, domiciled at Sherbrooke, district of St-Francis, defendant.

« A certain piece of ground known and designated as being lot No two hundred and eighty-eight (288) of the subdivision of lot eight hundred and ninety-nine (899) on the official cadastre for the East ward of the city of Sherbrooke, with buildings thereon erected. »

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, on the FOURTH day of OCTOBER 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke August the 28, 1961. 58569-35-2-o
[First insertion the 2nd of September 1961.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St. Hyacinthe
District of Montreal

Superior Court, { ARMAND LAMBERT,
No. 466-832. { St-Valérien, county of
Shefford, vs LÉONA TOU-
RANGEAU, wife separate as to property of Charles Vézina, of unknown address.

« A lot of land situated in the village of St-Liboire, county of Bagot, being the lot No. two hundred and sixty-four (264) in the official cadaster of the parish of St-Liboire, county of Bagot, with a store and dependencies; to be withdrawn from said lot, is the part sold by Mrs. H. Bachand to J. O. Madon, and now belonging to Hector L'Heureux. The fence which presently exists between the land now being sold and that of the said Hector L'Heureux is the true boundary between the two lots of land, such a boundary having been established in a detailed-report on the boundaries on November 27, 1928, with all the buildings thereon erected. »

To be sold at the parocial church door of St-Liboire, county of Bagot, on TUESDAY, the SEVENTH day of NOVEMBER, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ROMÉO FORBES,
Court House, Sheriff.
St. Hyacinthe, September 18, 1961.
58802-38-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { ARMAND CROTEAU,
No. 12-713. { of Granby, plaintiff, vs
MAURICE BERGERON,

exécuteur testamentaire de feu Dame Joseph Blanchard, de Ludlow, Mass., U.S.A. défendeur, et J. ISIDORE DENIS, registrateur de comté de Bagot, mis-en-cause.

Un emplacement situé au village de St-Pie, comté de Bagot, rue Notre-Dame, côté sud-ouest, faisant partie des lots désignés sous les numéros 635 et 636 (Pts 635 et 636) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Pie, comté de Bagot, avec les constructions y édifiées, à distraire dudit lot six cent trente-six (636), une lisière de terrain vendue par Moïse Daignault à la Cie du Pont de St-Pie, suivant vente devant J. B. S. Bathalon, notaire, le 18 août 1905, enregistré à Bagot sous le No 37713, et à distraire et réserver également dudit lot six cent trente-six (636) une lisière de terrain de la contenance de front ou de largeur près du trottoir du chemin public et de quarante-trois pieds de largeur à la profondeur près de la rivière Yamaska maintenant rivière Noire, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à aller à ladite rivière Yamaska, et bornée comme suit: en front, par le chemin public, en profondeur, ladite rivière Yamaska, d'un côté, à la côte du Pont ou au terrain vendu à la Cie du Pont de St-Pie, et de l'autre côté, au résidu dudit lot qui a été vendu à Élie Racine par Wilma Chaput, par acte de vente enregistré à Bagot sous le numéro 80893, dans lequel le vendeur réserve encore sur ce terrain son garage et sa porcherie avec droit de passage à côté de telles bâtisses entre le terrain et sur le terrain qu'il a vendu à Élie Racine pour communiquer du chemin de front à la profondeur dudit terrain, pour passer à pied ou pour faire des réparations audites bâtisses au besoin;

À distraire encore du terrain acquis par ledit Élie Racine, par la vente précitée dudit Wilma Chaput, enregistré à Bagot, sous ledit No. 80893, la partie qu'en a vendue ledit Élie Racine à Émile Plouffe, par acte passé devant Me E. S-Pierre, notaire, enregistré à Bagot, sous le No 82499: ledit emplacement, mesurant soixante et onze (71') pieds de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, par la profondeur qu'il y a, à partir du chemin public à la rivière Noire, et est borné: en front, au nord-est, par la rue Notre-Dame; en profondeur, par la rivière Noire; d'un côté, au nord-ouest, par Ovide Lapierre ou représentants, et de l'autre, au sud-est, par Wilma Chaput ou représentants, et comprenant l'usufruit que le vendeur avait sur ledit immeuble, et toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pie, comté de Bagot, MARDI le TRENTE ET UNIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
District de St-Hyacinthe,
le 18 septembre 1961.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.
58803-38-20

testamentary executor of the late Dame Joseph Blanchard, of Ludlow, Mass., U.S.A., defendant, and J. ISIDORE DENIS, registrar for the county of Bagot, mis-en-cause.

An emplacement situated in the village of St-Pie, county of Bagot, Notre-Dame St., south-west side, forming part of the lots designated under the numbers 635 and 636 (Pts 635 and 636) in the official plan and book of reference of the parish of St-Pie, county of Bagot, with the constructions thereon erected; to be withdrawn from said lot six hundred and thirty-six (636), is a strip of land sold by Moïse Daignault to the "Cie du Pont de St-Pie", following a deed drawn up before J. B. S. Bathalon, notary, on August 18, 1905, registered at Bagot under No. 37713, and also to be withdrawn and reserved from said lot six hundred and thirty-six (636) is a strip of land containing in front or in width near the sidewalks of the public road, and forty-three feet in width on the depth near the Yamaska River, now "Rivière Noire", by the depth which there may be from the public road going toward said Yamaska River, and bounded as follows: in front, by the public road, in depth by the said Yamaska River, on one side, by the side of the Bridge or by the land sold to the "Cie du Pont de St-Pie", and on the other side, by the remainder of said lot which was sold to Élie Racine by Wilma Chaput, by a deed of sale registered at Bagot under the number 80893, in which the vendor still reserves, on said terrain, his garage and his piggery with right of way beside such buildings between the land and on the land which he sold to Élie Racine, in order to go to the road in front on the depth of said terrain, to go, on foot, or to make repairs to said buildings when necessary;

Also to be withdrawn from the land acquired by said Élie Racine, by the aforementioned sale of the said Wilma Chaput, registered at Bagot, under said No. 80893, the part which the said Élie Racine sold to Émile Plouffe, by a deed drawn up before Me. E. St-Pierre, notary, registered at Bagot under No. 82499: the said emplacement measuring seventy-one feet (71') in width, more or less, English measure, by the depth which exists from the public road to the "Rivière Noire", and is bounded: in front, on the northeast by Notre-Dame St., in depth, by "Rivière Noire", on one side, on the northwest, by Ovide Lapierre or representatives, and on the other side, on the southeast by the land of Wilma Chaput or representatives, and including the use which the vendor had on said immovable, and all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent.

To be sold at the parochial church door of St-Pie, county of Bagot, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
District of St. Hyacinthe,
September 18, 1961.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.
58803-38-2

INDEX No 38

ACTION
en séparation de corps et de biens

Hotte vs Provost

ACTION
for Separation as to Bed and Board

4066

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1488 - Primes de défrichement, d'essouchement et de labour à être payées aux colons (<i>Erratum</i>).....	4066
1488 - Premiums for clearing, grubbing and ploughing to be paid to settlers (<i>Erratum</i>).....	4066
1881 - Concernant les règlements de l'Office du crédit agricole du Québec (Service de l'habitation familiale) en marge de la « loi pour améliorer les conditions de l'habitation ».....	4066
1881 - Concerning the regulations of the Quebec Farm Credit Bureau (Family Housing Division) in accordance with the "Act to Improve Housing Conditions".....	4066

AVIS

NOTICES

Église Baptiste Évangélique de Compton (<i>Requête - Appl.</i>).....	4074
Église Baptiste Évangélique de St. Georges (<i>Requête - Appl.</i>).....	4074
Hampstead, ville - town (Bill 167).....	4073
Ste-Anne de la Pocatière, village (<i>Requête - Petition</i>).....	4072
St-Eustache, ville - town (<i>Requête - Petition</i>).....	4071
Ste-Eustache-sur-le-Lac, ville - town (<i>Requête - Petition</i>).....	4071

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs à la loi des Chartes - Abandon de	Notices relative to the Act of Charters - Surrender of
Leduc (E. & A.) Limitée.....	4074
Liverman (I.) Inc.....	4074
Mazlo Investment Co.....	4074

Autorisées à faire des affaires	Licensed to do Business
--	--------------------------------

Associated Mining Construction Ltd....	4078
Automatic Totalisators (U.S.A.) Limited.....	4079

Divers

Miscellaneous

Adson Realities Inc. (<i>Dist. de l'actif - Dist. of assets</i>).....	4078
Chevalier de Colomb du Conseil Hoche-laga « 4116 » (Les) - (<i>Règl. - By-laws</i>).....	4078
Club de Curling Jacques-Cartier (Le) - (<i>Règl.</i>).....	4075
Crowther Limited (<i>Agent</i>).....	4076
Dalmys Limited (<i>Dir.</i>).....	4075
Ferland (J. G.) Ltée (<i>Dir.</i>).....	4075
Jacques-Cartier Curling Club (The) - (<i>By-laws</i>).....	4075
Lemoine Chibougameau Mining Corporation (<i>Dir.</i>).....	4077
Montreal Natural Gas Heating Ltd. (<i>Dir.</i>).....	4076
Mazlo Investment Co. (<i>Dist. de l'actif - Dist. of assets</i>).....	4077
Namur Equipement Ltée (<i>Règl.</i>).....	4076
Namur Equipement Ltd (<i>By-laws</i>).....	4076
Shawinigan Water and Power Company (<i>Requête - Appl.</i>).....	4077

Lettres patentes

Letters Patent

Agence d'Assurance Chomedey Inc....	4042
Association des Techniciennes en Sciences Familiales (L').....	4043
Association of Technicians in Home Economics (The).....	4043
Association des Terrains de Jeux de Saint Joachim de Shefford Inc. (L').....	4043
Association des Vendeurs de Produits Pétroliers et Employés du Bas-St-Laurent Inc. (L').....	4043
Association du Béton Préparé du Québec.....	4044
Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) (L').....	4044
Benosem Inc.....	4045
Bonin (Normand) Inc.....	4045
British Blue Print Co. Ltd.....	4045
C. B. Import Inc.....	4046

C.K.R.T.-T.V. Ltée.....	4046
Chocolat du Québec Ltée (Le).....	4047
Cie Fourrures de Québec Inc. (La)....	4065
Club Colombien de Cowansville Inc.....	4047
Club de Curling Jacques-Cartier (Le)...	4047
Club Social des Elks de Kénogami Inc. (Le).....	4048
Collège Louis Querbes.....	4084
Collège Saint Bernard.....	4079
Colline Notre-Dame.....	4079
Consumers Credit Inc.....	4048
Couvent Jésus-Marie de Lauzon.....	4082
Convent of the Sacred Heart.....	4048
Crédit du Consommateur Inc.....	4048
Dion (Lionel L.) Inc.....	4049
Dorado Investment Corp.....	4049
Downing Investment Corp.....	4049
École Normale de la Providence de Ste-Ursule.....	4082
École Normale Saint-Joseph de Hull....	4084
École Secondaire de Beauport (S.S.-C.M.) (L').....	4079
École Secondaire Sainte-Marie-des-Roses.....	4082
Échange de Ste-Thérèse Inc. (L').....	4050
Engine Rebuilders Co. Ltd.....	4050
Entreprises du Lac des Sables Inc. (Les)	4050
Entreprises Dunn Incorporées (Les)...	4051
Eskimo Restaurant Inc.....	4060
Ferme Québécoise Limitée.....	4051
Fortier Construction Ltée.....	4051
Gagnon (Paul) Ltée.....	4052
Grues Mobiles Inc. (Les).....	4052
Hardy Tire Service Ltd.....	4052
Hôpital Notre-Dame-du-Détour.....	4082
Imprimerie Orléans Inc.....	4053
Institut Classique de Victoriaville (L')..	4053
Institut Notre-Dame du Sourire.....	4081
Jacques-Cartier Curling Club (The)....	4047
Juvénat Manoir Notre-Dame.....	4081
Juvénat Notre-Dame-de-Grâces.....	4080
Juvénat Sacré-Coeur des Frères Maristes.....	4081
Juvénat Saint-Gabriel.....	4084
Juvénat Saint-Joseph des Frères de St-Gabriel.....	4083
Laboratoires Allemands Réunis Canada Inc.....	4053
Loisirs St-Alphonse de Ville Brossard (Les).....	4054
Madelle Inc.....	4054
Maison Nazareth.....	4088
Mannequin Shoe Shoppe Incorporated..	4054
Manufacture J. & L., Ltée.....	4055
Metropolitain "Ready Mix" Inc.....	4055
Metropolitan Masonry Ltd.....	4056
Michaud (André) Inc.....	4056
Mobile Cranes Inc.....	4052
Mobile Steam Cleaner Ltd.....	4056

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	EXAMEN	EXAMINATION
Mortgage Consultants Inc.	4057	Barreau	Bar
New Star Fur Co.	4057	Bedford, étude - study	4087
Patronage Saint-Joseph Artisan	4080	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Peg's Dining Room Inc.	4057	Instruction publique	Education
Pensionnat de Drummondville	4084	Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Beloeil	4083	Frampton, (Dem.- Appl.)	4088
Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Saint-Hilaire	4083	Louiseville Diss. (Dem.- Appl.)	4088
Pensionnat des Saints Noms de Jésus et de Marie de Verchères	4083	Mont-Joli Diss., village (Dem.- Appl.)	4088
Pensionnat Notre-Dame-de-la-Merci	4084	Notre-Dame-de-Granby (Cath.), par. (Dem.- Appl.)	4089
Pensionnat Notre-Dame-des-Neiges	4081	Pierrefonds (Dem.- Appl.)	4087
Pensionnat du Sacré Coeur	4048	Pont-Rouge (Dem.- Appl.)	4088
Pensionnat Saint-François Xavier	4080	St-Angèle-de-Monnoir (Dem.- Appl.)	4089
Pensionnat Saint-Paul (S.P.D.C.)	4081	St-Cyrille, village (Dem.- Appl.)	4088
Péroles Azurs Inc. (Les)	4058	Terre et Forêts	Lands and Forests
Pickfair Investment Corp.	4058	Cadastre:	Cadastre:
Piste Rodéo de Batiscan Inc. (La)	4058	St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.	4089
Placements Martinique Ltée (Les)	4058	St-Colomb de Sillery, par.	4090
Porter Brothers Construction Ltd.	4059	Travail	Labour
Quebec Ready-Mixed Concrete Association	4044	Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:
Regal Industries Ltd.	4059	Automobile, comté de Drummond (Prél.)	4090
Reine Marie Construction Inc.	4060	Automobile, county of Drummond (Lery)	4090
Restaurant Eskiman Inc. (Le)	4060	Building, Eastern Townships District (Lery)	4091
Rogers Housewares Ltd.	4060	Construction, district des cantons de l'Est (Prél.)	4091
Roy & Plante Ltée	4061	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Sabam, Inc.	4061	Divers	4093
St. Francis Rod & Gun Club and Motel Inc.	4061	Miscellaneous	4093
Salle d'Accueil Domrémy de La Tuque Inc.	4061	PROCLAMATION	PROCLAMATION
Shaghit Ltd.	4062	Annexion d'un certain territoire de la municipalité du village de Lafontaine à la municipalité de Lesage	4094
Société Jacques Labrecque Limitée (La)	4062	Annexion d'un certain territoire de la municipalité du village de Lafontaine à la municipalité de Lesage	4094
Softwood Lumber & Builders Supplies Co. Ltd.	4063	SOUMISSIONS	TENDERS
Stelmer Investments Corp.	4063	Beaulac, village	4096
Teinturerie Cartier Incorporée	4063	Beauport, ville - town	4103
Techn-O-Vel Inc.	4064	Chibougamau, ville - town	4097
Toyvilla Inc.	4064	Dorval, cité - city	4098
Trans-Continental Beverages Ltd.	4064	Dunham, canton - township	4099
Union Pontificale Missionnaire du Clergé (Conseil de Québec) (L')	4080	Hudson, comm. scol. prot.- prot. school comm.	4100
Vactrix (Quebec) Limited	4065	Shishaw, comm. scol.- school comm.	4101
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	Ste-Foy, cité - city	4102
Beaudet (Claude) Inc.	4065	SYNDICATS	SYNDICATES
Sièges sociaux	Head Offices	Professionnels	Professional
Association des Terrains de Jeux de Saint-Joachim de Shefford Inc. (L')	4085	Association Patronale des Barbiers et Coiffeurs de Rimouski (L') - (Const.- Inc.)	4105
Beaudet, (Claude) Inc.	4086	Groupeement Régional No 4 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers (Nom changé - Name changed)	4105
Beaudet & Frères Inc.	3076	Groupeement Régional No 11 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers (Nom changé - Name changed)	4105
Cie Fourrures de Québec Inc. (La)	4087	Groupeement Régional No 15 de la Fédération des Fabricants de Produits Laitiers (Nom changé - Name changed)	4105
École Normale du Sacré-Cœur de St-André Avellan	4085	Curatelle publique	Public Curatorship
Milco Inc.	4085	Perreault, Joseph Guillaume (alias William)	4087
Piste Rodéo de Batiscan Inc.	4085		
Prévoyance, Compagnie d'Assurances (La)	4086		
Provident Assurance Company (The)	4086		
Société d'Études pour le Transport Métropolitain Inc.	4086		
Sogesan Construction Ltd.	4086		
St. Lambert Automobile Inc.	4086		

VENTES		SALES	Montréal	Montreal
Effets non-réclamés	Unclaimed Goods		Interprovincial Building Credits Ltd., vs Bédard	4109
Canadian Pacific Express Company		4106		
Licitation	Licitation		Québec	Quebec
Angers vs Leclerc		4106	Caisse Populaire de Pont-Rouge (La) vs Bernier et al.	4109
SHERIFS	SHERIFFS		Caisse Populaire de Pont-Rouge (La) vs Bernier	4112
Bedford	Bedford		Demers vs Demers	4110
Grenier vs Lake View House et al.		4107	Levesque vs Gosselin et al.	4111
Chicoutimi	Chicoutimi		Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
St-Louis Investment Corp. vs Rondeau		4107	Western Savings and Loan Association (The) vs Krancevic	4112
Hull	Hull		Saint-François	Saint Francis
Office du Crédit Agricole vs Robillard		4107	Hendy vs Pelletier	4113
Quebec Credit Farm Bureau vs Robillard		4107	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
Joliette	Joliette		Croteau vs Bergeron	4113
Piette vs Mayer		4108	Lambert vs Tourangeau	4113
Kamouraska	Kamouraska			
Rioux vs Roy		4109		

